Jacqueline ROCHETTE
Docteur en Droit

HISTOIRE DES JUIFS D'ALSACE

DES ORIGINES A LA RÉVOLUTION

PARIS
LIBRAIRIE LIPSCHUTZ

Extrait de notre Catalogue

THEOLOGIE

BERMAN (Gr. Rab. David). Esquisse d'une doctrine juive	10 »
— — Initiation au Judaïsme. 10 fascicules	60 »
BRANDON-SALVADOR (Marg.). A travers les Moissons	50 »
HAGGADAH DE PESSACH. Texte hébreu et trad. française par Edmond FLEG. Illustré par JANINE AGHION	60 »
HAGUENAU (Gr. Rab.). Discours et prières	20 »
LA VOIX D'ISRAEL. 25 Conférences radiophoniques faites par les sommités rabbiniques de France	5 »

JURISPRUDENCE

LE TALMUD DE JÉRUSALEM. Traduction française intégrale par Moïse SCHWAB. Complet en 11 volumes reliés	2.000 »

CEREMONIESE ET COUTUMES

BARAS (Dr.). La circoncision. Son historique et son importance au point de vue hygiénique	12 »
COHN (H.). Mœurs des Juifs et des Arabes de Tétuan (Maroc)	6 »
GINSBURGER (Gr. Rab.). Divorce civil, répudiation judaïque	5 »
— — La méthode juive d'abatage des animaux	5 »
VENTURA. Le Judaïsme par l'image. Traditions, cérémonies et coutumes	10 »

PHILOSOPHIE

KADMI-COHEN. Apologie pour Israël, par un Juif	6 »
MAIMONIDE. Miloth Ha-Higaïon. Terminologie logique	30 »
— Traité des Poisons. Trad. française par RABBINOWICZ	15 »

HISTOIRE

BERMAN (Gr. R. L.). Histoire des Juifs de France. (Couronné par l'Académie Française du Prix Montyon 1938)	40 »
BEDARRIDE. Les Juifs en France, en Italie et en Espagne	100 »
EMMANUEL (I. S.). Histoire des Israélites de Salonique	50 »
— Histoire de l'industrie des tissus des Israélites de Salonique	12 »
GINSBURGER (Gr. Rab.). Les Juifs de Belgique au XVIII[e] siècle	20 »
— Le Comité de Surveillance J.-J. Rousseau. (Les Juifs de Bayonne pendant la Révolution Française	40 »
MEZAN (Dr Saül). De Gabirol à Abravanel. Juifs espagnols promoteurs de la Renaissance	25 »
MOSSE (A.). Histoire des Juifs d'Avignon et du Comtat-Venaissin	25 »
— Alfred Naquet, Juif comtadin	5 »
PAULY (J. de). Kiriah Néémanah. La Cité Juive, 2 vol.	20 »
PIN (Benjamin). Les origines de la guerre de Bar Kochba et la rivalité judéo-romaine en Méditerrannée	30 »
REZNIK (Jacob). Le Duc Joseph de Naxos. Contribution à l'histoire Juive du XVI[e] siècle	60 »
ROCHETTE (Jacqueline). Histoire des Juifs d'Alsace, des Origines à la Révolution	30 »

PALESTINE — SIONISME

ACHAD HA-AM. Au Carrefour	20 »
BEN GOURION. Consolidons le Sionisme	5 »
BIJAOUI. Où va le Sionisme ?	2 »
BONARDI (Pierre). Le retour à Jérusalem	20 »
CARTE géographique de la Palestine moderne	2 »
FICHELEFF. Le statut international de la Palestine Orientale	20 »
FISCHER. La colonisation juive en Palestine : ses étapes, ses difficultés	20 »
FLEG (Edmond). Le Psaume de la Terre Promise	2 »
HERIOT. La Palestine aux Israélites	3 »
HERZL (Th.). L'Etat Juif, avec préface de B. HAGANI	18 »
— Terre ancienne, terre nouvelle	20 »
KADMI-COHEN. Esquisse d'un sionisme nouveau	6 »

Jacqueline ROCHETTE
Docteur en Droit

HISTOIRE DES JUIFS D'ALSACE

DES ORIGINES A LA RÉVOLUTION

Digitized by Project Zikaron
Touro University-NY Libraries
www.zikaron.tourolib.org
2025

PARIS
LIBRAIRIE LIPSCHUTZ
4, PLACE DE L'ODÉON

Digitized by Project Zikaron
Touro University-NY Libraries
www.zikaron.tourolib.org
2025

**Tous droits de reproduction,
de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays,
y compris l'U. R. S. S.**

Copyright by Jacqueline Rochette, *Paris*, 1938.

Histoire des Juifs d'Alsace
des origines à la Révolution

Nous tenons spécialement à remercier ici :

Monsieur Robert ANCHEL des corrections qu'il a bien voulu apporter à notre ouvrage, et que sa grande compétence rend paticulièrement précieuses.

Monsieur le Docteur André WETZEL, de Munster; qui, par ses démarches personnelles, a facilité notre travail de recherches locales.

Messieurs : MERTZ, conservateur des Archives de Wissembourg;
GROMER, conservateur des Archives de Haguenau;
BRUNSTEIN, rédacteur de la salle des Archives départementales de Strasbourg;
PISOT, conservateur des Archives d'Obernai;
SITTLER, conservateur des Archives Municipales de Colmar;
SCHMITT, Archiviste-adjoint des Archivistes Départementales de Colmar.
MATTER, conservateur des Archives de Munster;
WERNER, conservateur des Archives de Mulhouse;
de la courtoisie avec laquelle ils nous ont reçue, et de leur extrême obligeance à nous communiquer tous les documents et renseignements qui nous étaient nécessaires.

Monsieur Benjamin PIN, Diplômé en philosophie de l'Université de Berlin, Docteur es lettres de l'Université de Paris, Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Internationales, de l'aide qu'il a bien voulu nous apporter dans la lecture de certains manuscrits anciens, et que sa parfaite connaissance de la langue allemande a rendue si efficace.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

Il n'est peut-être pas inutile de donner en quelques lignes un aperçu de la façon dont nous avons dirigé nos recherches.

Nous avons procédé de deux manières :

En puisant nos renseignements aux sources mêmes, par la lecture des Archives des principales villes d'Alsace, et en consultant différents auteurs qui, au cours des siècles, ont traité de la question juive.

L'utilisation de ces deux méthodes justifie donc le plan de notre bibliographie, tel qu'il figure à la fin de notre ouvrage :

I. — Documents Manuscrits.

II. — Documents Imprimés.

*
**

Les Archives d'Alsace sont riches en documents concernant les Juifs : Privilèges accordés aux villes par l'Evêque ou l'Empereur, suppliques des Prévôts des Communautés, Ordonnances ou arrêts, décisions du Conseil Souverain, etc.

La première partie de l'histoire des Juifs d'Alsace, qui s'étend des origines au milieu du XVII[e] siècle a laissé ses traces sous forme de pièces rédigées en vieil allemand parsemées de mots en dialect et d'une écriture souvent difficile à déchiffrer. Notre ignorance de la langue allemande aurait rendu nos recherches impossibles si nous n'avions pu nous assurer le concours de Monsieur Benjamin Pin, Diplômé en philosophie de la Faculté de Berlin, Docteur es-Lettres de l'Université de Paris, qui a réuni et déchiffré les documents dont nous avions besoin, et nous en a remis la traduction. Nous ne sommes allée en Alsace qu'après avoir été en possession de ces pièces capitales.

Il nous a été facile de compléter cette documentation pour la période s'étendant de 1650 à la Révolution, les manuscrits étant rédigés en français et de lecture aisée. Toutefois, en nous rendant aux Archives Municipales de Strasbourg, Place de

l'Hôpital, nous avons appris avec consternation qu'à raison des derniers évènements internationaux, les archives avaient été évacuées. Nous n'avons donc pu les consulter personnellement; il a fallu nous en tenir aux renseignements que Monsieur PIN nous avait fournis à leur sujet.

Au contraire, les Archives Départementales n'ayant pas été déplacées, nous avons pu les étudier avec fruit. Sous la rubrique G, art. 491, se trouve le privilège de Charles V portant que nul sujet de l'évêché ne peut contracter avec un Juif sans une permission de l'Eglise (Page 41 de notre étude). C'est un manuscrit rédigé en langue allemande. Mais les Lettres de Guillaume Egon, évêque de Strasbourg, prenant en 1682 les Juifs sous sa protection, (page 68 de notre étude) se présentent sous forme de deux manuscrits revêtus de son sceau, dont l'un est rédigé en allemand et l'autre en français. Par contre est rédigé en langue française seulement, la lettre qu'il adresse aux Juifs en 1692, leur ordonnant de payer une rente annuelle au Grand Ecuyer, à la place du cheval qu'ils devaient primitivement lui offrir (voir page 69 de notre étude).

Quant aux différents arrêts du Conseil Souverain d'Alsace relatifs aux Juifs, au XVIII[e] siècle, ils se trouvent renfermés dans la Collection d'Imprimés d'Arrêts du Conseil Souverain d'Alsace et de Lettres Patentes du Roi et de l'Evêque de Strasbourg, de 1701 à 1783. La lecture en est donc ainsi extrêmement simplifiée.

Dans la liasse C, art. 335, nous avons eu la chance de trouver l'original d'un passeport établi au XVIII[e] siècle, au nom du Juif Alexandre Bloch, sur papier jaune, revêtu d'un cachet de cire rouge portant la mention « fermes d'Alsace ». (Page 113 de notre étude, note 11).

Nous n'avons pas été aussi heureuse à Wissembourg, car l'Archiviste, Monsieur MERTZ nous a appris que les Archives avaient été détruites par un incendie en 1677; nous faisons donc toutes réserves sur l'authenticité de la référence citée par Elie Scheid dans son ouvrage « Histoire des Juifs d'Alsace » à propos de l'autodafé de trois Juifs au XIV[e] siècle, à Wissembourg, et que nous avons reproduite. Le fait relaté est évidemment exact, car au cours de nos études, nous avons constaté que cet auteur était toujours parfaitement scrupuleux; mais le texte auquel il se réfère dans ce cas particulier — Livre des Protocoles de Wissembourg —, ayant été détruit au XVII[e] siècle, il a dû puiser ce renseignement à d'autres sources que nous n'avons pu malheureusement retrouver.

Monsieur MERTZ nous a également documentée sur la vie de

Herzog, auteur de Chroniques fort intéressantes, auxquelles nous avons souvent eu recours.

Nous avons eu ainsi l'explication d'un fait qui nous avait paru surprenant à la lecture de cet ouvrage : la très grande place que l'auteur accordait à un évènement de peu d'importance survenu en 1260 et que nous rapportons à la page 21 de notre étude : le meurtre d'un enfant chrétien de onze ans, à Wissembourg. Monsieur MERTZ nous a appris que cet enfant avait été enterré dans l'église Saints Pierre et Paul, à Wissembourg, ville natale de Herzog. Nous avons d'ailleurs pu découvrir dans l'église des vestiges de sa sépulture, la pierre tombale étant encore debout.

A Haguenau, les archives sont conservées au Musée de la ville. Elles sont toutes manuscrites, sauf la lettre circulaire des préposés généraux des Juifs d'Alsace adressée aux rabbins, à l'occasion de la maladie du roi. Elle est imprimée en caractères italiques, surmontée d'un frontispice en bois gravé représentant un portrait de Louis XV, (Page 100 de notre étude).

A la Mairie de Molsheim les quinze pièces auxquelles nous nous sommes référées, sont manuscrites et en très bon état de conservation. Un catalogue parfaitement à jour, que nous avons consulté, a beaucoup facilité notre travail.

A Sélestat les Archives sont conservées à la bibliothèque municipale. Les documents sont manuscrits, sur parchemin, rédigés en vieil allemand.

A Obernai où les Archives sont particulièrement abondantes, nous avons dépouillé cinquante neuf pièces. La charte de Charles IV accordant l'absolution à Obernai pour les massacres de Juifs en 1347 (Page 30), et celle de Maximilien de 1507 permettant à la ville de ne plus recevoir de Juifs, (page 51) sont rédigées sur parchemin, en allemand, et revêtues du sceau de ces empereurs.

Tous les manuscrits du XVIII[e] siècle relatifs à la correspondance entre l'Intendant, la ville et les Juifs, sont en français.

A la Mairie de Rouffach sont conservées les Archives de la ville. Les pièces qui nous ont été nécessaires sont rédigées en vieux dialect allemand, les manuscrits sont en très mauvais état, et de lecture difficile.

Il en est différemment à Munster; nous avons eu à consulter deux documents seulement; l'un est un manuscrit en allemand qui fait partie du registre des Statuts de la ville, registre coté et paraphé, particulièrement bien conservé; c'est la défense faite par la ville aux bourgeois de contracter avec les Juifs (Page 54).

La deuxième pièce est une lettre sur parchemin, rédigée en français, en 1731, adressée par la ville à l'Intendant pour se plaindre des agissements des Juifs en cette localité (page 79).

Nous avons consulté à Colmar les Archives Municipales conservées à l'Hôtel de Ville; les pièces ont été soigneusement classées par MOSSMAN, Conservateur des Archives Municipales de Colmar dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Mais les références ont subi une nouvelle classification il y a quelques années. Ces pièces sont manuscrites, soit en dialect vieil allemand, soit en français, selon les époques. Certains documents concernant les Juifs sont renfermés dans le « nouveau livre rouge », recueil des décisions du Magistrat de Colmar, rédigé en allemand, manuscrit, sous la rubrique suivante : folio 204, pages 418 à 422.

Les Archives Départementales du Haut-Rhin sont particulièrement intéressantes car elles contiennent, sous forme de manuscrits, la plupart des arrêts du Conseil souverain d'Alsace qui ont été reproduits par Du Bourg dans son Recueil des Ordonnances d'Alsace. Les autres pièces sont manuscrites excepté quelques ordonnances de portée plus générale qui sont imprimées.

Il ne nous a pas été possible de consulter les Archives de Mulhouse pour plusieurs raisons que Monsieur l'Archiviste WALTER nous a exposées : Mulhouse est resté jusqu'en 1798 une ville suisse formant un ilôt isolé au milieu des villes de la Province devenues françaises au XVIIe siècle. Les Archives sont rédigées dans un idiome suisse-allemand, dialect spécial, presqu'impénétrable; elles forment des pièces disséminées, un catalogue général n'ayant jamais été dressé. De plus, en 1912 on a procédé à un remaniement malheureux de ces documents qui a abouti à une confusion extraordinaire, de sorte que l'on est obligé de se référer aux cotes indiquées par Elie Scheid dans son ouvrage, faute de documentation plus récente. Il faudrait, selon l'archiviste de Mulhouse, un travail de plus de vingt années, pour rassembler et classer les Archives.

*
**

Beaucoup plus brèves seront les observations que nous présenterons sur nos sources imprimées.

En effet, nous n'entendons pas les citer ici puisque cette énumération fait l'objet de notre bibliographie. Nous nous contenterons de donner quelques mots d'explication à leur sujet et de signaler les lieux où nous les avons découvertes.

Deux ouvrages ont longuement sollicité notre attention : l'Histoire des Juifs d'Alsace, d'Elie Scheid, et l'Histoire des Juifs de France du Rabbin Berman.

Du premier nous avons retenu les principaux faits historiques qui se sont déroulés en Alsace jusqu'à la Révolution; du second, les conditions d'élaboration du décret d'émancipation.

Schoepflin, Herzog et Laguille nous ont fourni les détails intéressant la première partie de notre étude.

Après de nombreuses recherches, nous avons découvert ces ouvrages à la Bibliothèque Mazarine.

Là également, nous avons eu la chance de trouver un exemplaire de l'ouvrage, devenu très rare, de Wilhelm Dohm : « De la réforme politique des Juifs ».

A la Bibliothèque Nationale nous avons obtenu les Chroniques de Liblin, et celles de Koenigshoffen.

A la Bibliothèque Sainte-Geneviève, l'Histoire d'Alsace, de Rodolphe Reuss, et c'est la Bibliothèque de la Faculté de Droit qui nous a fourni toute notre documentation sur l'œuvre accomplie par la Révolution, puisque nous avons utilisé de très près les Archives Parlementaires de Madival et Laurent, et le Moniteur.

Enfin la Bibliothèque de l'Alliance Israélite, 45, rue La Bruyère, a mis généreusement à notre disposition son catalogue, et nous a permis de consulter à notre gré tant les auteurs que les revues dont nous pouvions avoir besoin.

INTRODUCTION

La condition des Juifs dans notre ancienne France est extrêmement curieuse à étudier.

En butte à l'hostilité de l'Eglise, haïs et persécutés par le peuple, soumis à des mesures d'exception et de rigueur, souvent arbitraires, les Juifs n'en ont pas moins vécu et ne s'en sont pas moins développés. Il est extraordinaire de constater leur prodigieuse vitalité, malgré tant de persécutions; sans cesse errant à travers le monde, traqués comme des bêtes sauvages, dans l'impossibilité de donner à leur vie un épanouissement normal, décimés à chaque génération par des pogroms répétés, victimes d'expulsions collectives qui les obligèrent à continuer la marche dans l'exil au milieu des privations les plus dures, les Juifs surmontèrent néanmoins toutes les épreuves avec une résignation et une obstination souvent touchantes, et finirent par triompher en 1791, puisqu'au nom des principes intangibles de la Déclaration des Droits de l'Homme, l'Assemblée Constituante proclama leur émancipation.

Cette vitalité extraordinaire trouve sa cause dans l'obéissance absolue du peuple juif à sa loi, et à la discipline qu'elle lui impose. Le Judaïsme oriente en effet l'individu qui le pratique à chaque pas qu'il fait. Qu'il s'agisse de sa vie morale, intellectuelle, sociale ou économique, un ensemble de prescriptions le forcent à marcher dans une voie déterminée. Cette réglementation détaillée de chaque acte quotidien a donné au peuple juif une vitalité extraordinaire qui l'a rendu capable d'une résistance exceptionnelle à toute tendance destructive.

Il nous a semblé intéressant de rechercher dans un des groupes du peuple juif comment cette résistance s'est manifestée et affirmée au cours des siècles, malgré des persécutions continuelles; et c'est le judaïsme alsacien qu'en définitive nous avons étudié, parce qu'il nous a semblé particulièrement significatif en synthétisant toute l'histoire des Juifs de France.

En effet, si l'Alsace ne fut rattachée à la France qu'au traité de Westphalie, l'annexion ne modifia guère la situation des Juifs, et celle-ci ne différait pas de celle de leurs coreligionnaires résidant sur les autres parties du territoire.

*
**

Quelle était donc la condition juridique des Juifs de l'ancienne France ?

Jusqu'au règne de Philippe le Bel, les Juifs de France étaient à certains points de vue, des serfs. Selon l'expression de Saint Thomas d'Aquin, ils étaient « Servi Principum servitute civili » [1]. En cette qualité, ils étaient taillables et corvéables à merci, et soumis à la plupart des redevances que les serfs devaient à leurs seigneurs. Le but de cet asservissement est facile à comprendre : il empêchait les Juifs de devenir trop riches, partant, trop puissants; « Les biens du Juif sont au Baron », disait un adage du XIVe siècle.

Mais en fait, leur situation différait beaucoup de celle des serfs de la glèbe. Le Juif, en effet, adonné tout entier au commerce n'était pas attaché à la terre à perpétuelle demeure et n'avait pas de manse servile. Aussi le considérait-on comme une propriété distincte du sol, que l'on pouvait vendre, hypothéquer, échanger, tandis que l'on ne pouvait vendre les serfs de la glèbe qu'en aliénant le fond auquel ils étaient attachés. Un grand nombre d'actes de cette époque nous montrent les princes et les seigneurs réalisant des cessions de Juifs, à titre gratuit ou onéreux, au profit de parents ou d'amis. L'Alsace, quoique non encore rattachée à la France, ne fit pas exception à cette coutume.

Bien entendu, l'entrée dans les fonctions publiques leur était interdite, interdiction qui remonte au Concile de Paris de 614.

Néamoins les Juifs, en ce qui concerne le droit des personnes, jouissaient d'une capacité assez étendue :

Leur mariage, comme celui des chrétiens, avait lieu par le seul consentement des époux « solo consensu », conformément au droit commun adopté par la législation canonique antérieure au Concile de Trente de 1563. Mais tout en ayant la valeur d'un contrat civil, ce mariage n'avait pas le caractère d'un sacrement.

De plus, ils n'étaient pas soumis aux restrictions du formariage comme les serfs de la terre, et pouvaient épouser les femmes de leur tribu qui leur convenaient, alors même qu'elles étaient établies sur le territoire d'un autre seigneur; par contre, les mariages mixtes avec des chrétiens étaient frappés de nullité; les Juifs, en effet, n'ayant pas reçu le baptême, la différence des cultes, la « cultus disparitas » constituait un empêchement dirimant à la validité d'un tel mariage.

(1) Esmein, Cours élémentaire d'Histoire du Droit français, 14e éd. Paris 1920, page 647, note 231.

Quant au divorce, cette mesure s'appliquait également aux Juifs puisque, serfs, ils jouissaient de la qualité de Français. Ils étaient en conséquence soumis au principe de l'indissolubilité du mariage, et à la prohibition du divorce.

Il semble qu'il eût été légitime d'adopter une autre solution à partir du règne de Philippe le Bel, lorsque les Juifs furent considérés juridiquement comme des étrangers :

En effet, le divorce, cause de dissolution du mariage, se rattache à l'organisation de la famille. Il est de statut personnel et doit être régi par la loi nationale des époux. On aurait donc dû permettre aux Juifs, élément étranger installé sur le territoire, d'échapper à la législation française, et d'invoquer le bénéfice de la Loi mosaïque qui admet le divorce.

C'est pourquoi Merlin n'hésite pas à reconnaître aux tribunaux français, à la fin du XVIII[e] siècle le droit d'autoriser les Juifs à divorcer, conformément à leur loi [2].

Malgré cela, une restriction importante pouvait être opposée aux Juifs : la restriction de l'ordre public, en vertu de laquelle on pouvait regarder comme dangereuse, même entre étrangers, la prononciation du divorce, considéré alors comme inacceptable aux points de vue moral, social et religieux.

Les tribunaux royaux, obligés de choisir entre les deux principes opposés du statut personnel et de l'ordre public, ont souvent hésité, et cette hésitation se marque par une contradiction évidente entre leurs arrêts. Nous verrons dans quel sens les tribunaux d'Alsace se sont prononcés à cet égard.

En ce qui concerne la législation relative à la propriété de leurs biens, on rencontrait des restrictions extrêmement graves.

Ils n'avaient pas le droit d'être propriétaires d'immeubles ruraux ou urbains, et cette interdiction dura jusqu'au XIV[e] siècle où Louis X le Hutin leur accorda un droit de propriété pour les immeubles ruraux, et Philippe V le Long pour les maisons d'habitation.

Les Juifs du midi possédaient dans les campagnes des terres qui constituaient des francs-alleux. Ils pouvaient, en réservant pour eux le domaine éminent, bailler à fief le domaine utile à un tenancier [3]. Mais à leur mort, le seigneur exerçait le droit de main morte sur tous leurs biens, jusqu'à la formation des communautés taisibles de pain et de pot qui leur permit comme aux serfs, d'écarter l'application du droit de main-morte.

Au cours de notre étude, nous verrons quelle fut la condi-

(2) Merlin Divorce, T. 4, page 648 du répertoire de Jurisprudence.
(3) Cazeneuve, Du Franc-Alleu, p. 279.

tion des Juifs d'Alsace relativement à la propriété immobilière, et comment les plus bienveillantes des législations ne leur donnèrent d'autre droit que d'être propriétaires des seules maisons qu'ils habitaient.

La partie la plus importante de la législation civile des Juifs de France, est relative à la matière des obligations. C'est la question du prêt à intérêt qui fit l'objet des dispositions les plus nombreuses et les plus importantes de la législation des ordonnances royales.

Les Canons conciliaires interdisaient aux chrétiens le prêt à intérêt; (conciles de Latran, 1139 et 1179). Les ordonnances royales, tout en consacrant ces dispositions, concédaient aux Juifs le droit de percevoir des intérêts pour les sommes d'argent prêtées.

Ils en usèrent largement, à une époque où le besoin d'argent se faisait sentir dans toutes les classes de la société : les seigneurs pour s'armer et prendre part aux Croisades; le roi pour guerroyer contre les seigneurs féodaux et assurer l'unité du royaume; les roturiers et censitaires pour mettre leurs terres en culture, les corporations pour alimenter l'industrie de leurs métiers.

Les rois intervinrent à maintes reprises dans leurs ordonnances pour réglementer le taux du commerce d'argent. Dès le règne de Louis VIII une ordonnance du 8 novembre 1223 [4] décida que les intérêts des sommes dûes aux Juifs cesseraient de courir à partir de la date de la promulgation de l'ordonnance et que pour obtenir de leurs débiteurs dans un délai de trois ans le remboursement des capitaux prêtés, ils devraient faire enregistrer leurs créances avant le 2 février 1224 sous peine de voir les dites créances annulées.

Quelles sont donc les circonstances qui entraînèrent les Juifs à se cantonner dans le métier de prêteur ? Pour les comprendre il faut d'abord se demander en quel sens ils avaient le droit d'exercer leur activité, et quelle branche de l'industrie ou du commerce leur était ouverte.

Ils étaient tout naturellement évincés de la grosse culture, car les Conciles leur interdisant d'avoir des esclaves chrétiens, il leur était impossible de recruter la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation de la terre.

Ils furent également évincés de la vie ouvrière, avec la création des Jurandes et des Maitrises au 10e siècle. La corporation, organisme chrétien ayant son patron que chaque membre s'engageait à honorer, les Juifs ne pouvaient y adhérer. Par suite,

(4) ISAMBERT, T. I, p. 222.

ils étaient écartés également de toute activité commerciale, la corporation étant à la fois un organisme de fabrication et de vente au détail.

Chassés de la vie agricole, chassés de la vie ouvrière, ils se rabattirent donc sur le commerce d'argent, le seul qui leur fût abandonné. D'ailleurs, ils restaient ainsi en concordance avec les préceptes de la Loi de Moïse : « Vous ne tirerez point d'intérêt de votre frère, mais vous prêterez à usure aux peuples étrangers » [5].

La situation des Juifs changea à partir du règne de Philippe le Bel.

La royauté reconquit son autorité, la puissance des Seigneurs s'inclina devant le pouvoir royal. Les Juifs, placés sous la protection du roi, ne furent plus considérés comme les serfs des seigneurs, mais regardés comme des étrangers. Toutefois, ils n'étaient pas, comme les étrangers, soumis au droit d'aubaine. Ils formaient vraiment un élément à part sur le territoire, ni étrangers, ni nationaux, mais Nation Juive. Ils devinrent d'ailleurs une source abondante de profits pour la royauté. Si abondante, que lorsqu'un Juif se convertissait au christanisme, tous ses biens étaient confisqués au profit du Trésor Royal, « en compensation des profits que le souverain perdait lorsque son sujet juif devenait chrétien. » [6]

Les Juifs placés ainsi sous l'autorité directe de Philippe le Bel eurent beaucoup à souffrir.

« Le roi vendit aux Juifs à bureaux ouverts sa protection, leur fit du bien et du mal, les chassa et les rappela, tout cela selon son intérêt. » [7]

L'intérêt fiscal primant tout dans sa pensée, il n'hésita pas à les frapper rigoureusement et à les dépouiller de leurs richesses pour combler les vides du Trésor.

Par l'ordonnance royale de 1306, il décida l'expulsion de tous les Juifs de France et la confiscation de toutes leurs richesses; leurs créances étaient saisies et leurs débiteurs devaient s'acquitter en payant au Trésor Royal le capital de leurs dettes.

A quel mobile obéissait donc le Roi ? Au besoin insatiable d'argent, tous les expédients auxquels il avait eu recours, ayant échoué.

Le roi les rappela peu après pour les chasser de nouveau en 1311 et c'est Louis X le Hutin qui, par une ordonnance, les rap-

(5) Exode XXII, 25; Lévitique XXV, 36 et 37.
(6) Esmein, page 648, note 236.
(7) Beugnot, « Les juifs d'Occident », Paris 1824, 1re partie, page 102.

pela en 1315. Mais ils achetèrent 122.125 livres, le droit de rentrer en France [8].

La même ordonnance de 1315 réglait leur capacité juridique : ils pouvaient prêter à intérêt au taux de deux deniers par livre et par semaine, pouvaient posséder en toute propriété des terres roturières et des immeubles ruraux, recouvraient la liberté de conscience et de culte. L'obligation de porter la marque distinctive de la rouelle qui remontait au Concile de Latran de 1215, était maintenue.

En 1321, Philippe le Long les chassa sur l'accusation d'avoir empoisonné les fontaines et citernes du royaume; notre étude nous montrera les Juifs d'Alsace chassés et persécutés sur la même accusation.

Mais Jean le Bon, pressé par les besoins d'argent nécessaires à la continuation de la guerre de Cent ans, les rappela dès la première année de son règne en 1359, continuant ainsi la politique de ses prédécesseurs qui les rappelaient et les expulsaient tour à tour, selon les besoins financiers du Trésor Royal.

Ainsi que le fait remarquer Théodore Reinach [9], « Les rois de France traitaient les Juifs comme des éponges qu'ils laissaient gonfler pour mieux les presser à l'heure voulue au profit du Trésor ».

Cette situation se prolongea quelques années, mais en 1380 le peuple de Paris, mécontent des nouvelles charges fiscales qui lui étaient imposées, envahit les maisons du quartier juif, les mit à sac, et massacra la plupart de leurs habitants. Charles VI regardait pourtant les Juifs avec bienveillance, et avait édicté plusieurs mesures en leur faveur; mais harcelé par les interventions réitérées de leurs adversaires, et de raison déjà chancelante, il prononça leur bannissement définitif de France, en 1394 par un édit qui fut exécuté partout avec une rigueur toute particulière.

A partir de l'expulsion de 1394, les Juifs n'eurent plus en France d'existence légale; et cependant, depuis cette date jusqu'à la Révolution, ils continuèrent à habiter la France; de plus, la France de Charles VI devait profiter de nombreuses annexions, un grand nombre de provinces ne furent rattachées que beaucoup plus tard au domaine royal. L'Edit de 1394 ne pouvait comprendre dans sa sphère d'application, les nouveaux territoires annexés.

C'est ainsi qu'après le décret de 1394, il exista en France deux catégories de Juifs :

(8) Beugnot, op. cit., page 107.
(9) Théodore Reinach, Histoire des Israélites depuis la ruine de leur indépendance nationale jusqu'à nos jours, 5e éd. Paris 1914, page 146.

D'une part, ceux des provinces annexées, qui furent l'objet de fortunes diverses, jouissant d'une situation juridique parfois avantageuse malgré les charges fiscales énormes, comme dans le Comtat Venaissin et Avignon qui appartinrent au Saint Siège jusqu'en 1791, ou au contraire perpétuellement tourmentés comme les Juifs d'Alsace.

D'autre part, ceux qui relevaient directement du décret de 1394 et qui n'avaient plus en France qu'une situation de fait; on les considérait tantôt comme des étrangers de passage, tantôt comme des vagabonds, des nomades, des gens sans aveu.

Au début du XVII[e] siècle, ils étaient si nombreux qu'une déclaration du 23 avril 1615 rendue par la Reine Régente Marie de Médicis pendant la minorité de Louis XIII, les expulsa une fois de plus [10].

L'ordonnance d'expulsion se fonde sur les motifs suivants : « Afin de ne rien admettre qui puisse servir à la réputation de cet état et à la conservation des bénédictions qu'il a plu à Dieu faire distiller sur iceluy, et d'autant que nous avons été avertis que contre les édits et ordonnances de nos dits prédécesseurs, les dits Juifs se sont, depuis quelques années, espandus déguisés en plusieurs lieux de cestuy notre royaume, ne pouvant souffrir telle impiété sans commettre une très grande faute envers sa divine bonté offensée de plusieurs blasphèmes ordinaires, nous avons advisé d'y pourvoir et remédier le plus promptement qu'il nous sera possible ».

Par contre, Louis XIV se montra généralement favorable aux Juifs. Bien qu'ils fussent privés du droit d'établir leur domicile légal en France, le Roi leur accorda fréquemment le privilège de résider dans le royaume.

Mais sous le règne de Louis XV, il en alla différemment. Les Juifs étaient placés sous la surveillance de la police; ce régime de fait, conséquence directe des édits d'expulsion dont ils avaient été l'objet, les plaçait sous l'arbitraire des inspecteurs de police qui leur vendaient leur protection à prix d'or, se faisant ainsi les maîtres de leurs destinées.

Leur situation empira en 1750 par une ordonnance prescrivant aux Juifs l'obligation de prendre des passeports. La délivrance de ces passeports était laissée à l'arbitraire des Inspecteurs, qui pouvaient expulser ou faire emprisonner ceux qui en étaient dépourvus.

Certains de ces Inspecteurs, investis d'un pouvoir despotique aussi large, organisèrent un système de pression administrative, leur permettant d'extorquer, à leur profit, de chaque Juif placé

(10) ISAMBERT, Recueil des Anciennes Lois françaises, T. XVI, page 76.

sous leur surveillance, des rémunérations en marchandises ou en argent, au prorata des facultés de chaque individu. Ces bénéfices honteux étaient le prix de la protection qu'ils consentaient à accorder.

Ces tristes pratiques cessèrent avec l'avènement de Louis XVI. Emu de la malheureuse condition des Juifs, le roi voulut adoucir leur sort, et prit à leur égard deux mesures distinctes :

La première, destinée à améliorer la situation générale des Juifs dant tout le royaume, est l'abolition du péage corporel ordonnée par l'Edit de 1784.

En effet, depuis l'expulsion de 1394, les Juifs n'avaient qu'une situation de fait, et étaient considérés comme étrangers à la nation française. Ils ne faisaient que passer en France, et leur qualité de Juifs, inscrite sur leurs passeports, les soumettait à l'entrée et à la sortie des villes, à la traversée de toutes les douanes intérieures des provinces, à un droit de passage humiliant connu sous le nom de « péage corporel des Juifs », et qui les assimilait aux animaux les plus vils.

C'est ce péage corporel qui fut aboli en 1784; cette mesure était générale, et s'appliquait à toute l'étendue du royaume.

La deuxième mesure, relative seulement aux Juifs d'Alsace, fixe leur situation d'une manière toute particulière. Elle fait l'objet des lettres patentes du 10 juillet 1784, sur lesquelles nous nous étendrons spécialement au cours de cette étude.

Telle était, rapidement esquissée, la peu enviable situation des Juifs, à la veille de la Révolution.

Nous n'étudierons pas ici le revirement provoqué dans les esprits par le grand mouvement philosophique et humanitaire, prélude à la Révolution Française. C'est dans la dernière partie de notre ouvrage que nous étudierons l'émancipation des Juifs et l'œuvre accomplie par la Constituante.

Nous ne croyons pas ainsi déborder les limites de notre sujet; la communauté juive d'Alsace a été emportée dans le mouvement d'émancipation; si elle ne l'a pas provoqué, elle a tout au moins aidé à son impulsion par la voix de son illustre représentant strasbourgeois, Cerf-Beer; de plus, ce sont les persécutions multiples subies par les Juifs d'Alsace qui ont fait poser par l'Abbé Grégoire dans la séance du 3 août 1789, la question de la réforme juive, devant l'Assemblée Constituante. Après avoir tracé le tableau significatif de ces persécutions, il conclut :

« Ministre d'une religion qui regarde tous les hommes comme frères, je réclame dans cette circonstance l'intervention du pouvoir de l'Assemblée en faveur de ce peuple proscrit et malheureux ».

L'émancipation des Juifs de toute la France, votée par l'As-

semblée Constituante, se relie de trop près à celle des Juifs d'Alsace, pour que nous n'ayons pas été tentés de consacrer une partie spéciale de notre étude à la relation de son évolution.

*
**

Cette rapide esquisse de la situation des Juifs dans l'ancienne France nous a fait comprendre la tristesse de leur condition.

Nous verrons que jusqu'à la Révolution de 1789, les Juifs d'Alsace n'ont pas fait exception à la règle. Eux aussi étaient considérés comme des étrangers, sans droit de cité, dépendant de la grâce des autorités ecclésiastiques et laïques qui voulaient bien les tolérer.

A cette insécurité politique s'ajoutait une infériorité sociale très prononcée; ils ne pouvaient exercer la plupart des métiers; seuls, le métier de banquier et le commerce des vieux habits leur étaient réservés.

Enfin, ils formaient sur le territoire un élément absolument étranger, à cause de leurs coutumes, de leur langage particulier, — le parler « judéo-alsacien » — et de leur religion. Le fossé creusé entre les Juifs et les Chrétiens était infranchissable, et les Conciles successifs d'Orléans (538), de Tolède (588) et de Rome (743), interdisant rigoureusement aux Catholiques toute union mixte, le contrôle de l'observation de ces décisions, exercé minutieusement par les autorités ecclésiastiques, concourait encore à rendre impossible un rapprochement de deux groupes aussi profondément différents.

En Alsace toutefois, les Juifs furent traités avec une rigueur particulière. L'étude de la résistance qu'ils ont opposée aux persécutions, celle des luttes continuelles qu'ils durent surmonter avant d'obtenir leur émancipation définitive, présente, de ce fait, un intérêt accru.

Nous étudierons donc la situation des Juifs d'Alsace depuis le X^{e} siècle, date probable de leur apparition dans la province jusqu'à leur émancipation par l'Assemblée Constituante en 1791 soit pendant près de huit siècles...

Nous diviserons cette longue période en trois parties.

La première sera consacrée à la situation des Juifs d'Alsace depuis l'origine jusqu'en 1648, date de l'annexion de l'Alsace à la France.

Dans cette partie, qui comportera elle-même plusieurs chapitres, nous étudierons sucessivement la date de l'établissement des Juifs en Alsace, les persécussions qu'ils subirent, les varia-

tions de leur statut juridique, selon les villes qui consentaient à leur ouvrir leurs portes.

La deuxième partie se rapportera à leur condition depuis l'annexion jusqu'à la Révolution. Nous étudierons les ordonnances prises par Louis XV à leur sujet, celle de Louis XVI, l'affaire des fausses quittances, l'abolition du péage corporel et les lettres patentes de 1784.

Enfin, la dernière partie sera consacrée à l'œuvre de l'Assemblée Constituante qui aboutit au décret du 28 septembre 1791 promulgué par la Révolution dans un mouvement d'altruisme généreux.

Nous nous étendrons sur les circonstances de son élaboration, sur l'influence exercée à cet égard par les écrits des philosophes du XVIII[e] siècle, et nous verrons la part qu'ont pris les députés d'Alsace à sa promulgation. Nous en apprécierons les résultats qui permirent, en admettant les Juifs à la jouissance de tous les droits civils, de rétablir la justice à leur égard, en condamnant par là même l'iniquité qui pendant tout l'Ancien Régime avait pesé sur la population juive de France.

Notre conclusion établira les causes générales des persécutions dont les Juifs furent l'objet. Nous aurons à nous demander également quelle fut l'attitude de l'Eglise à leur égard et l'influence qu'elle exerça sur les esprits de ses fidèles. Enfin, nous verrons dans quelle mesure les gouvernants, l'Eglise et les peuples furent ou non en droit d'exercer sur la Nation Juive cette pression continue dont elle eut à souffrir pendant de nombreux siècles, et que les esprits généreux ne peuvent, à tort ou à raison, se défendre de réprouver.

PREMIERE PARTIE

CONDITION DES JUIFS D'ALSACE DES ORIGINES AU TRAITE DE WESTPHALIE

« Et ainsi ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste.

PASCAL.

(Ed. Brunschvicg, art. V, pensée 298).

Chapitre Premier

Des origines au XIVe siècle.

Dans le présent chapitre, nous étudierons la situation des Juifs en Alsace jusqu'au XIVe siècle seulement, car celui-ci étant caractérisé par des persécutions toutes particulières, nous avons cru devoir lui réserver un chapitre spécial.

Il nous a semblé intéressant d'étudier ici en premier lieu, l'origine de l'implantation des Juifs en Alsace. Nous avons abordé ensuite l'histoire des persécutions qu'ils ont subi jusqu'au XIVe siècle. Nous avons pensé que l'on pourrait retirer plus de fruits de nos travaux si nous divisions ces persécutions selon le rôle qu'y ont joué successivement le peuple, les puissances temporelles, les puissances ecclésiastiques.

Il est en effet utile, après l'exposé historique, d'envisager l'aspect psychologique de notre question.

*
**

I. — *Apparition des Juifs en Alsace.*

L'Alsace appartint à la France jusqu'en 888, date à laquelle elle tomba dans le lot du Roi de Germanie, Arnould; c'est alors dans l'horizon de l'Allemagne que pendant plus de sept siècles se meut la vie de l'Alsace.

Tour à tour, les évêques de Strasbourg et les princes appuyés par la bourgeoisie, se disputent l'autorité sur la province. Cette période n'est qu'une suite ininterrompue de dévastations, de méfaits et d'oppressions de toutes sortes. La reprise du sceptre impérial par la Maison d'Autriche en 1438 sous Albert II, y met fin; mais la guerre de Trente ans, en 1619, couvre à nouveau l'Alsace de ruines; le sol est tour à tour foulé par les vainqueurs et les vaincus, les populations massacrées, les maisons pillées et brûlées.

Enfin, en 1648, la Paix de Westphalie est signée, et pour la seconde fois, après sept siècles de domination allemande ou

d'autonomie princière ou municipale, l'Alsace redevient française. Strasbourg seule, restée ville libre, n'est annexé à la Province d'Alsace qu'en 1681 [1].

A quel instant de ces périodes tourmentées, les Juifs apparaissent-ils en Alsace ?

De très bonne heure, sans aucun doute. Certains suivirent les armées romaines dont ils était fournisseurs et s'établirent en conséquence le long du Rhin, à Wissembourg et Lauterbourg. D'autres s'arrêtèrent à Saverne et Marmoutiers, près des Vosges. Beaucoup s'installèrent à Strabourg à une époque très reculée; protégés par les rois et les empereurs, ils vivaient dans un quartier retiré de la ville qui s'appelle encore aujourd'hui rue des Juifs. Ils avaient le droit d'y posséder une synagogue et un cimetière [2].

Déjà, le rabbin Benjamin de Tudèle, qui écrivait au milieu du XII[e] siècle [3], cite la communauté israélite de Strasbourg comme une des plus florissantes en Allemagne. Cette assertion fut corroborée en 1882, par la découverte à Strasbourg de très nombreuses pierres tumulaires, portant des inscriptions du type suivant : « Cette pierre a été posée à la tête de la femme Marona, fille du R. Mossé, le considéré, le pieux, lequel mourut en l'an 983, le 19 Tamouz, le premier jour de la semaine. Que son âme repose en paix; amen Sela ».

Les Juifs apparaissent vers le XII[e] siècle à Mulhouse, Rouffach, Ensisheim et Haguenau.

Colmar [4] formait une grande communauté dès le XIII[e] siècle; les Juifs y avaient un quartier à part et une synagogue. Au siège de la ville par le roi Rodolphe, en 1285, le rabbin Meir Rottenbourg joua un grand rôle.

Il est donc certain que les Juifs s'établirent en Alsace progressivement du X[e] au XIII[e] siècle.

Il faut s'inscrire en faux contre l'affirmation de Poujol[5] à la page 33 de son pamphlet : « Les Juifs ne furent admis en Alsace qu'en l'an 1446 », puisqu'antérieurement à cette époque, on les rencontrait nombreux en plusieurs points de la province.

Ils y vivaient tranquilles, ce qui se comprenait pour deux raisons : ils aidaient à peupler les villes; ils formaient un re-

(1) Voir Rodolphe Reuss, Histoire d'Alsace, Paris 1912.
(2) Schoepflin, Alsacia Illustrata, T. V, page 143 (trad. Ravenez).
(3) Voir Grandidier, Histoire de l'Eglise de Strasbourg, T. III, p. 163. Strasbourg 1778.
(4) Liblin, Chronique de Colmar, T. I, page 99.
(5) Poujol (Louis), Président de chambre à Colmar. Quelques observations concernant les Juifs en général et plus particulièrement ceux d'Alsace, pour fixer l'attention du gouvernement sur la législation des différents peuples à leur égard. (Paris, 1806).

venu important pour les cités et les différents princes qui leur accordaient protection. Aussi, quand en 1086, le bruit se répandit que le Messie était né en Syrie, et que beaucoup de Juifs des villes du Rhin voulurent se rendre dans le pays de leurs ancêtres, les autorités cherchèrent-elles par tous les moyens à les en empêcher.

Mais la tranquillité dans laquelle vivaient les Juifs disparut lors de la deuxième Croisade, et depuis, chacune des époques de l'histoire d'Alsace fut marquée par des mesures particulières et souvent excessives, que les gouvernants prirent à leur égard, et par une haine sans cesse grandissante du peuple alsacien contre eux.

II. — *Rôle du Peuple lors des premières persécutions :*

En 1146, le pape Eugène III délégua St-Bernard auprès du roi de France, Louis VII, avec mission de lui faire prendre la Croix pour retirer les Lieux Saints des mains des infidèles.

St Bernard réussit à persuader le roi qui se mit à la tête d'une grande partie de la noblesse pour aller secourir la Palestine. Un moine alsacien, Rodolphe, saisit cette occasion pour prêcher à Strasbourg, et convaincre la population que la mission ne serait remplie avec succès qu'autant qu'on massacrerait tous les Juifs ennemis de Jésus-Christ.

Cette doctrine fut suivie dans toute l'Alsace, et donna lieu aux premiers massacres en masse des Juifs [6].

L'Archevêque de Mayence, Henri, prévint aussitôt St Bernard de ces évènements, et celui-ci, résolu à combattre l'influence du Moine Rodolphe, se rendit en Alsace et harangua ceux qui s'attaquaient aux Juifs; il leur reprocha de suivre un prêtre exalté qui interprétait mal sa doctrine. Son intervention calma momentanément les esprits.

Mais en 1260, les Juifs eurent de nouvelles persécutions à subir : le cadavre d'un enfant chrétien de onze ans fut découvert près de Wissembourg [7], et les Juifs de la ville furent accusés de ce meurtre par la population, malgré leurs dénégations, et les preuves de leur innocence qu'ils offraient de fournir. Une partie d'entre eux fut expulsée de la ville à coups de pierres, et sept autres : Moïse, Salomon, Samson, Jacob, Ruben, Selmelin, Chryson, furent condamnés par les autorités locales au supplice de la roue, et moururent au milieu de terribles tortures [8].

(6) Laguille, Histoire d'Alsace, 1re partie, page 197.
(7) Schoepflin, Alsacia Illustrata, trad. Ravenez, T. V, p. 247.
(8) Chroniques de Herzog, page 201.

Tous les maux survenant aux habitants des villes ou des campagnes étaient immédiatement mis sur le compte des Juifs qui devaient en supporter le contre-coup; c'est ainsi qu'en 1285, l'empereur Rodolphe de Habsbourg, pour réduire à merci la Municipalité de Colmar, décida d'assiéger la ville. Les habitants se vengèrent alors sur les Juifs qu'ils chassèrent; leur rabbin, Meir Rottenbourg tenta de se réfugier dans le camp de l'empereur qui exigea pour le recevoir, une indemnité de quinze cents Marks [9]. Sur son refus de payer pareille somme, le rabbin fut incarcéré à Ensisheim, et mourut en captivité en 1293.

La haine des Juifs était générale dans toute l'Alsace, et les persécutions dont ils étaient l'objet atteignirent à la fin du XIII[e] siècle et pendant tout le cours du XIV[e], une acuité extraordinaire :

Colmar, en 1292, les chasse à coups de pierre.

L'année suivante, Mulhouse met à mort le plus riche d'entre eux, Salman de Neubourg, pour éviter de lui rendre les sommes élevées dont il était créancier. La communauté se plaint alors de cet état de choses à l'empereur Rodolphe de Habsbourg, mais faisant cause commune avec les Mulhousiens, il répond par une lettre les déchargeant envers les Juifs [10].

En 1297, les Juifs de Rouffach à leur tour, eurent à souffrir de persécutions cruelles; la ville fut assiégée par le roi Adolphe, et pour éviter la ruine et compenser les pertes dûes au siège, les habitants brûlèrent tous les Juifs qui se trouvaient chez eux, et s'emparèrent de leurs biens. Les archives de Rouffach en gardent le souvenir avec cette mention : « Anno domini 1298, in die Hilarij fuit combustio Judaeorum. »

Peu après, quelques familles juives revinrent se fixer à Rouffach, mais lorsqu'en 1308, l'empereur Henri VII céda les Juifs de cette ville à Jean, évêque de Strasbourg, celui-ci fit brûler les plus riches d'entre eux et s'attribua leur fortune, renouvelant ainsi l'exploit accompli par le peuple en 1297 [11].

III. — *Rôle des Empereurs.*

Devant la haine manifestée par les populations d'Alsace à l'égard des Juifs, quelle fut l'attitude des empereurs, pendant cette période ?

(9) Liblin, Chroniques de Colmar, T. I, page 99.
(10) Archives de Mulhouse, L. 3, page 2.
(11) Schoepflin, Alsacia Illustrata, trad. Ravenez, Mulhouse, 1851, T. IV, page 197.

Constantin, désireux de garantir les Juifs contre les tourments que leur faisaient subir les villes, les nomma serfs de la Chambre Impériale, en 1234 [12]. Mais ses successeurs devaient leur faire payer cher la protection, plus théorique que pratique, qui leur était ainsi accordée, par la levée d'impôts spéciaux, au début de chaque croisade; cette pratique donnait satisfaction au peuple qui tenait les Juifs pour responsables indéfiniment de la mort du Christ et par suite de la violation des Lieux Saints par les Musulmans.

Dans le même but de conserver leur popularité par des mesures humiliantes pour les Juifs, les empereurs les obligèrent à porter certaines parties de vêtements caractéristiques, bottes et chapeau, afin qu'il fût facile de les distinguer des chrétiens au premier abord.

Les empereurs les utilisèrent également comme monnaie d'échange pour accomplir leurs largesses :

En 1279, Rodolphe 1er de Habsbourg, qui avait promis à l'évêque de Bâle, Henri d'Isny, une somme de Trois Mille marks pour sa fidélité et les services qu'il en avait retirée, fut dans l'impossibilité de s'acquitter; aussi lui fit-il don de tous les Juifs du diocèse de Strasbourg et de Bâle, en lui promettant de prélever sur eux la somme pour laquelle il s'était engagé [13].

Que dire de l'attitude du même empereur, qui, en 1293, après le massacre d'un riche Juif de Mulhouse, prend ouvertement et officiellement fait et cause pour ses assassins, ainsi que nous venons de le voir ?

En 1309, son successeur Henri VIII, désireux de s'assurer l'appui du Comte Théobald de Fernette, le tint quitte de toutes ses dettes envers les Juifs [14].

A partir de cette époque, les malheurs qui frappèrent les communautés juives d'Alsace, se succédèrent presque sans interruption, tous suscités par l'insatiable avidité des princes.

En 1321, l'empereur Louis IV, frappé de la facilité avec laquelle il était possible de tirer profit des Juifs, engagea aux seigneurs de Ribeaupierre pour Quatre Cents marks d'argent, les Juifs de Ribeauvillé, en ajoutant : « Nous faisons aussi savoir par les présentes, pour que nul n'en ignore, que nous donnons en gage aux susdits seigneurs, les Juifs pour ce qui nous concerne ainsi que le Saint-Empire, afin qu'eux et leurs héri-

(12) Laguillæ, Histoire de la Province d'Alsace depuis Jules César jusqu'au mariage de Louis XV. Strasbourg 1727, Tome I, 1re partie, page 286.
(13) Wiener, Regesten, page 11.
(14) Archives de Wetzlar, F. 2.615, actuellement à Strasbourg.

tiers jouissent de tous les privilèges que comporte la possession de ces Juifs » [15].

En 1331, toujours poussé par le besoin d'argent, il emprunta au Comte Jean de Rappoldstein, d'abord onze cents marks argent, puis quatre cents marks argent, contre les deux privilèges suivants [16] :

« 1°) *Nous, Louis de Bavière, faisons savoir que nous donnons au noble Jean de Rappoldstein, seigneur de Ribeauvillé, en reconnaissance des services qu'il nous a rendus ainsi qu'à l'Empire, en gage par les présentes, les Juifs de Colmar, pour que lui ou ses héritiers en reçoivent annuellement soixante marks argent, et l'ungelt de la même ville jusqu'à concurrence de la somme de trois cents livres thalers pour onze cents marks argent; le susdit ou ses héritiers, resteront en jouissance de ce privilège jusqu'à ce que nous, ou nos successeurs, leur ayons remboursé en totalité ces onze cents marks argent. Après quoi nous reviendrons dans nos droits. En foi de quoi, nous mettons sur le présent notre sceau impérial. Donné à Nuremberg, le Vendredi des Quatres jours de jeûne, de l'année 1331* ».

« 2°) *Nous, Louis de Bavière, faisons savoir que nous vendons au noble Jean de Rappoldstein, les Juifs impériaux de la haute et basse ville de Ribeauvillé, pour quatre cents marks argent, pour laquelle somme ces Juifs doivent lui appartenir ainsi qu'à ses héritiers, pour en jouir suivant tous les droits attachés à ce privilège, jusqu'au jour où nous, ou nos sucesseurs à l'Empire, ayons remboursé au susdit ou à ses héritiers, ladite somme de quatre cents marks* ».

Poursuivant la même politique, en 1333 il donna en gage aux comtes Louis et Frédéric d'Œttingen, les Juifs impériaux de Strasbourg, pour mille marks argent [17].

IV. — *Rôle des puissances ecclésiastiques.*

Il est à remarquer que dans toute cette longue période, seule la grande voix de Saint Bernard s'est fait entendre pour prêcher la tolérance, au nom de la charité chrétienne qui embrasse dans son apostolat et dans son amour du Christ « le peuple de la Bible »; seul, il enseigna le respect de la vie des Juifs, et tenta de faire comprendre aux populations exaltées

(15) G. B. Depping, Les Juifs dans le Moyen Age, pages 234 et 235 (Paris 1845).
(16) Archives du Haut Rhin, E. 500.
(17) Archives du Haut Rhin, E. 500.

que rien n'est moins conforme à l'Evangile que la haine des races.

Combien paraît généreuse son attitude auprès de la cupidité et de l'étroitesse de vues dont firent preuve le peuple et les empereurs, et dont les princes de l'Eglise eux-mêmes ne furent pas exempts; en effet, c'est l'évêque de Bâle, Henri d'Isny, qui, en 1279 se fait le complice de l'empereur Rodolphe 1er de Habsbourg, en se prêtant au marché honteux dont les Juifs étaient victimes, et que nous avons exposé plus haut.

Puis c'est l'évêque de Strasbourg, Jean, qui en 1308 fait mettre à mort les plus riches d'entre les Juifs de Rouffach, pour s'emparer de leurs biens.

A partir de cette époque, nous le verrons, ces exemples furent constamment suivis, ajoutant ainsi aux persécutions multiples dont les Juifs avaient à souffrir par ailleurs.

*
**

Ainsi, pendant toute cette période, la politique des autorités temporelles ne varia pas. Les empereurs pressuraient les Juifs, leur promettant en échange leur protection, mais la plupart du temps ils ne tenaient pas leurs engagements, parce que surgissaient fort à propos des calomnies sur le compte des Juifs, aboutissant à leur extermination par le peuple, sans que les puissances ecclésiastiques tentassent de la limiter.

Quand les princes intervenaient, ce n'était pas au nom de l'équité, mais guidés par leur intérêt personnel qui les poussait tantôt à accorder leur protection aux Juifs, tantôt à les pressurer ou à les chasser impitoyablement, selon les exigences de leur politique.

Chapitre II.

Les persécutions du XIVe siècle.

Nous étudierons successivement dans ce chapitre les persécutions dont les Juifs eurent à souffrir au cours du XIVe siècle : Les massacres de l'aubergiste Armleder, les accusations d'empoisonnement de puits, la découverte du Schofar.

Nous suivrons le même plan que dans le chapitre précédent c'est-à-dire qu'après la relation historique des faits, nous aborderons l'étude des conséquences sociales et juridiques de ces persécutions, à savoir : l'attitude du peuple et des municipalités, celle des puissances temporelles, empereur ou seigneurs, et des puissances spirituelles, le cas échéant.

*
**

I. — *L'aubergiste Armleder.*

Après l'autodafé des Juifs de Rouffach en 1308, tous leurs coreligionnaires d'Alsace jouirent de quelques années de répit.

Mais dès 1336, les persécutions reprirent avec une violence sans égal, et c'est la Communauté juive de Rouffach qui fut de nouveau le théâtre d'un drame sanglant :

Un seigneur franconien ruiné, Umbehoven de Dorlisheim, pour venger la mort de son frère assassiné dans des circonstances mystérieuses, et persuadé que les assassins étaient des Juifs, leva une armée de paysans fanatiques, leur faisant croire qu'un ange du seigneur lui était apparu, pour l'exhorter à massacrer tous les Juifs. Cette horde de sauvages, munie en guise d'armes, d'une grande variété d'instruments aratoires, parcourut la Franconie pendant deux ans, en exterminant tous les Juifs qu'elle rencontrait. On lui donnait le nom de Judenschlaeger (assommeurs de Juifs).

(1) Archives de Colmar : G. G.

Un aubergiste de Colmar, Jean Zimberlin, piqué d'émulation, décida à son tour un massacre général des Juifs dans toute l'Alsace [1]. Il distribua à ses lieutenants des bracelets de cuir en signe de ralliement; comme il en portait lui-même, on l'appelait le roi Armleder. Il réunit rapidement une armée qui parcourut la Haute-Alsace, principalement Rouffach et Ensisheim, où elle tua quinze cents Juifs. Quelques-uns d'entre ces malheureux parvinrent à s'échapper et se réfugièrent à Colmar où Armleder vint les réclamer. Il assiégea la ville qui refusait de les livrer, non sans ravager auparavant les vignes et moissons des alentours. Colmar appela à son secours l'empereur Louis de Bavière, et pris de peur, Armleder s'enfuit sans l'attendre pour aller se réfugier en France.

Pendant cette première phase des hostilités, nous voyons donc les autorités municipales d'accord avec l'Empereur pour protéger les Juifs contre la fureur sanguinaire d'Armleder, la ville préférant le combat à l'abandon de ses Juifs, et l'Empereur acceptant de leur porter secours.

Toutefois, il entendit trouver le prix de son intervention; aussi céda-t-il les Juifs dont il avait sauvé la vie, en toute propriété avec leurs biens, aux habitants de Colmar, moyennant quatre mille livres payables par la ville à lui-même, et pour ne pas attendre, il fit demander cette somme par Berthold, Comte de Graispach, afin de pouvoir payer ses frais d'hébergement à Francfort [2] !

La ville de Mulhouse ne fut pas aussi favorable à ses Juifs que Colmar; enhardie par l'exemple que donnait Armleder, elle les persécuta, chassant les uns, tuant les autres, confisquant les biens des plus riches; craignant alors le courroux de l'empereur, les habitants lui demandèrent pardon de ces carnages. Celui-ci, contre la somme de mille livres, n'hésita pas à le leur octroyer, dans les conditions suivantes [3] :

« *Nous, Louis, faisons savoir par les présentes, que les gens sages, maistre Schultheis, Conseil et Bourgeois de Mulhouse, tous ensemble à Mulhouse, après s'être entendus entre eux, sont tombés d'accord avec nous à l'amiable, qu'ils nous donneront mille livres, vieille monnaie de Bâle, pour toutes les prétentions que nous pourrions élever ou avoir eues à titre d'indemnité, en suite de tous les meurtres de Juifs ou de tous les dommages causés aux Juifs de Mulhouse, quelle que soit la manière dont le délit ait eu lieu.*

(2) Archives de Colmar : G. G.
(3) Archives de Mulhouse, L. 3. P. 2.

« *Par contre, nous cédons auxdits bourgeois, pour les couvrir de la somme qu'ils se sont engagés à nous verser, toutes les propriétés laissées à Mulhouse par les Juifs tués, que ce soient des fermes, des maisons, des gages ou tous autres biens, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la ville que lesdits bourgeois ont déjà trouvés, ou qu'ils découvriront plus tard. Après nous avoir payé ces mille livres, ils seront tous, riches ou pauvres, nobles ou roturiers, bourgeois ou habitants de Mulhouse, libres de toutes dettes contractées envers les Juifs massacrés.*

« *Donné à Colmar, dimanche oculi de l'année 1338 après la naissance du Christ, la vingt-quatrième année du royaume, la onzième de l'Empire.* »

Ce privilège provoqua en 1759 le commentaire suivant de Lorenz Zindel, pasteur à Mulhouse, lorsqu'il fit l'inventaire des archives de la ville : « Jolie morale; ainsi on peut faire du dommage aux Juifs quand on paye l'Empereur. » [4].

L'attitude de l'évêque de Strasbourg n'est guère plus noble que celle de Louis de Bavière, car après les massacres de Rouffach, loin de flétrir la conduite d'Armleder, il exigea qu'on lui remît les biens de tous les Juifs qui avaient trouvé la mort [5], sans crainte de s'enrichir indignement, mais il n'en profita pas, puisqu'il mourut l'année suivante.

L'aubergiste de Colmar ne tarda pas d'ailleurs à faire encore parler de lui :

Dès que l'empereur eût quitté l'Alsace, il y revint, et les massacres recommencèrent, plus terribles que jamais.

Le nouvel évêque de Strasbourg, Berthold, homme au cœur généreux, pour mettre fin à la sanglante épopée, provoqua à Colmar une confédération pour éclairer le pays au sujet de ce faux prophète. A son appel se rendirent : les ducs d'Autriche, les Magistrats de Strasbourg, Haguenau, Mulhouse, Munster, Neubourg, le Landvogt d'Alsace Albert Hohenberg [6].

S'élevant avec force contre ces massacres, l'évêque fit entendre aux seigneurs et aux magistrats réunis, la voix de l'humanité et de la paix; son éloquence triompha, car le 17 mai 1338, les seigneuries signèrent un traité par lequel elles s'engageaient à combattre Armleder et à poursuivre jusqu'au bout quinze de ses principaux partisans. Mais cet accord fut inspiré non pas tant par la pitié du sort des Juifs, que par la peur que causait aux confédérés l'audace grandissante d'Armleder.

(4) Archives de Mulhouse : L. 3. P. 2.
(5) Archives de Rouffach, 4. 4. 2.
(6) Laguille (Louis), op. cit., Tome I, 1re partie, page 286.

Quoi qu'il en soit, cette ligue intimida ce dernier qui leva le siège de Colmar, mais sans licencier son corps d'armée, aussi l'année suivante, le Chevalier d'Andlau fit-il un pacte avec Armleder lui-même, et en informa-t-il l'Alsace en ces termes [7] :

« *A tous ceux qui les présentes liront ou entendront lire, salut. Nous Rodolphe d'Andlau le jeune chevalier, faisons savoir que nous sommes tombés d'accord avec Jean Zimberlin surnommé le roi Armleder, que pendant les dix années qui vont suivre, il vivra en paix et en bonne intelligence avec les Juifs, qu'il ne leur fera de dommage ni directement ni indirectement, durant tout ce laps de temps. Il a en outre sanctifié ses promesses par un serment prêté devant le maistre et le conseil de Strasbourg. Si pour n'importe quoi il dérange la paix ou pousse à la briser, je me fais fort de lever une armée et de le combattre jusqu'à la dernière extrémité.*

« *En foi de quoi, j'ai apposé mon sceau sur la présente. Donné le soir de la Saint Adolphe dans la treize cent trente neuvième année.* »

Mais les mercenaires d'Armleder, sans tenir compte de cet engagement, menacèrent de piller encore les Juifs. Devant l'imminence du péril, les autorités temporelles se réunirent en une deuxième confédération, en 1343, et en une troisième, en 1344. Cette dernière eut lieu à Sélestadt et aboutit au traité du 3 mars 1345, par lequel les Etats confédérés décidaient, pour une durée de cinq ans, de se prêter mutuellement secours et de défendre tous les soulèvements, qu'ils fussent dirigés contre les Juifs ou contre les Chrétiens.

Ces traités successifs sont connus sous le nom de Ligues de la Paix.

Le répit momentané offert ainsi aux Juifs fut naturellement mis à profit par eux pour se relever un peu; l'empereur décida de tirer parti de cette nouvelle situation, et fit bientôt savoir à tous ses sujets qu'il s'était entendu avec tous les Juifs de l'Empire; que chacun, dès l'âge de douze ans, et ayant une fortune personnelle de vingt florins, lui payerait annuellement un florin comme droit de protection; il pria en conséquence les localités de prêter leur concours à ses messagers chargés des encaissements [8].

Encouragé par un exemple venu de si haut, le peuple ne contint plus son hostilité fanatique envers les Juifs.

(7) Archives de Strasbourg : L. 166, n° 8.
(8) WIENER, Regesten, page 44.

Elle se manifesta d'abord par de sourds tiraillements et des menaces de meurtre, puis l'insécurité générale et la misère renforçant singulièrement la haine des masses populaires à l'égard des Juifs, on assista de nouveau à une extermination presque générale, en 1347 :

Colmar, Sélestadt, Obernai, Mulhouse, Munster, furent le théâtre de sanglants massacres, après lesquels ces villes s'adressèrent à l'Empereur Charles IV pour obtenir leur pardon; celui-ci sans doute parce qu'il espérait, comme ses prédécesseurs, tirer un parti de ces persécutions, le leur accorda en ces termes [9] :

« Et ce que dernièrement ils ont fait avec les Juifs de quelque manière que cela soit jusqu'à ce jour, doit être considéré comme oublié. Et que personne ne s'avise de les assigner par une revendication quelconque. »

Comment les Juifs pouvaient-ils donc être protégés, puisque les Grands faisaient cause commune avec le peuple en lui pardonnant automatiquement tous les excès auxquels il se livrait ?

II. — *Légende de l'empoisonnement des puits :*

Après les tristes exploits d'Armleder, survint la légende de l'empoisonnement des puits par les Juifs, en 1348.

Cette légende, partie de Zoffingen en Suisse, se propagea rapidement par Berne et Bâle, à toutes les villes d'Alsace [10]. Par cette fable absurde l'esprit public fut tellement excité contre les Juifs que de toutes parts des bras meurtriers se levèrent contre eux.

En 1349, un congrès des principales autorités suisses et alsaciennes, fut convoqué à Benfeld par la ville de Strasbourg, pour étudier la question de la culpabilité des Juifs [11]. Après de longs débats où ceux-ci n'eurent comme défenseurs que les maistres de Strasbourg, les sieurs Gossedturm, Guntze de Winthertur, et Peter Schwarber, il fut décidé de punir les Juifs reconnus coupables du crime dont on les accusait, et de s'en débarrasser [12].

Mais certains hauts personnages de Strasbourg qui avaient intérêt à l'extermination totale des Juifs, afin de se voir libérés

(9) Archives d'Obernai, A. A. 6.
(10) J. C. Ulrich, Histoire des Juifs de Suisse, page 157.
(11) Schoepflin, Alsacia Illustrata, trad. Ravenez, T. V, page 144.
(12) Archives de Strasbourg, L. 174, N° 6 et 7.

de leurs dettes, saisirent cette occasion pour provoquer le peuple à en demander le massacre général. Le Margrave de Bade, Frédéric, désireux de rentrer, sans bourse délier, en possession de la couronne que son père avait engagée chez deux Juifs de Strasbourg, n'était pas le moins ardent provocateur [13].

Ses manœuvres, jointes au jugement de Benfeld, aboutirent à un massacre des Juifs, qui se poursuivit pendant une semaine entière. Tel était le résultat, une fois de plus, de l'entente des autorités temporelles et des populations.

A Strasbourg, le Vendredi 13 février 1349, toute la communauté juive fut réunie de force dans son cimetière (à l'emplacement actuel de la Préfecture). Là, ceux qui refusèrent le baptême, seul moyen de salut qui leur fût offert, furent brûlés le lendemain sur un immense bûcher. En souvenir de cet autodafé qui coûta la vie à deux mille personnes, hommes, femmes et enfants, l'emplacement où avait été dressé le bûcher porte encore aujourd'hui le nom de Rue Brûlée.

Toutes les créances juives furent annulées, l'argent trouvé dans les maisons juives fut remis au Conseil qui le partagea entre les divers corps de métier, les gages furent rendus à leurs propriétaires.

Frédéric de Bade s'empressa d'écrire aux autorités strasbourgeoises pour les prier de lui faire rendre la couronne de son père, qu'elles avaient saisie chez les deux Juifs qui la détenaient à titre de gage, avant de les faire massacrer. Celles-ci acquiescèrent à sa demande, et le Margrave leur fit aussitôt parvenir la décharge suivante [14] :

« *Nous, Margrave Frédéric, Seigneur de Bade, reconnaissons par les présentes, avoir reçu personnellement des mains des vénérables Maistre et Conseil de Strasbourg, intacte et sans qu'il y manque un morceau, la couronne que le très noble duc Robert, palatin du Rhin et duc de Bavière, avait mise en gage chez Jeckelin et Mannekint, tous deux Juifs, ayant habité Strasbourg, pour le compte du Margrave feu Rodolphe de Bade, notre père. Nous répétons que nous avons été mis en possession de la susdite couronne, qu'elle est entière et non cassée, ce dont nous nous contentons. Aussi remettons-nous aux susdits Maistre et Conseil de Strasbourg cette lettre suivie de notre sceau, pour leur servir de quittance.*

« *Donné le Premier Vendredi avant la Sainte Sophie de l'année 1349.* »

Non contentes de s'acharner sur les Juifs, les autorités de

(13) Archives de Strasbourg, L. 174, N° 44.
(14) Archives de Strasbourg, L. 174, n° 44.

Strasbourg s'attaquèrent aussi aux chrétiens qui avaient défendu au Congrès ceux d'entre eux accusés d'avoir empoisonné les puits : ils furent destitués dès leur rentrée à Strasbourg, et leurs biens confisqués.

Les autres villes suivirent l'exemple qui leur était offert et leurs Juifs furent l'objet des plus barbares excès.

Bengeld brûla une partie des siens et noya l'autre dans les marais [15].

Sélestadt fit de même [16].

A Colmar, on montre encore aujourd'hui, en dehors de la ville un endroit appelé « *das Judenloch* », la fosse aux Juifs, qui est l'emplacement du bûcher où la communauté juive trouva la mort en 1349.

A Mulhouse, certains s'enfuirent, les autres furent égorgés.

Obernai leur fit subir la question et ces malheureux avouèrent tout ce qu'on voulut. Aussi en fit-elle égorger cinq et en avisa-t-elle les autorités de Strasbourg en ces termes [17] :

« *Aux sages, maistre et conseil et quarante élus pour l'affaire des Juifs, à Strasbourg, salut et amitié de la part du Schultheis et conseil d'Obernai. Nous vous faisons savoir que nous avons tué et enterré nos Juifs au nombre de cinq, ce jour lundi, à cause de l'empoisonnement des puits; ils ont même, avant d'expirer, avoué avoir empoisonné sept puits. Le plus vieux d'entre eux a dit que c'étaient les Juifs riches Jeckelin et Abaram qui avaient concerté la chose à Spire et envoyé le poison à Obernai, il y a environ six mois. Des membres du Conseil et d'autres honorables habitants d'Obernai l'ont entendu et nous l'ont certifié. Nous vous en garantissons l'authenticité sous la foi du serment.* »

Pour nous, nous serons beaucoup plus sceptiques, à la fois sur la valeur d'aveux arrachés par la torture, et sur la véracité de témoins, ennemis déclarés des accusés.

A Wissembourg, quelques Juifs parvinrent à s'enfuir et trois furent brûlés à un endroit appelé *Judenraïn* (petit bois) [18].

Dans toutes ces localités, à l'exemple de Strasbourg, la synagogue devint propriété communale, les autres biens furent partagés entre les autorités, le peuple eut la liberté de piller les maisons pour son propre compte. Toutes les dettes contractées envers les Juifs furent considérées comme nulles.

Les seuls qui purent sauver une partie de leur fortune furent

(15) Fischer, Etude sur l'histoire des Juifs de l'évêché de Strasbourg, page 4.
(16) Archives de Sélestadt : G. G.
(17) Archives de Strasbourg, L. 175, N° 2.
(18) Archives de Wissembourg : livre des Protocoles.

ceux qui s'étaient réfugiés à Trèves, grâce à l'intervention de l'archevêque Boehmund qui avait demandé énergiquement au magistrat de Strasbourg de remettre ses Juifs en possession de leurs biens. Les interventions des autorités spirituelles en faveur des Juifs sont si rares, en ces périodes troublées, qu'il ne faut pas manquer de les signaler.

L'Empereur Charles IV en face de ces événements, ne manifesta pas l'indifférence complice de son prédécesseur Louis de Bavière. Cependant, s'il intervint, c'est parce que cette extermination simultanée des Juifs de toutes les villes d'Alsace lui faisait perdre, en même temps que ses meilleurs contribuables, une grande partie de ses revenus; aussi envoya-t-il en Haute Alsace son landvogt de la Basse Alsace, le seigneur Jean de Fénétrange, à qui il donna pleins pouvoirs pour s'entendre avec Colmar et Sélestadt, au sujet des biens pris aux Juifs [19].

L'envoyé de l'empereur rencontra des difficultés dans sa mission auprès des autorités de Colmar, parce que Charles IV avait emprunté au Chevalier Burckard d'Eptingen deux cents marks en lui donnant une rente annuelle de vingt marks pour intérêt, prélevée sur les Juifs de Colmar. La ville refusa tout d'abord de se substituer à ses Juifs pour le paiement de cette rente. Mais l'envoyé de Charles fit de ce règlement la condition du pardon de l'Empereur, et après trois semaines de conciliabules, il obtint gain de cause : les autorités de Colmar reçurent un double privilège d'absolution pour tout ce qui avait été fait contre les Juifs, mais s'engagèrent à payer au Chevalier Burkard d'Eptingen, l'intérêt auquel il avait droit [20].

Puis Jean de Fénétrange se rendit à Sélestadt; les débats durèrent quinze jours. Il réussit à persuader les autorités de prendre à leur charge toutes les obligations des Juifs, surtout en leur faisant miroiter l'exemple de Colmar, et leur accorda le parchemin préparé d'avance avec la signature de Charles IV.

Mais il ne réussit pas partout, surtout à Strasbourg, où le Conseil refusa de lui accorder une compensation pour le préjudice que la disparition des Juifs causait à l'Empereur. Le Conseil décida même le bannissement des Juifs de Strasbourg pour deux siècles. Jean de Fénétrange quitta la ville en la menaçant du courroux de son maître. Aussi, pour contrecarrer la puissance de l'Empereur, le Conseil poussa-t-il les localités qui avaient épargné les Juifs, à les brûler à leur tour. Exaspéré,

(19) Archives de Colmar : G. G.
(20) Archives de Colmar : G. G.

l'Empereur écrivit aux autorités de Strasbourg qu'il s'opposait à cette décision [21].

Cette menace fut restée lettre morte, et la ville eût passé outre, sans les grands malheurs qui s'abattirent alors sur elle.

Effectivement à cette époque, en 1349, une épidémie de peste noire se déclara à Strasbourg où elle sévit avec une violence extraordinaire, enlevant environ seize mille personnes en moins de six mois, soit le tiers de sa population.

Le peuple vit dans ce fléau un signe du courroux céleste et décida de s'entendre avec l'Empereur pour y mettre fin; des pourparlers s'engagèrent, et le 12 septembre, Charles IV donnait à Strasbourg, qui acceptait ses conditions, son privilège d'absolution [22].

III. — *Le Schofar.*

Après ces années de tourments continuels, les Juifs semblaient en droit d'espérer qu'on leur octroierait enfin un peu d'apaisement. Il n'en fut rien. L'hostilité générale était si grande à leur égard que le moindre prétexte était utilisé comme moyen de persécution contre eux.

C'est ainsi que parmi les objets trouvés dans le pillage de la synagogue de Strasbourg, il y avait une corne de bélier que les Juifs appellent Schofar et dont ils se servent à l'automne pour annoncer le renouvellement de leur année (1er Tisri) et inviter les fidèles au repentir.

Les pillards, ignorant l'utilisation de cette corne, imaginèrent qu'elle était destinée à trahir la ville, les Juifs l'utilisant le jour venu, pour donner à des ennemis invisibles, un signal pour venir la surprendre [23].

Cette opinion fut alors partagée par tout le monde, et les magistrats décidèrent de perpétuer le souvenir de cette prétendue trahison imputée aux Juifs et découverte à temps. Pour cela, ils firent faire deux cornes semblables en bronze, et ordonnèrent de les faire sonner, l'une à huit heures du soir du haut de la cathédrale pour annoncer aux Juifs qui pouvaient se trouver à Strasbourg qu'ils devaient sortir de la ville, puisque le Conseil avait voté leur bannissement pour deux siècles, l'autre à minuit, pour rappeler aux habitants cette prétendue trahison et les fortifier dans leur haine des Juifs.

(21) Konigshoffen, Chroniques, page 1.051, Strasbourg 1698.
(22) Konigshoffen, Chroniques, page 1.052, Strasbourg 1698.
(23) Herzog, Chroniques, page 1.113.

A travers tous les siècles, de 1349 à la Révolution française, cet usage se perpétua.

Dans un rapport soumis à la Société des Amis de la Constitution, le 27 février 1790, sur la question de l'Etat-Civil des Juifs d'Alsace, il est dit : « *Mais surtout elle (la ville de Strasbourg), ne laissera plus se renouveler chaque jour une occasion d'effrayer les enfants, de leur conter d'impertinentes fables... Je veux parler de cette odieuse corne dont le son lugubre se répand tous les soirs du haut de la cathédrale et porte la terreur dans l'âme de tous ceux dont les oreilles n'y sont pas habituées. Les préjugés dont le peuple de Strasbourg est imbu, sa haine aveugle contre les Juifs, doivent en grande partie leur origine à l'impression qu'à faite sur les enfants le son de cette corne, aux ridicules histoires qu'on leur a racontées et dont la tradition se conserve religieusement* ».

Ce rapport avait été élaboré par Monsieur Brunck [24].

La Société rédigea alors une pétition et l'envoya aux nouveaux magistrats, dès qu'ils furent nommés, le 16 juillet 1791, pour demander la suppression de l'usage de cette trompe. Les magistrats prirent un arrêté conforme le 18 du même mois [25]. Les deux cornes furent alors descendues de la cathédrale et conservées à la Bibliothèque de la ville.

Il a donc fallu attendre plus de quatre siècles la suppression de cet usage odieux. Là encore, l'on constate la parfaite entente des autorités et des populations dans la haine profonde que les unes et les autres vouaient aux Juifs.

L'attitude des magistrats de Strasbourg fut lourde de conséquences; la complaisance avec laquelle ils s'emparèrent de cet incident pour humilier les Juifs et les persécuter moralement, aida à répandre dans le peuple la « névrose du Juif », une haine indélébile de cette race misérable, et la superstition maladive à lui attribuer la responsabilité de tous les fléaux qui s'abattaient sur les populations.

Il est évident que si le paysan d'Alsace n'avait pas senti l'approbation tacite, et parfois manifeste, des Grands aux excès auxquels il se livrait sur les Juifs, si les autorités avaient sévi, il eût agi avec plus de modération et eût cessé bientôt de telles persécutions. Mais pourquoi n'eût-il pas suivi l'exemple que les autorités lui donnaient ?

Il y était d'autant plus encouragé que l'Eglise n'intervenait guère pour interdire ces actes de cruauté.

(24) F. C. Heitz, Les Sociétés politiques à Strasbourg pendant les années 1790 à 1795. Strasbourg, 1863, page 17.
(25) F. C. Heitz, page 26.

En effet, l'attitude des puissances spirituelles est une triste application de la cupidité et de l'esprit de lucre qui à cette époque régnaient en maîtres chez les autorités.

Lorsqu'Armleder massacra les Juifs de Rouffach et d'Ensisheim, l'évêque de Strasbourg, loin de sévir contre le coupable, se fit remettre les biens de ces Juifs.

Lorsque Strasbourg décida l'autodafé de ses Juifs, la seule planche de salut qui leur fût offerte, était le baptême auquel procédaient les dignitaires de l'Eglise, sans s'indigner ni s'élever contre ces conversions forcées.

Seuls, l'évêque Berthold qui prit l'initiative de réunir à Colmar une Confédération dans le but de mettre fin à ces massacres, et l'archevêque Boehmund dont l'intervention permit de faire rentrer en possession de leurs biens certains Juifs réfugiés à Trèves, manifestèrent une attitude à la fois noble et courageuse parce qu'elle était isolée.

Il faut déplorer l'indifférence générale de l'Eglise devant de telles cruautés. N'aurait-elle pas dû intervenir constamment au nom des principes de la charité chrétienne pour mettre un frein à ces excès, et montrer ainsi à la nation juive la suprématie de la doctrine du Christ ?

Chapitre III

Situation des Juifs de Strasbourg jusqu'à l'annexion (1682).

A la suite de l'autodafé de 1349, le Conseil de Strasbourg avait décidé, nous l'avons vu, de bannir les Juifs de son sein pour deux cents ans. Aussi, ceux qui avaient pu s'échapper, errèrent-ils de par l'Alsace, pour se créer de nouveaux abris, admis parfois en certains lieux, impitoyablement repoussés ailleurs.

Désireux de mettre fin à cette situation, ils adressèrent en 1369, une supplique à la ville de Strasbourg pour se faire réintégrer : [1]

« *Aux honorables Maistre et Conseil de Strasbourg, nous offrons avec nos salutations, nos humbles services :*

« *Nous venons vous supplier de ne plus nous porter rancune et de nous permettre de venir résider parmi vous, comme nos ancêtres ont habité parmi les vôtres, et comme nos coreligionnaires ont trouvé grâce aux yeux des villes de Mayence, Worms, Spire, etc. De grands seigneurs ont suivi cet exemple, entre autres, le pape que vous considérez comme votre père, le roi des Romains, les électeurs et beaucoup d'autres. Prenez en considération notre grande misère, et tous les maux que nous avons innocemment endurés. Nous tenons à ne pas vous laisser ignorer que nous avons adressé la même pétition à vos corps de métiers. Nous attendons par votre messager une réponse qui, nous l'espérons, nous sera favorable.* »

A la suite de cette supplique, Strasbourg consentit à accepter six familles et leur octroya un droit de domicile pour cinq ans, aux conditions suivantes [2] :

1) *Ces Juifs verseront à la Caisse Municipale, tous les ans, moitié à la Saint-Martin et moitié à la Saint-Jean, trois cents bons florins lourds.*

2) *Ils recevront aussi un emplacement pour en faire un ci-*

(1) Strobel, Vaterlandische Geschichte, T. II, page 384.
(2) Konigshoffen, Chroniques, page 1.053, Strasbourg 1698.

metière, tant pour eux que pour les Juifs à venir; ils en paieront un loyer annuel de une livre pfenning par ménage, à moins qu'ils ne veuillent l'acheter au prix de cinq cents livres.

3) *Ils verseront pendant leur séjour, un tribut annuel de dix marcs argent aux seigneurs d'Œttingen.*

4) *Ils remettront tous les ans à l'évêque douze marcs d'argent, moyennant quoi, ils seront exempts de toutes les corvées.*

Fait à Strasbourg, le premier jeudi avant la St-Barthélémy de l'an 1369 ».

Peu à peu la communauté doubla en nombre, et en 1375, la Municipalité édicta de nouveaux réglements pour les Juifs de la ville [3] :

Le Maistre et le Conseil les prendront sous leur protection et puniront sévèrement tous ceux qui les maltraiteront de n'importe quelle manière; eux-mêmes seront jugés comme les autres bourgeois dans le cas d'un délit ou d'un crime. Par contre, ils auront à se soumettre aux conditions suivantes :

1) *Ils acquitteront tous les anciens droits connus, payeront en outre pour les corvées ce que versent les autres bourgeois et seront traités alors comme l'ont été leurs ancêtres avant 1349.*

2) *S'ils prêtent de l'argent à un des habitants de Strasbourg, ils ne devront prendre par semaine que deux pfennings par livre, un par dix schillings, et un helbeling par cinq schillings. Ils ne pourront jamais compter les intérêts composés, mais seulement les intérêts simples du capital entier pendant six mois.*

3) *Il est défendu à un Juif admis sous la protection de la ville de traiter une affaire de compte à demi avec un Juif non reçu.*

4) *Aucun Juif n'avancera d'argent à un Strasbourgeois sur un immeuble, un bail, un legs. En cas d'infraction à cette loi, les deux parties contractantes auront dix livres pfenning à verser à titre d'amende.*

5) *Ils ne doivent refuser à aucun bourgeois de la ville de lui bailler des fonds sur gages mobiles, quand même ils prévoient une meilleure affaire en les donnant à un paysan.*

6) *Qu'aucun Juif ou Juive ne reçoive un coreligionnaire à l'insu du Maistre ou du Conseil; s'il plaît à ces derniers d'en laisser venir un nombre plus élevé que les douze ménages actuels, les Juifs de Strasbourg devront d'abord affirmer sous serment ce qu'ils savent des facultés et des capacités de celui qui se présente.*

7) *S'ils acquièrent un terrain pour y construire un temple*

(3) Archives de Strasbourg, L. 174, n° 9-12.

et pour l'établissement d'un cimetière, la moitié en appartiendra à la ville et l'autre moitié sera de compte à demi avec la Communauté; et s'ils y découvrent un trésor, la moitié en reviendra à la ville et l'autre sera partagée entre la Communauté et l'ancien propriétaire. Avant l'achat, il faut en aviser le Maistre et le Conseil.

8) *S'ils prêtent de l'argent au-dessus du taux légal à un habitant de Strasbourg, et qu'ils peuvent jurer qu'ils ne savaient pas qu'il était sous la protection de la vilie, ils n'ont qu'à rendre ce qu'ils ont prélevé de trop. Sinon, ils redonnent le surplus avec une amende de cinq livres.*

9) *Si un Juif a avancé de l'argent sur des objets volés et qu'on les retrouve chez lui, il n'a qu'à les rendre contre les fonds déboursés. Mais si ce sont des vases d'Eglise ou des effets ensanglantés, on ne lui rembourse rien.*

10) *Un Juif ne peut, sans autorisation spéciale, citer un bourgeois de Strasbourg devant une autre juridiction que celle de la ville.*

11) *Un gage non libéré au bout d'un an leur appartient de plein droit.*

12) *Chaque fois qu'il plaira au Magistrat, et une fois au moins par an, il pourra interroger les Juifs sur tous les gages qu'ils ont, et si la réponse n'est pas satisfaisante, il leur infligera telle amende qu'il jugera convenable.*

Au début d'octobre 1383, neuf familles furent encore admises pour six ans sous la protection de la ville, aux mêmes conditions.

Deux mois après, la ville engagea pour une durée de six ans, comme médecin municipal, un Juif nommé Meister Gutlehen [4]. On lui permit de venir habiter Strasbourg avec sa famille et ses domestiques sans payer de redevances, « afin que par sa science, il pût venir au secours des bourgeois et des magistrats ». Son titre lui rapportait cinquante florins par an, soit trois cents florins pour les six années; il était en outre exempt de tout serment.

Les Juifs de Strasbourg firent des affaires excellentes; et augmentant chaque jour en nombre, ils en vinrent à laisser de côté les vêtements qu'ils étaient obligés de porter, par les réglements antérieurs. Quand l'Empereur d'Allemagne, Venceslas, successeur de Charles IV, apprit cette dérogation, il se promit d'y mettre ordre. Il décida que les Juifs ne devaient pas

(4) Strobel, Vaterlandische geschichte, T. II, page 435.

mettre de souliers ou brodequins, ni de chapeaux bas, pièces de vêtement réservées aux chrétiens.

Aussi écrivit-il en 1386 aux autorités de Strasbourg, la lettre suivante [5] :

« *Aux bourguemaistre, conseil et bourgeois réunis de Strasbourg, nos fidèles sujets, nous Venceslas, par la grâce de Dieu roi des Romains, etc...,*

« *Mes chers, nous avons appris que les Juifs, serfs de la Chambre Impériale, établis chez vous et dans d'autres villes de l'Empire, font beaucoup de luxe avec leurs vêtements, dans leur toilette, ce qui est une ignominie pour les Chrétiens et leur religion.*

« *Aussi sommes-nous d'avis qu'ils aient à se vêtir uniformément de bottes et du chapeau juif comme ils l'on fait de tous temps, afin que, suivant l'équité, on reconnaisse un Juif parmi les Chrétiens.*

C'est pour cette raison que nous vous prions très instamment par la présente, que vous y remédiiez dans votre ville, par les ordonnances édictées et concernant les Juifs, serfs de notre Chambre Impériale, afin qu'ils se remettent à leurs bottes et à leurs chapeaux. Soyez, en cette occasion, très sévères par affection pour nous, pour mériter notre grâce; comme, du reste, nous pensons pouvoir nous fier à vous.

« *Donné à Prague, le jour de la Sainte Dorothée, dans la vingt-troisième année de notre règne de Bohême, et dans la dixième de l'Empire Romain* ».

La Municipalité de Strasbourg n'eut garde de désobéir et en profita même pour casser les réglements faits à ce jour, sur la taxe que les Juifs avaient à payer à titre d'impôts sur leur fortune et les affaires qu'ils étaient censés traiter [6].

L'année suivante, on ne les toléra plus, et on les chassa de Strasbourg pour toujours (1388).

Toutefois, on leur octroya un droit de passage, moyennant des redevances fort élevées; ils devaient payer de deux livres huit deniers à trois livres quatre deniers, et se faire accompagner, pour la traversée de la ville, par les gardiens de la cathédrale [7].

On leur interdit de faire aucun trafic avec les chrétiens de Strasbourg, ou de leur consentir de prêt sur immeubles, et en 1545, l'Empereur Charles V confirma cette mesure à l'évêque de Strasbourg, Erasme, en ces termes [8] :

(5) Archives de Strasbourg : A. A. 107.
(6) Archives de Strasbourg, L. 174, n° 13.
(7) Archives de Strasbourg, XXI, page 151.
(8) Archives du Bas-Rhin, G. 491.

« *Nous, Charles V, etc, reconnaissons publiquement par les présentes que notre cher prince et sujet le respectable Erasme, Evêque de Strasbourg, nous a fait savoir combien souffrent ses sujets dans ledit diocèse par suite des contrats qu'ils passent journellement avec les Juifs, et que, si l'on n'y met un frein, ses administrés finiront par être complètement ruinés.*

« *Aussi, nous a-t-il humblement prié et supplié de lui venir en aide au moyen de notre pouvoir royal. Prenant en considération ses fidèles services; ceux rendus à la royauté par ses prédécesseurs, et ceux que lui-même ne manquera pas de nous rendre encore, nous avons exaucé sa prière. Par conséquent, en connaissance de cause et après mûres réflexions, nous avons accordé au susdit Erasme, évêque de Strasbourg, ainsi qu'à ses successeurs en vertu de nos pouvoirs d'Empereur Romain et des présentes, que dorénavant il soit bien entendu et convenu qu'aucun Juif ou Juive du diocèse de Strasbourg ne prête rien à aucun des sujets et administrés de l'évêque de Strasbourg sur un immeuble quelconque sans une autorisation spéciale dudit évêque ou de ses baillis; de plus les Juifs ne pourront acheter d'hypothèque sur aucun des sujets de l'évêque. Si cet ordre n'est pas exécuté, tous ces actes doivent être considérés comme nuls et non avenus. En outre, nous voulons que les contrevenants soient punis d'une amende de vingt marcs d'or, dont la moitié sera versée dans les caisses de l'Empire, et l'autre dans celles de l'évêché.*

« *Donné en notre ville impériale de Worms, le vingt-septième jour du mois de juillet 1545 dans la vingt-cinquième année de l'Empire et la trentième de notre règne* ».

Signé : Carol.

Cette ordonnance fut suivie ponctuellement, et pendant près d'un siècle aucun Juif ne put contracter impunément avec les bourgeois de Strasbourg.

En 1621, la rigueur dont les Juifs étaient l'objet se relâcha quelque peu, puisque la ville leur octroya un droit de résidence temporaire pour les besoins de leur commerce, celui des chevaux et des bestiaux leur étant seul autorisé. Mais ils étaient obligés de loger à l'auberge de la Carpe-Bridée, et s'ils désiraient changer d'hôtel, ils devaient en demander la permission et verser deux schillings au Thurnhuter [9].

Ces mesures étant extrêmement sévères, les Juifs tentèrent d'y échapper par divers moyens, en s'introduisant subreptice-

(9) Archives de Strasbourg, L. 174, n° 30.

ment en ville sans se faire accompagner, grâce à des vêtements autres que ceux qu'ils devaient porter, ou en prétextant qu'ils étaient appelés auprès des malades en qualité de médecins.

Pour prévenir ces fraudes, le magistrat prit l'arrêté suivant, le 21 mars 1639 [10] :

Si un Juif se présente pour entrer en ville, il sera examiné et interrogé à la porte sur ce qu'il a à faire en ville, sur les espèces de marchandises et effets qu'il a sur lui, ainsi que sur la personne avec laquelle il a à négocier ».

Désireux d'échapper par tous les procédés possibles à ces lourdes impositions, certains de ces Juifs, qui étaient sous la protection des comtes de Hanau-Lichtenberg, leur demandèrent d'intervenir en leur faveur afin que Strasbourg ne fût pas si injuste envers eux, puisque, par leur commerce, ils apportaient de l'argent en ville [11].

Le 15 septembre 1660, Frédéric Casimir, Comte de Hanau-Lichtenberg, écrivit en ce sens aux magistrats de Strasbourg.

Aussitôt, le Conseil se réunit et prit la décision suivante :

« *Comme ces gens, les Juifs, ont l'air d'être bien vus, nous ne voulons pas commencer de discussion à cause d'eux avec le Comte, et nous les remettons à l'ancien tarif, mais en ville ils seront accompagnés comme de tout temps.* »

L'année suivante, sur demande des tanneurs de Wasselonne alléguant que toutes les peaux leur étaient livrées par les Juifs, et priant les autorités de les laisser en acheter à Strasbourg, la ville les autorisa effectivement à se livrer à ce nouveau genre de commerce [12].

Elle établit à leur usage, la même année, un statut général, renouvelant les anciennes interdictions de les laisser avoir un domicile dans la ville et de les laisser circuler seuls, mais précisant les nouvelles libertés commerciales qui leur étaient accordées. Ce statut resta en vigueur plus d'un siècle.

Enfin, en 1665, les Juifs qui ne disposaient que du vendredi comme jour de marché aux chevaux, demandèrent l'adjonction d'un deuxième jour. Le 20 novembre, le conseil se réunit pour en délibérer : « *trouvant que les marchands chrétiens de la ville commençaient à avoir des prétentions exorbitantes, croît que pour y couper court, il faut donner aux Juifs, outre le vendredi, le jeudi aussi comme jour de marché. Ces deux jours, les Juifs, marchands d'objet en argent, pourront circuler en ville avec accompagnement, bien entendu, d'un agent de*

(10) Archives de Strasbourg, L. 174, n° 29.
(11) Archives de Strasbourg, L. 174, n° 36.
(12) Archives de Strasbourg, XXI, page 214.

police. Enfin, il faut qu'il soit déclaré aux marchands de chevaux de la localité, de se conduire dorénavant plus chrétiennement[13] ».

Cette liberté leur resta onze ans, car à partir de 1676, ils n'eurent plus que le vendredi pour le commerce de chevaux.

*
**

Tel fut le sort réservé aux Juifs par la ville de Strasbourg pendant tout le cours de la domination allemande.

Définitivement chassés à la fin du XIVe siècle après de multiples persécutions, ils purent réapparaître progressivement, tolérés par des mesures partielles, mais toujours, un grand esprit de défiance présida à l'élaboration des divers réglements dont ils furent l'objet, et ils ne jouirent en aucune façon des libertés les plus essentielles.

(13) Archives de Strasbourg, XXI, page 179.

Chapitre IV

Situation des Juifs de Colmar jusqu'à l'annexion (1648).

De même que Strasbourg, Colmar, lorsque courut la légende de l'empoisonnement des puits, massacra et brûla la plupart de ses Juifs, et chassa les survivants.

Mais elle leur ouvrit de nouveau ses portes en 1383 sur la demande de l'empereur Venceslas lui-même, dans les conditions suivantes :

Les seigneurs, appuyés par ce dernier, entrèrent en guerre contre les municipalités d'Alsace, qui, pour subvenir aux premiers frais, ne versèrent plus d'impôts à l'empereur, et se firent remettre par les Juifs le montant des taxes que ceux-ci devaient verser à Venceslas. Il réclama vainement ces impôts, les Juifs prenant fait et cause pour les villes qui les protégeaient. L'empereur eut beau mettre au ban de l'Empire les Juifs et les villes, il ne parvint pas à ses fins; aussi, voyant qu'il serait obligé de capituler, il préféra prendre les devants et abandonner à la ville de Colmar tout ce que les Juifs devaient lui payer pendant dix ans consécutifs, tout en levant le ban contre la ville et ses Juifs [1].

Son successeur, Robert de Bavière, ratifia en 1404 ces privilèges [2].

Colmar comprit alors qu'elle avait intérêt à abriter le plus grand nombre possible de Juifs puisque, par le privilège de Venceslas, elle touchait toutes les contributions qu'ils versaient.

Aussi dès 1388 adopta-t-elle Salomon, de Kaysersberg, avec sa femme et ses enfants, pour une durée de cinq ans, aux conditions suivantes [3] :

1°) *Il pourra prêter sur tout, excepté sur vêtements ensanglantés, et objets d'Eglise.*

2°) *Il pourra prendre deux deniers d'intérêt par semaine.*

3°) *Si dans le délai de deux mois l'emprunteur se plaint*

(1) Archives de Colmar, G. G.
(2) Wiener, Regesten, page 57.
(3) Archives de Colmar. Kaufhausbuch, N° 5.

d'avoir été obligé de payer plus que le taux légal, le Juif restituera la différence sans payer d'amende. Après les deux mois, il y a prescription, et le Juif sera cru sur serment.

4°) *Pour les gens de la banlieue et des villages, il n'existe pas de taux légal.*

5°) *Les gages non retirés au bout d'un an et un jour appartiendront de droit au prêteur qui pourra en disposer à son gré.*

6°) *Ce Juif jouira comme bourgeois des mêmes privilèges que les Chrétiens et Juifs reçus.*

7°) *Celui qui aurait des prétentions à faire valoir contre lui, sera admis à en faire la preuve par le témoignage d'un Juif ou d'un Chrétien de bon renom et ayant droit de bourgeoisie à Colmar.*

8°) *Pour un délit commis par lui ou un des siens, la justice locale lui appliquera les mêmes peines qu'aux bourgeois de la cité pour le même cas.*

9°) *Pour toutes ces libertés il nous payera chaque fois à la Saint-Martin, pendant cinq années consécutives, vingt-cinq florins d'or, pour toutes contributions;*

Mardi, après la Saint Thomas 1388. »

Quatre ans plus tard, Venceslas annula toutes les créances que les Juifs avaient sur les seigneurs de toutes les villes d'Alsace pour se venger de l'affront qu'ils lui avaient fait en se refusant, de 1385 à 1388 à lui verser le tribut annuel. De plus, à Colmar, les Juifs créanciers furent assignés devant le Tribunal pour s'engager par serment « more judaïco », pour eux et leurs héritiers, à ne jamais rien réclamer de ce qui leur était dû à ce jour, 19 juillet 1392[4].

(4) Archives de Colmar G. G. Israélite.

Ce serment « more judaïco » était expressément exigé dans tous les procès civils ou criminels dans lesquels un Juif était engagé. Les formules de ce serment variaient avec les localités. Voici celles utilisées à Colmar; les Juifs les prononçaient, la main droite étendue sur la Bible :

Première formule :

Adonay Elohim, Dieu tout puissant, Seigneur commandant à tous les Anges, le seul Dieu de nos Pères qui nous a donné la Sainte Thora, je te baise ainsi que ton saint nom, Adonay, et ta toute puissance, pour que tu m'aides à constater la vérité par le serment que je dois prêter.

Si je mens, que je sois privé de toutes les grâces du Dieu Eternel, et que je sois accablé de toutes les malédictions et de toutes les punitions que Dieu a réservées aux Juifs maudits, et que mon corps et mon âme n'aient plus aucune part aux promesses faites par Dieu, ni au Messie, ni au Paradis.

Je m'engage en outre devant Adonay, Dieu Eternel, que je ne veux pas mentalement ajouter à mon serment quelque restriction d'aucune manière qui pourrait induire en erreur un Juif ou un autre homme.

Adonay, créateur du ciel et de la terre et de toutes choses de même que de moi, et des autres personnes ici présentes, je te baise ainsi que ton nom pour preuve de la vérité.

Deuxième formule :

Par le serment que m'a infligé X... pour telle ou telle affaire, j'atteste que

Au début du XV[e] siècle, Colmar obtint un privilège par lequel l'empereur défendit aux habitants de vendre aux Juifs ou de leur louer des maisons sans l'autorisation de son premier magistrat[5], et en 1468 la ville imposa aux Juifs les conditions suivantes : [6]

1°) *Ils verseront, outre l'impôt annuel, des contributions pour l'entretien des fortifications et donneront des étrennes au magistrat.*

2°) *En cas de guerre, ils payeront un supplément.*

3°) *Ils resteront chez eux la semaine sainte pendant les fêtes de Pâques, de Dieu et de Notre-Dame.*

4°) *Ils ne garderont chez eux que les enfants non mariés, et n'hébergeront de juif étranger que pendant une nuit, à moins d'autorisation spéciale.*

5°) *Ces juifs étrangers payeront en entrant en ville un blappert à la porte et un pfenning au portier; s'ils passent la nuit, ils verseront un schilling et celui qui les héberge en sera responsable.*

6°) *Enfin la ville ne les protège que contre ses propres justiciables.*

Mais ce règlement n'eut guère l'occasion d'entrer en application car, peu après sa promulgation, Colmar ferma une fois de plus ses portes aux Juifs qu'elle abritait; voici dans quelles circonstances :

En 1476, des Confédérés suisses qui se rendaient en France où ils allaient se battre contre Charles le Téméraire, passèrent par l'Alsace, pillant les villes de Colmar, Mulhouse, Sélestadt et Obernai, et massacrant leurs Juifs. Ces localités, prétextant que, seule la présence des Juifs en leurs murs avait attiré ces dévastations, en profitèrent pour les chasser, et tinrent en 1477 une conférence à Colmar pour s'engager à ne plus jamais accepter de Juifs en leur sein [7].

Colmar en reprit pourtant l'année suivante; mais en 1507,

je suis tout à fait innocent et irresponsable car je n'y ai employé aucune fausse manœuvre ou mensonge, et qu'elle est telle qu'elle se présente pour la chose principale, la dette ou tout autre fait qui pourrait s'y rapporter.

Que Dieu m'aide à constater la vérité et à prouver qu'il n'y a rien de mauvais ni de caché dans l'affaire en litige.

Mais si je mens et que j'emploie de fausses manœuvres, que je sois maudit et exterminé pour toujours. En outre, que je sois anéanti par le feu qui a consumé Sodome et Gomohrre et que je sois accablé de toutes les malédictions qui se trouvent dans la Thora. Puis, que je sois privé du secours du vrai Dieu qui a créé la mousse et l'herbe et toutes les autres choses, dans toutes mes affaires et mes peines. Enfin, si je dis la vérité, que le vrai Dieu, Adonay, me vienne en aide et pas autrement. »

(5) Archives de Colmar G. G. israélites.

(6) MOSSMAN, Etude sur les Juifs de Colmar, page 13, (Paris 1866).

(7) Archives de Strasbourg, L. 174, N° 17.

apprenant que Munster et Obernai avaient obtenu de Maximilien 1er des édits d'expulsion contre leurs Juifs, elle s'empressa de faire parvenir la même requête à l'Empereur.

Celui-ci chargea Rudolph de Blumeneck de faire une enquête sur les griefs mis en avant par la ville, et le 22 janvier 1510, cette enquête conclut au renvoi des Juifs à bref délai [8].

Les Juifs envoyèrent aussitôt des pétitions à l'Empereur et obtinrent quelques mois de répit grâce à l'intervention de leur prévôt Joselin; leur séjour fut prolongé jusqu'à la Toussaint de la même année. A cette époque se place toute la série de procès engagés entre les Juifs et Colmar, et qui se terminèrent au XVIIe siècle seulement, à l'avantage de la ville.

Ils eurent pour origine le don par l'Empereur à son secrétaire Jacques Spiegel, du cimetière juif et de la synagogue, en 1510 [9]. Comme ce cimetière servait aussi aux Juifs des environs, puisqu'ils avaient participé avec les Juifs de Colmar à son achat, ils exposèrent à leur seigneur, Guillaume de Ribeaupierre, que l'Empereur n'était pas en droit d'en disposer à sa guise puisqu'il leur appartenait pour partie.

Guillaume de Ribeaupierre leur donna raison et écrivit aux autorités de Colmar qu'il leur défendait de toucher à ce terrain.

Le cas fut porté devant l'empereur qui invita le magistrat de Colmar et le prévôt des Juifs à se faire juger contradictoirement devant lui, à Fribourg. Les Colmariens y gagnèrent leur cause le 10 janvier 1511 [10].

Les Juifs reçurent l'ordre de quitter la ville, mais obtinrent un privilège le 4 avril leur permettant de rester jusqu'à la saint George de 1512, pour pouvoir faire rentrer leurs créances. Cette mesure tolérante fit renaître de nouveaux procès et de nouvelles contestations, car les Juifs continuèrent à venir presque journellement en ville, y faire avec les habitants tous les trafics possibles. Après ces diverses remises, ils ne pouvaient admettre qu'on pût les expulser définitivement.

Colmar, mécontente de leur attitude se fit délivrer par Charles-Quint le 29 juillet 1530 à Augsbourg, un privilège suivant lequel les Juifs ne pourraient plus prêter d'argent que sur les gages mobiles [11]. Puis, le 11 avril 1541, l'Empereur lança une ordonnance par laquelle il défendait aux Juifs de venir

(8) Archives de Colmar G. G.
(9) Alsacia Illustrata : Schoepflin, trad. Ravenez, T. V, p. 194.
(10) Archives de Colmar G. G.
(11) Archives de Colmar G. G.

dorénavant à Colmar sans une permission écrite du premier magistrat.

Pourtant, le 24 mai, les Juifs obtinrent de Charles-Quint, non sans difficulté, le décret contradictoire suivant :

« *Nous, Charles V, etc., voulons que l'on prenne note de laisser les Juifs dans les villes, bourgs et hameaux où ils demeurent actuellement, et qu'on ne les empêche pas, pour les besoins de leur commerce, de parcourir les villes, foires, villages et hameaux de l'Empire et des principautés, par terre ou par eau.*

« *Donné à Ratisbonne, le 24 mai 1841.* »

Pour couper court à toute discussion, Colmar fit interdire à ses bourgeois, par un placard affiché le 11 octobre 1544, de rien emprunter des Juifs, de rien leur vendre ni leur acheter, afin de leur enlever toute excuse de venir à Colmar.

Cette décision engendra une nouvelle série de procès qui durèrent trente ans et finirent par laisser le dessus à la ville puisque, pendant toute la domination allemande, elle ne permit plus aux Juifs d'entrer dans ses murs, sous peine d'emprisonnement [12].

(12) Archives de Colmar, nouveau livre rouge : N° 204.

Chapitre V.

Sort réservé aux Juifs, par les localités autres que Strasbourg et Colmar pendant cette période.

Toutes les villes d'Alsace imitèrent Strasbourg quand, en 1369, elle se décida à ouvrir de nouveau ses portes aux Juifs.

Kaysersberg, en 1374, y fut autorisée par l'Empereur Charles IV [1].

Ribeauvillé, Hattstadt et Oberbergheim, en 1375.

Mulhouse et Sélestadt suivirent quelques années plus tard.

Elles eurent lieu de s'en féliciter, puisqu'en 1389, dans la lutte engagée par les Princes avec l'appui de l'Empereur, contre les villes d'Alsace, celles-ci furent soutenues par leurs Juifs et triomphèrent, obligeant ainsi l'Empereur à user de la même politique de conciliation qu'il avait employée avec la ville de Colmar. Les Juifs de ces localités obtinrent en signe d'absolution, des privilèges intéressants, qui les récompensèrent d'avoir pris fait et cause pour les villes qui les abritaient [2].

Celles-ci comprenaient tout l'avantage qu'il y avait à protéger les Juifs dont les deniers servaient à combler les vides des Caisses Municipales; aussi, quand Strasbourg voulut leur défendre de passer plus d'une nuit dans ses murs, Sélestadt écrivit aux Magistrats de Strasbourg la très curieuse lettre suivante : [3]

« *Aux sages, modestes, Maistre et Conseil de la ville de Strasbourg, salut à eux, envoyé par le Maistre et Conseil de la ville de Sélestadt :*

« *Il nous a été rapporté que vous avez édicté une loi suivant laquelle aucun juif étranger ne pourra passer plus d'une nuit chez vous. Nos Juifs nous ont annoncé qu'ils avaient fort souvent besoin d'aller dans votre ville auprès de leurs coreligionnaires, et principalement parce qu'il y a là un Rabbin chez qui*

(1) Schoepflin, Alsacia Illustrata, T. V, p. 293.
(2) Archives de Sélestadt, A. A. 29.
(3) Archives de Strasbourg, L. 174, n° 7 bis.

nos Juifs prennent des leçons comme dans le temps les vôtres se rendaient auprès de nos Rabbins pour en prendre.

« *Aussi, à titre de réciprocité, vous prions-nous très sérieusement de vouloir bien laisser tomber cette défense contre nos Juifs, et de leur permettre de venir chez vous sans entraves et sans les faire trop longtemps attendre. Cela s'est toujours fait, et, nous le répétons, nous avons sans cesse agi ainsi envers les vôtres qui eurent de tout temps pleine liberté de vaquer chez nous à leurs affaires.*

« *Vous nous obligeriez beaucoup en nous rendant ce service, et dans cette attente, nous vous prions de nous envoyer votre acquiescement par le messager porteur de la présente.* »

Sans doute Strasbourg s'est-il rendu à cette invitation.

Mais dès l'avènement de Sigismond, la tranquillité relative des Juifs dans toutes ces localités, fut à nouveau troublée :

A Mulhouse, en 1417, on leur défendit de prêter sur immeubles aux bourgeois de la localité [4].

En 1420 et sans prétexte, la ville de Riquevihr chassa tous les Juifs de son sein en massacrant les retardataires [5].

En 1437, Obernai admit trois nouvelles familles juives avec leurs domestiques, mais elle leur fit payer tous les ans vingt florins et leur opposa des exceptions pour les prêts à gage; ses Juifs ne pouvaient bailler d'argent ni sur les immeubles, ni sur les objets d'église, vieux habits, vases sacrés, livres. Si l'emprunteur était un bourgeois, ils ne pouvaient, de plus, lui avancer d'argent sur harnais, armes, objets d'équipement. En aucun cas, ils ne pouvaient avoir une propriété dans la localité [6].

En 1454 ceux de Mulhouse ne purent payer l'impôt dû à Frédéric III, nouvel Empereur, pour les fêtes du couronnement, et ce fut la ville qui avança le montant de cette subvention, en échange du droit d'encaisser pour son propre compte pendant cinq ans le tribut des Juifs; aussi lorsqu'en 1457 Frédéric voulut exiger d'eux une nouvelle taxe, le magistrat de Mulhouse s'y opposa alléguant qu'ils avaient déjà toutes les peines du monde à régler l'arriéré [7].

En 1470, Sélestadt obtint de Frédéric le droit de réduire à deux le nombre de familles admises à séjourner sur son territoire, par le privilège suivant : [8]

(4) Archives de Mulhouse, L. 3, page 5.
(5) A. Dietrich, Revue d'Alsace, 7e année, page 408.
(6) Archives d'Obernai B. B. 9.
(7) Wiener, Regesten, page 85.
(8) Schoepflin, Alsacia Illust., T. V, page 220.

« *Frédéric, etc., faisons savoir qu'à partir de ce jour la ville Impériale de Sélestadt n'a pas besoin de tolérer dans ses murs plus de deux ménages juifs avec maisons ou logements. Elle aura le droit de leur assigner leur pied-à-terre dans tel quartier ou telle rue de la ville qui lui conviendra le mieux. Nous ordonnons en outre aux dits juifs ayant reçu l'autorisation de s'établir à Sélestadt, de porter un signe qui les fasse reconnaître comme juifs parmi les autres hommes; que personne ne s'avise de gêner la ville en quoi que ce soit quand elle veut faire observer strictement nos ordonnances.* »

A Molsheim et à Saverne depuis 1440 il n'y avait plus de Juifs, le nouvel évêque de Strasbourg, Robert de Bavière ayant promis à la ville de la laisser libre d'en recevoir ou non.

A peu de temps de là eut lieu le pillage des villes d'Alsace par les Confédérés suisses qui se rendaient en France. Les localités ainsi dévastées imitèrent Colmar qui, nous l'avons vu, avait invoqué ce prétexte pour chasser ses Juifs, et se débarrassèrent en masse des leurs.

Ceux-ci se réfugièrent dans quelques villages du diocèse de Strasbourg et s'adressèrent à nombre de grands personnages afin qu'ils intercédassent pour eux. Ils purent ainsi retourner à Colmar, Sélestadt et Rosheim, mais Obernai leur resta fermée, et Maximilien fut obligé d'accorder à cette ville en 1507 l'autorisation qu'elle réclamait de n'en plus jamais recevoir si tel était son désir [9] :

« *Nous, Maximilien, etc., avons accordé aux bourguemaistre et Conseil d'Obernai, de n'avoir plus besoin à l'avenir de tolérer dans son sein aucun Juif et nous leur promettons, pour nous et nos successeurs au Saint Empire qu'ils ne seront jamais forcés d'en recevoir d'aucune manière. En foi de quoi nous apposons sur le présent le sceau royal.*

« *Donné à Strasbourg, le 21 mars 1507 de la vingt-deuxième année de l'Empire et la dix-septième de notre règne de Hongrie.* »

La même année, la ville de Munster se fit accorder le même privilège.

Après ces bannissements successifs, les Juifs craignirent de se voir exilés complètement d'Alsace, et firent faire des démarches auprès de l'Empereur pour qu'il leur permît de considérer comme leur demeure stable, les endroits où ils s'étaient installés depuis cette époque.

Maximilien se rendit à leurs prières le 4 décembre 1516 [10].

(9) Archives d'Obernai, A. A. 25.
(10) Archives du Bas-Rhin, C. 78.

Devant l'attitude de l'Empereur, Obernai craignant de perdre ses droits acquis avec tant de peine se fit confirmer son privilège à Worms par Charles-Quint, le 2 décembre 1520[11].

Elle continua donc à fermer ses portes aux Juifs; de plus, elle maltraitait ceux qui voulaient simplement y passer pour se rendre ailleurs[12]. Ceux-ci protestèrent auprès de l'Empereur qui chargea Rudiger, Moine à Wissembourg de régler ce différend. Rudiger convoqua les parties en mars 1524 et parvint à leur faire signer le traité suivant[13], de concert avec Joselin, prévôt des Juifs :

« *Que les Juifs sachent et prennent bonne note qu'ils ne pourront venir à Obernai que les jours de marché et de foire, ce qui leur coûtera chaque fois, par personne, six deniers comme droits d'entrée. Il ne leur est pas permis d'y passer la nuit.*

« *Aucun Juif ne fera de prêt d'argent en ville. Si les bourgeois ne trouvent pas ailleurs, les Juifs pourront leur bailler à gage contre des objets mobiles. Mais alors il faut qu'un temps soit stipulé par écrit pour la reprise des gages. Le délai expiré, le Juif sera libre d'en faire ce qu'il voudra.*

« *Tout Juif qui viendra en ville portera en un endroit visible soit un anneau, soit une marque quelconque qui le fasse reconnaître.* »

Enfin, pendant tout le XVI[e] siècle et malgré leurs prières, les Juifs des environs ne purent, lors du séjour en Alsace des troupes du duc de Lorraine, avoir l'autorisation de venir se réfugier à Obernai.

En 1525, les paysans d'Alsace poussés par la misère se soulevèrent contre les seigneurs qui les opprimaient. Ils dévastèrent les presbytères et les Eglises, et s'attaquèrent également aux Juifs, exigeant d'eux de fortes contributions de guerre et pillant leurs maisons.

A Bergheim ils profanèrent la synagogue et s'emparèrent des gages détenus par les prêteurs.

Le duc de Ribeaupierre, pour organiser la défense contre cette insurrection et lever à son tour une armée, se fit prêter de l'argent par les Juifs, et le 10 mai 1525 la bataille eut lieu entre Scherviller et Châtenois. Elle coûta la vie à six mille insurgés[14].

Quelques mois après, Ulrich de Ribeaupierre fit un accord avec la communauté juive de Bergheim, par lequel elle était

(11) Archives d'Obernai, A. A. 26.
(12) Archives d'Obernai, B. B. 9.
(13) Archives d'Obernai, B. B. 9.
(14) Curiosités d'Alsace, T. I, page 280.

exemptée des droits de protection dûs à ce seigneur comme Landvogt d'Alsace jusqu'au remboursement intégral des sommes empruntées aux Juifs de Bergheim [15].

Le 5 janvier suivant, Ferdinand, en sa qualité de régent du Haut-Rhin, confirma au duc de Ribeaupierre tous ses droits sur les Juifs de Bergheim [16].

A Roscheim, Rosenweiller et Bischeim, les Juifs endurèrent de tels déboires des populations, qu'en 1587 Rodolphe, Empereur d'Allemagne, écrivit aux autorités de ces contrées la lettre suivante : [17]

« *Nous Rodolphe II, etc... Chers sujets : A plusieurs reprises feu notre illustre père Ferdinand d'Autriche, nous raconta combien vous vous êtes montrés, en différentes occasions, rebelles au bailli de la Préfecture de Haguenau, ce qui arrivait surtout quand il vous demandait d'intervenir pour la bonne entente entre vos bourgeois et les Juifs de Bischeim, Rosenweiller et autres localités des environs. Comme les Juifs se sont plaints auprès du bailli en lui demandant aide et protection et qu'ils ont vu qu'ils ne pouvaient compter sur lui parce que son autorité était méconnue, ils ont cru bien faire en s'adressant à nous; aussi, ne pouvons-nous nous empêcher de vous prier d'éviter ces désordres. Nous vous ordonnons très sérieusement de vous abstenir de toutes ces mauvaises expressions qui, jusqu'à ce jour ont été si maladroitement lancées contre eux. Tâchez de vous conduire comme il sied à vos devoirs et à vos antécédents.*

« *Donné en notre Palais Royal, à Prague, le 4 juillet 1587.* »

Ces remontrances produisirent leur effet, et les Juifs purent vaquer à leurs affaires plus paisiblement, en ces localités.

En ce qui concerne les Juifs de Saverne, ils avaient été chassés de la ville après les massacres du XIVe siècle. Mais à l'approche des mercenaires de Mansfeld, au XVIe siècle, cer-

(15) Archives du Haut-Rhin, E. 2. 481.

(16) Arch. du Ht-Rhin E. 2.482 : Il est dit entre autres choses dans ce privilège :

1°) *Les Juifs de cette localité obéiront en tout au seigneur de Ribeaupierre; par contre, le Landvogt mettra ses soins à les faire bien recevoir par les bourgeois de Ribeauvillé et à leur faire payer tout ce qui leur est du.*

2°) *Si le débiteur est pauvre il aura deux termes pour se libérer. Mais s'il a fait une fausse déclaration, il sera obligé de payer tout de suite.*

3°) *En cas de discussion c'est la justice de Ribeauvillé qui entendra du litige.*

4°) *Les Juifs de Bergheim ne pourront prêter sur hypothèque ou céder leur créance à quelqu'un demeurant hors de la seigneurie de Ribeaupierre.*

En dehors de cela, ils garderont leurs anciens droits et privilèges. »

(17) Archives de Rosheim, A. A. 6.

tains Juifs qui s'étaient particulièrement distingués lors du siège, eurent la permission de se réfugier dans ses murs. On leur assigna comme demeure un emplacement de la ville moyenne qui s'appelle encore « Judenhof » [18], et formait une espèce de ghetto. La rue des Juifs actuelle y donne accès. Ces Juifs étaient assujettis à un droit de péage et de pontonage spécial, s'élevant à neuf florins par an [19].

Mulhouse fut beaucoup plus sévère; après avoir également chassé ses Juifs de son territoire au XIV[e] siècle, elle ne leur permit un séjour momentanné que pendant la Guerre de Trente ans, en 1622. Autrement, chacun payait trois batzés pour droits de passage, et devait descendre à l'auberge du Cerf [20].

Munster, encore plus rigoureuse, avait fait publier que tout bourgeois qui ferait des affaires avec des Juifs, serait condamné à huit jours de prison, chassé ensuite de la ville et de la vallée, et ne serait plus jamais accepté comme bourgeois [21].

Quant aux autres localités de la Haute-Alsace qui n'avaient pas pris de mesures particulières à propos de leurs Juifs, elles respectèrent le règlement général édicté à leur usage par Ferdinand, premier bailli de la Haute-Alsace, en 1547 [22].

1°) *Il ne peut y avoir qu'un ménage Juif par localité, c'est-à-dire mari, femme, enfants non mariés et domestiques.*

2°) *Nul ne peut héberger de Juif étranger plus d'un jour et de deux nuits, à moins d'une autorisation spéciale. En cas d'infraction, le coupable sera puni d'une amende de un florin.*

3°) *Les Juifs ne peuvent rien prêter sur immeubles. S'ils ne se soumettent pas à cet article de nos ordonnances, ils perdront leurs créances, et si alors ils citent leur débiteur devant un de nos juges, nous défendrons à ces magistrats de s'occuper de l'affaire.*

4°) *Si l'un d'eux veut marier un de ses enfants, il faut qu'il en demande l'autorisation. Si elle est accordée, il fera la noce chez lui, sans danser publiquement et sans inviter de chrétiens à y assister.*

5°) *Comme nous voulons qu'on reconnaisse un Juif et surtout qu'on le distingue du chrétien, nous leur enjoignons de porter des vêtements spécialement faits pour eux; tous, hommes et femmes, porteront en entrant dans les villes ou villages, une*

(18) Cour juive.
(19) Fischer, Etude sur l'Histoire des Juifs de l'évêché de Strasb., p. 27.
(20) Archives du Haut-Rhin, C. 358.
(21) Archives de Munster, A. A. 7.
(22) Archives de Strasbourg, 174, N° 27.

rouelle jaune attachée en un endroit visible sur leurs habits ou manteaux. En outre, les hommes porteront des casquettes, les femmes des tabliers.

6°) *Il leur est expressément défendu de passer un marché quel qu'il soit, dans une auberge.*

7°) *Ils ne devront prêter d'argent sur aucun objet en or ou en argent, ni sur un article de ménage.*

8°) *Si les femmes tiennent à prendre un bain, nous désirons qu'elles le prennent en cachette le plus tôt ou le plus tard possible.*

9°) *En considération du deuil que nous portons la semaine sainte pour notre église, nous voulons que les Juifs restent chez eux durant ces huit jours. Nous leur défendons sous les peines les plus sévères, de commencer une discussion religieuse avec un chrétien.*

Ce 28 mars 1547.

Signé : Ferdinand. ».

Pas plus que les règlements particuliers à chaque ville, ce règlement général n'était établi en faveur des Juifs. Bien au contraire il comportait plusieurs mesures restrictives, dans l'application desquelles le peuple puisait de nouveaux prétextes de persécutions.

*
**

Ainsi, dans tout le cours du XVI[e] siècle, la situation des Juifs d'Alsace alla en empirant. Il en fut ainsi jusqu'à la fin de la domination allemande.

Nous verrons si l'annexion de la Province à la France apporta une amélioration notable à la condition juridique et sociale des Juifs.

Chapitre VI.

Organisation interne et mœurs des Juifs d'Alsace, des origines au XVII[e] siècle.

Bien qu'élevés à la qualité de Serfs de la Chambre Impériale au XIII[e] siècle, les Juifs formaient un élément étranger sur le territoire. Ils avaient donc leurs usages et leur juridiction propre.

Pour défendre leurs intérêts, l'Empereur nommait un Advocatus Judoeorum, prévôt des Juifs.

Ce Prévôt, sorte d'Administrateur laïc, était entouré d'un Conseil de sept membres. Il avait la charge de l'Administration financière et répartissait les impôts entre les divers chefs de famille.

Les premiers prévôts furent choisis parmi les évêques ou archevêques, mais plus tard, ce fut aux Juifs qu'incomba ce soin; Susselin fut d'abord nommé, Israbel lui succéda en 1407.

Le plus illustre de tous fut, de 1503 à 1554, Joseph Joselman ou Joselin, de Rosheim [1]. Sa famille s'était réfugiée en Suisse à la suite des expulsions générales du XIV[e] siècle. Gerson Louhans, son père, échappé en 1471 à un massacre qui coûta la vie à ses trois frères, à Endingen, en Suisse, vint chercher asile à Obernai. Quand cette ville expulsa ses Juifs en 1476, il vint se fixer à Rosheim. C'est là que naquit son fils, Joseph Louhans, plus connu sous le nom de Joselman de Rosheim ou Joselin.

Encore enfant, il perdit son père, et vint avec sa mère à Haguenau, où il acquit des connaissances Tamuldiques assez étendues. Adulte, il s'adonna aux affaires.

En 1503, il fut nommé « *Parnos Oumanhig* », Président et dirigeant des Juifs du baillage de Haguenau, par l'Empereur Maximilien. Charles Quint le confirma dans ses fonctions. Peu rendirent aux Juifs des services aussi éminents.

D'une activité prodigieuse, il obtint souvent réparation d'in-

(1) Extraits du Journal de Joselin de Rosheim, Revue des Etudes Juives, T. XVI, 1888.

justices et octroi de privilèges. Il fut pendant plus d'un demi siècle, la providence des Juifs d'Alsace.

Sur son intervention, la ville de Colmar renonça à expulser ses Juifs en 1510. Grâce à ses efforts, la ville d'Obernai fut obligée de rendre aux Juifs de Rosheim l'autorisation de venir faire leurs affaires dans son enceinte, durant le jour, en 1520. Dix ans plus tard, il fit approuver par l'Empereur Charles-Quint, à Augsbourg une ordonnance générale favorable aux communautés juives d'Alsace et d'Allemagne [2].

Puis il voulut obtenir de Strasbourg qu'elle ouvrit de nouveau ses portes aux Juifs. A cet effet, il demanda au magistrat de Strasbourg de pouvoir venir séjourner en la ville quelques temps [3]. Il obtint cette autorisation le 22 juin 1534. Le Conseil lui exposa que nombre de Juifs allaient plaider devant d'autres juridictions que celles de Strasbourg, ce qui était inadmissible quand les défendeurs étaient des Strasbourgeois. Le prévôt promit d'y mettre ordre, et le 25 juin, envoya à toutes les communautés juives sous sa dépendance une ordonnance leur indiquant comment se conduire à l'avenir avec Strasbourg. Ce parchemin porte le sceau de Joselin; il représente une tête de taureau (symbole de Joseph), surmontée du mot hébraïque : Joseph [4].

A son retour, les autorités de Spire le poursuivirent pour s'être fait appelé et avoir signé : « *Regierer* », ce qui semblait faire croire qu'il avait quelque chose de commun avec le roi [5]. Son avocat, Christophe Hos plaida que le mot *Regierer* n'avait pas voulu prendre dans la bouche de son client une signification devant faire tort à la royauté, mais que le titre de « *Parnoss Oumanhig* », que tous les Juifs et le roi Maximilien avaient décerné à Joselin depuis trente ans, ne peut se traduire en bon allemand autrement que par ce mot. Malgré tout, Joselin fut condamné à ne plus utiliser cette dénomination, et à payer tous les frais du procès.

Dans cet intervalle, pour contenter Strasbourg, Joselin passa, le 18 juillet 1536, un traité avec les chefs de toutes les communautés juives de la Landvogtei de Haguenau, qui avaient l'habitude de faire des affaires à Strasbourg. Par ce traité, les Juifs s'engageaient à ne plus citer les Strasbourgeois devant des Cours étrangères.

L'activité du prévôt ne se ralentit guère au cours des années qui suivirent; en 1541, il dut défendre les Juifs contre les accusations qu'on leur portait d'employer du sang chrétien pour cer-

(2) Archives d'Obernai, B. B. 12.
(3) Archives de Strasbourg, L. 174, N° 43.
(4) Archives de Strasbourg, L. 174, N° 21.
(5) Anciennes archives de Wetzlar, F. 2.615, à Strasbourg, N° 31.

taines de leurs cérémonies religieuses. Charles-Quint, sous l'influence de Joselin, fut persuadé qu'il s'agissait d'une affreuse invention des persécuteurs des Juifs, et donna au prévôt un privilège confirmant toutes les libertés antérieures, et protestant contre cette accusation de meurtre rituel [6].

Joselin mourut vers 1554, âgé de 73 ans. A sa mort, la prévôté du Bas-Rhin fut remise aux mains de Lazarus de Surbourg, et celle du Haut-Rhin à David. Ces prévôtés restèrent ainsi en plusieurs mains jusqu'à la Révolution française.

*
**

Lorsque survenaient certaines contestations entre Juifs en matière religieuse, civile ou de police, c'est le Rabbin qui exerçait les fonctions de Juge. Tous les procès civils et différends d'ordre commercial lui étaient soumis.

Ses sentences, pour avoir la force exécutoire devaient être revêtues du « *pareatis* » des juges ordinaires; en cas de refus, l'exequatur était donné par le Conseil souverain d'Alsace [7]. Les Juifs avaient d'ailleurs la faculté de soumettre leurs litiges aux tribunaux de droit commun. En aucune façon, le rabbin n'était compétent, s'agissant de procès entre Juif et Chrétien. Son pouvoir ne s'étendait qu'au sein de la Communauté juive, où il apparaissait très réel, car, plus que le prévôt, il en était le chef religieux et le conseiller social. Lui seul avait la compétence pour fixer le droit juif, aux prescriptions duquel les fidèles devaient se plier.

Enfin, le Rabbin jouait le rôle de notaire vis-à-vis des Juifs d'Alsace. Sa principale activité consistait dans la rédaction des contrats de mariage, car il était bien rare que deux Juifs, même dénués de toute ressource, se mariassent sans contrat.

(6) *Le 25 février 1544, il ajouta :*

« La nation juive nous fait encore représenter comme à plusieurs reprises ses ennemis l'accusent d'avoir, en certaines occasions, besoin de sang chrétien, que par suite, elle a de mauvais traitements à subir, sans qu'on ait une seule preuve de ces fausses imputations et qu'on ajoute simplement foi aux dires de gens envieux.

« Cependant il faut prendre en considération les explications qu'ont données à ce sujet les papes, nos saints pères, qui ont défendu qu'on y ajoute foi. En outre, nous tenons compte des décrets qu'a lancés dans le même but l'Empereur Frédéric, d'heureuse mémoire, en se basant sur les déclarations papales, et en recommandant sévèrement à toutes les villes et à tous les villages de l'Empire de ne pas permettre qu'on prît ces inventions au sérieux. De plus il a demandé, comme chef suprême de la nation juive de connaître seul de ses calomnies. Pour toutes ces causes, nous défendons à notre tour qu'on y croie. » (Archives du Bas-Rhin, C. 78).

(7) BEDARRIDE, Les Juifs en France, en Italie et en Espagne, Paris 1867, page 379.

*
**

Dans quel sens les Juifs exercèrent-ils leur activité, et comment, au milieu de persécutions et de tourments incessants, leur fut-il possible de continuer à subsister ?

Ne jouissant pas du droit de cité, l'entrée dans les professions libérales et dans les fonctions publiques leur était fermée.

Malgré leurs aptitudes naturelles pour l'agriculture, ils ne pouvaient pas davantage s'y adonner. En effet, si le peuple juif semble être par excellence le peuple du commerce, ce n'est qu'une apparence. Il vécut du commerce, contraint par la nécessité, parce que les autres professions lui étaient interdites, et non par goût. En tenant compte de l'Histoire, c'est-à-dire de la situation politique des Juifs en tous temps, on aperçoit qu'ils furent obligés de s'habituer au commerce, ne pouvant être ni agriculteurs, ni artisans, ni fonctionnaires.

Mais si l'on parcourt la Bible, on n'y rencontre qu'une législation rurale, dans laquelle le commerce ne jouait aucun rôle; toutes les fêtes, Pâques, la Pentecôte, etc., ont un caractère agricole. Les impôts prélevés pour subvenir aux besoins de la population pauvre étaient la dîme du blé et du bétail. La race juive n'a donc pas eu de disposition particulière pour le commerce; elle ne s'est même pas occupée de navigation, bien que la Palestine fût située sur la mer. Mais contraints par les circonstances de s'adonner au commerce, les Juifs y ont acquis toutes les qualités du bon commerçant. De plus étant à tout moment exposés à une expulsion, devant poursuivre la marche du Juif errant, leur situation facilitait les relations internationales et interprovinciales, favorables au commerce.

Les premiers Juifs venus en Alsace étaient des marchands qui suivaient l'armée romaine; ils s'établirent dans les villes qui bordent le Rhin, et vendirent les produits importés des pays méditerranéens. Certains s'adonnèrent à l'agriculture, mais au fur et à mesure que la puissance de l'Eglise romaine s'accrut, les Juifs furent successivement éliminés des différentes branches de l'activité économique, et l'acquisition des terres leur fut même interdite. Déjà, en 1322, la municipalité de Strasbourg interdit à tout Juif l'acquisition d'une maison ou d'une terre [8].

Plusieurs conciles avaient signalé l'indignité qu'il y avait pour des chrétiens à se mettre au service des Juifs, entre autres le Concile de Bâle de 1431. Il leur était donc impossible, dans ces conditions, de devenir agriculteurs, et c'est pourquoi les Juifs abandonnèrent entièrement cette branche de la vie éco-

(8) Archives de Strasbourg, U. B., page 168, A. A. 2.389.

nomique. D'ailleurs l'agriculture exige des forces physiques que des hommes enfermés pendant des siècles dans des ghettos, ne sont pas toujours à même de fournir. Et le travail de la terre exige avant tout, un grand amour et un attachement à cette terre, que les Juifs ne pouvaient ressentir, ayant souffert de tant de persécutions et de vexations dans les régions qu'ils habitaient.

Au fur et à mesure que leur nombre se multipliait, ils s'occupèrent également des échanges entre la campagne et la ville, branche de commerce qu'ils pratiquent encore de nos jours. Enfin, le fait que tous les Juifs devaient trouver leur subsistance dans le commerce renforçait la concurrence entre eux, ce qui provoquait une recrudescence des qualités commerciales déjà existantes en eux.

Leur nombre était particulièrement élevé parmi les tailleurs, genre d'activité ayant eu de tout temps leurs préférences, et parmi les bouchers, ce qui s'explique par les prescriptions alimentaires de la religion juive. Un grand nombre s'adonnait au commerce des chevaux.

*
**

En ce qui concerne leurs mœurs, elles étaient douces et paisibles; considérés comme des étrangers exclus de toute fonction publique et de toutes les formes de la vie morale et intellectuelle, les Juifs furent, par la force des choses, obligés de se replier sur leurs familles. La vie de famille juive était extrêmement organisée, et contenait des forces conservatrices énergiques. Ce caractère s'explique par des causes historiques, encore renforcé par des causes religieuses, la création et le maintien de la famille étant, pour le judaïsme, des devoirs de toute première importance.

Sans doute, cette cohésion du groupement et sa solidarité constante les aidèrent-elles à surmonter toutes les épreuves dont ils étaient assaillis, et leur permettaient-elles, chassé d'un endroit, de se regrouper dans un autre.

Pendant toute cette période, aucune restriction ne fut apportée dans leur vie de famille. Ils avaient le droit de se marier entre eux librement devant leur Rabbin, sous réserves des instructions renfermées dans l'ordonnance de 1547 et les autorités ne se souciaient pas encore d'empêcher l'accroissement de la population juive par l'interdiction partielle du mariage. Ces mesures ne furent envisagées qu'au XVIII[e] siècle seulement.

Les actes de naissance, mariage, décès devaient être dressés

par les juges du lieu admis à recevoir des déclarations relatives aux actes de l'état civil des Juifs. Ces actes étaient portés sur deux registres cotés et paraphés, dont l'un restait entre les mains du juge, et l'autre était déposé au greffe du Conseil souverain d'Alsace, pour être mis à la disposition du public, le cas échéant.

Les Juifs jouirent rarement de la liberté de conscience et du culte, pendant tout le cours de la domination allemande, puisque chaque pogrom était suivi du pillage en règle et de la confiscation de leurs synagogues.

A ce seul point de vue, l'annexion de l'Alsace à la France leur apporta un soulagement, car ils purent à peu près librement se livrer à l'exercice de leur culte, tandis que les autres libertés dont ils avaient été privés jusque là, continuèrent à leur être refusées.

DEUXIEME PARTIE

LES JUIFS D'ALSACE APRES L'ANNEXION

« La vraie question est de savoir si les Juifs sont des hommes; ces malheureux sont punis par la Société pour des torts que la Société elle-même a rendus nécessaires parce qu'à force d'oppression et de mépris on les a réduits à chercher un refuge dans la fraude et une vengeance dans l'usure. »

Pierre-Louis LACRETELLE, 1767.

Chapitre Premier

Situation générale des Juifs d'Alsace au lendemain de l'annexion.

Jusqu'à l'annexion de l'Alsace à la France, les Juifs, nous l'avons vu, tout en étant soumis à l'autorité de l'Empereur d'Allemagne, ne dépendaient pas directement du souverain, mais des seigneurs et des villes qui s'étaient réservé le droit de les recevoir ou de les expulser. L'empereur n'intervenait que lorsqu'il le jugeait nécessaire, et ses décisions s'imposaient alors aux seigneurs et aux Municipalités.

Après l'annexion, les Juifs très nombreux dans la province, dépendirent du roi de France qui réglementa de très près leur condition, en chargeant le Gouverneur d'Alsace du soin de le représenter.

Mais l'effet de l'annexion ne fut pas de mettre tout le pays sous l'entière souveraineté de Louis XIV. Le traité de Westphalie ne donnait à la France que les parties du haut et du bas-Rhin connues sous le nom de « l'ancienne domination », avec les dix villes impériales qui dépendaient autrefois de la Maison d'Autriche : Colmar, Haguenau, Kaisersberg, Landau, Munster, Obernai, Rosheim, Selestadt, Turkheim et Wissembourg.

Les villes principales autrefois indépendantes et les seigneurs immédiats de l'Empire conservèrent leurs anciennes prérogatives. Les Juifs de ces contrées étaient considérés comme des étrangers par le Gouverneur d'Alsace qui, en 1652 institua à leur effet un péage individuel, sorte de taxe de séjour payable hebdomadairement par eux lorsqu'ils traversaient quelque ville de l'Alsace française. Voici les termes de cette ordonnance [1] :

« Tous les Juifs étrangers ou qui ne seraient pas sous la haute protection du roi devront payer pour chaque semaine passée en Alsace, un droit corporel de quarante sols par homme à cheval et de vingt sols par homme à pied.

En 1654, une loi assimila aux Juifs étrangers les Juifs alsa-

(1) Archives du Haut-Rhin, D. 1220.

ciens qui s'absentaient momentanément d'Alsace. Ils devaient donc, à leur retour, payer la taxe.

En 1671, les autorités françaises apprirent que même dans les parties du Haut-Rhin rattachées à la France, les seigneurs exigeaient de leurs Juifs une sorte de taille qui aurait dû revenir de droit au roi, et voulurent s'y opposer. Les seigneurs, de leur côté protestèrent, alléguant qu'ils en avaient toujours joui sous la domination de la maison d'Autriche, et que les Juifs de la régence d'Ensisheim avaient autrefois payé dix florins 1/2 par famille pour le droit de protection en dehors de ce que les seigneurs devaient lever.

Aussi, l'Intendant Poncet de la Rivière, pour mettre fin à ces conflits, publia-t-il, le 19 août 1672 une ordonnance édictant que les Juifs payeraient dorénavant aux fêtes de Noël, au fermier du domaine une taxe royale de dix florins 1/2 au titre de droit de protection, et une taxe seigneuriale de dix florins au titre de droit d'habitation [2].

Non contentes de faire payer ces diverses taxes aux Juifs français d'Alsace, les autorités exigèrent d'eux le paiement du péage corporel institué au début pour les Juifs étrangers.

Les Juifs français ne manquèrent pas de protester, en invoquant que le péage corporel faisait double emploi avec les taxes seigneuriale et royale auxquelles ils étaient assujettis, alors qu'ils en devaient être légalement exempts. Le fermier, au contraire, prétendait que le paiement de ces vingt florins 1/2 ne leur donnait droit qu'à la liberté de rester dans le pays, et non d'en sortir, qu'il était donc légitime de lever sur eux le péage corporel pour leur permettre de quitter la province.

Ce différend fut tranché le 2 mars 1674 par l'Intendant de la Grange qui donna gain de cause aux Juifs [3], et cette décision fut confirmée le 24 août 1681 [4], de sorte qu'à partir de ce jour, les Juifs des villes de l'« Ancienne Domination » furent exempts du droit corporel, tandis qu'il fut maintenu en vigueur pour tous leur coreligionnaires du reste de l'Alsace, qui ne vivaient pas sous l'empire des lois françaises.

*
**

Louis XIV compléta sa conquête de l'Alsace en 1678, et ne devint maître de la ville libre de Strasbourg qu'en 1681.

(2) Ordonnances d'Alsace, Tome I, page 41.
(3) Ordonnances d'Alsace, Tome I, page 47.
(4) Ordonnances d'Alsace, Tome I, page 102.

A partir de cette époque une ère de détente commença pour les Juifs.

Ceux-ci, après qu'ils eurent réglé l'importante question des taxes, cherchèrent petit à petit, à se réinstaller dans les localités qui les avaient primitivement chassés. En 1689, on pouvait recenser 587 familles juives répandues sur le territoire d'Alsace [5]. Tous ces Juifs étaient traités différemment, selon les lieux où ils se trouvaient. Les seigneurs et les cités avaient commencé à lever des impôts spéciaux pour les droits de protection et les exemptions de corvées, car la capitulation de 1648 conservait aux villes leurs privilèges, et les laissait libres d'admettre les Juifs ou de les tenir à l'écart. Bien entendu, celles qui les toléraient faisaient payer cher leur protection.

Ribeauvillé, pour les accepter, exigea le paiement annuel de vingt florins à titre de droit de protection. Ceux qui purent venir ensuite durent verser deux cents livres comme droit d'admission [6].

Guebviller exigea seize florins pour ceux qui avaient une maison, et neuf florins 1/2 pour les pauvres.

Certaines villes longtemps intraitables, comme Wissembourg, Lautenbourg et Ensisheim, consentirent à en accueillir quelques-uns, mais entourèrent de nombreuses restrictions le droit pour les Juifs de se livrer au commerce.

(5) Fischer, De statu judœorum, page 94.
(6) Archives du Haut-Rhin, E. 1625.
(7) Archives du Haut-Rhin, C. 1410.

Chapitre II.

Attitude de Strasbourg envers les Juifs jusqu'à la fin de l'ancien Régime.

Depuis le XIV[e] siècle, les Juifs avaient le droit de séjourner dans les terres de l'évêché de Strasbourg, mais la résidence dans la ville même leur était interdite. Ils avaient simplement le droit de pénétrer dans la ville pendant le jour, pour vaquer à leurs occupations et moyennant le paiement d'une taxe spéciale.

Peu après le rattachement de Strasbourg à la France, en 1681, les Juifs de l'évêché s'adressèrent au nouvel évêque Guillaume Egon de Furstemberg pour obtenir certaines prérogatives. Celui-ci leur fit parvenir le privilège suivant : [1]

« *Nous, Guillaume Egon, évêque de Strasbourg, faisons savoir qu'après notre entrée au pouvoir, les Juifs résidant en nos dépendances nous ont fait parvenir une supplique nous priant de leur continuer la protection dont ils avaient joui jusqu'à ce jour sous notre frère l'évêque notre prédecesseur. Pour certaines raisons nous avons exaucé leurs prières et prenons tous les Juifs (à l'exception de ceux de Marmoutiers), sous notre haute protection. Mais ceci seul est accordé aux Juifs établis à ce jour chez nous. Tandis que ceux qui voudront venir dorénavant dans nos possessions, seront obligés d'en faire la demande à notre grâce princière.*

« *Et pour que personne n'en ignore, nous leur faisons parvenir ce certificat. Ils feront bien aussi de nous envoyer leurs privilèges, lettres de protection et ordonnances les concernant pour que nous les leur confirmions et les ratifiions au moyen de notre sceau* ».

Signé à Paris, le 26 août 1682.
Guillaume Egon.

Dix ans plus tard, quand après la mort de son grand écuyer,

(1) Archives du Bas-Rhin, G. 491.

le baron de Lerchenfeld, l'évêque nomma à cette fonction le chevalier d'Hauteville, il fit encore parvenir la lettre suivante à ses Juifs : [2]

« *Les Juifs qui sont sous la protection de l'évêché de Strasbourg sont obligés par les droits de coutume, de donner toutes les années un beau cheval de scelle au grand escuyer de l'Evesque et prince qui règne dans ce temps là; mais comme ils ont payé à chaque année le cheval à cinquante escus au feu grand escuyer le baron de Lerechenfeld, l'on leur ordonne de continuer le payement de cinquante escus à son successeur le chevalier d'Hauteville qu'il sera obligé de les recevoir pour le cheval et nous rendre compte du depuis quand ils ont manquer de les payer; ainsi les dits Juifs ne doivent plus être en défaut de payer ce droit.* »

Donné à Berny, ce 30 septembre 1692.

Wilhelm Egon.

En 1700, l'évêque renouvela à ses Juifs ses conditions dans l'ordonnance suivante [3] qui s'inspirait beaucoup du règlement général de 1547 :

« *Article 1er :*

Tous les Juifs qui à l'heure qu'il est se trouvent dans nos villes, villages et bourgs, peuvent y rester et y demeurer sous notre protection; seulement il faut que le Rabbin nous en dresse immédiatement une liste afin que nous puissions octroyer à chacun une nouvelle patente qui est indispensable. Il est défendu à un Juif de changer de résidence sans notre permission, pas même pour aller dans un endroit déjà habité par des Juifs.

« *Article 2 :*

Les enfants pourront résider chez leurs parents aussi longtemps qu'ils resteront célibataires. Ils ne sauront se marier sans une autorisation expresse de notre part. Celle-ci sera encore nécessaire pour leur établissement dans quelqu'une des localités de notre diocèse. En cas d'infraction, ils seront punis d'une amende de cinq florins; les Juifs profitant des privilèges ci-dessus, ne pourront héberger un de leurs coreligionnaires étrangers plus de deux jours et deux nuits s'ils ne veulent subir une amende de un florin par jour et par Juif logé.

« *Article 3 :*

Ils ne sauront avoir de synagogue publique; les parents devront donner l'instruction à leurs enfants chez eux; ils ne

(2) Archives du Bas-Rhin, G. 491.
(3) Archives de Strasbourg, L. 3, C. 66.

feront pas de bruit dans leurs maisons afin que les chrétiens n'aient pas à s'en plaindre. Ils ne pourront rien vendre les dimanches et jours de fêtes pendant le service, et ne devront pas attendre le monde devant l'Eglise pour offrir un cheval ou autre chose en vente. En cas d'infraction à cette loi, la marchandise quelle quelle soit, sera confisquée. Il ne leur est pas permis, non plus, de se rendre les dimanches dans un village chrétien. Ils se laisseront voir le moins possible pendant la semaine sainte. Enfin, lorsqu'arrivera leur fête des Tabernacles, ils feront leur tente dans l'intérieur de leurs maisons.

Article 4 :

Ils ne pourront pas danser à leurs noces sans autorisation. S'ils permettent à un chrétien d'assister à un de leurs mariages ou d'y danser, ils seront passibles d'une amende d'un florin.

Article 5 :

S'ils ont un enfant à circoncire, ils doivent faire l'opération chez eux et ne pas inviter de chrétiens à la cérémonie.

Article 6 :

Les femmes juives qui veulent prendre un bain doivent y aller aussi tôt ou aussi tard que possible.

Article 7 :

Il est défendu aux Juifs de jouer avec un chrétien ou de l'inviter à un festin sous peine de 5 livres d'amende.

Article 8 :

Les Juifs ne devront pas entamer avec les chrétiens de discussion religieuse.

Article 9 :

Nous leur défendons d'employer un chrétien pour le faire travailler les dimanches et jours fériés, sous peine d'une amende de trois livres. Le chrétien sera puni par les autorités selon leur idée.

Article 10 :

Les Juifs ne sauront acquérir de propriété d'aucune nature. Avec une permission, chacun pourra s'acheter une petite maison pour son propre usage; cependant, si un de leurs créanciers fait faillite, ils peuvent, pour se couvrir, acheter des immeubles de ce dernier.

Seulement, ils ne les garderont qu'un an, et dans l'intervalle, ils les revendront à un prix convenable. Ce marché ne sera pas fait en secret, sinon les autorités auront le droit d'infliger une punition.

Article 11 :

Les Juifs ne devront pas prêter d'argent sur biens, sinon ils

risquent de perdre leur dette. Toutefois, si un de leurs débiteurs devenait insolvable, ils pourraient être autorisés, cum causæ cognitione, *à saisir, mais à la condition de revendre dans l'année à un prix pas trop élevé.*

Article 12 :

Si, en cas de besoin, un chrétien veut emprunter de l'argent, le Juif ne pourra prendre du florin qu'un heller par semaine. L'emprunt ne dépassera pas trente florins et devra être rendu honnêtement. Si le chrétien veut en emprunter plus, il faudra la permission de l'amtsmann, qui est prié de ne pas la donner trop facilement.

Article 13 :

Les Juifs ne compteront pas les intérêts composés; il leur est défendu de céder une de leurs créances.

Article 14 :

Ils ne prêteront pas sur gages, car cela pousserait certains individus à voler et à emprunter de l'argent là-dessus à un prix dérisoire sans jamais venir reprendre le gage; si malgré cela, le Juif prête sur gage, il ne pourra jamais le vendre, même si le terme est expiré.

Article 15 :

Si un Juif vend à crédit, il ne pourra compter d'intérêts qu'à partir du jour où la créance aura été échue. S'il n'a pas été stipulé de date pour l'échéance, les intérêts pourront être comptés après les premiers six mois.

Article 16 :

Si un Juif a une créance à recouvrer, un chrétien ne doit pas s'en mêler. Pour cela, il y a la justice et l'appel.

Article 17 :

Si les Juifs ont des prétentions contre un de nos administrés ils ne devront pas les citer devant une justice étrangère.

Article 18 :

Les Juifs ne pourront colporter de culottes neuves ni autre marchandise de ce genre n'ayant jamais servi.

Article 19 :

Ils viendront tous les ans à Saverne pour y payer leur droit de protection. Nous aurons toujours la faculté d'augmenter ces droits, ainsi que ceux qui viendront après nous.

Article 20 :

En observant les articles ci-dessus énoncés, exactement, les Juifs pourront rester dans notre évêché, sous notre haute protection.

Fait à Saverne au lieu de notre résidence, le 12 novembre 1700.

*
**

En ce qui concerne la ville de Strasbourg proprement dite, même après son incorporation à la nation française, ses sentiments à l'égard des Juifs demeurèrent inchangés : elle s'obstinait à refuser de les recevoir.

Pourtant, exceptionnellement, en 1684, elle accepta un Juif de Metz avec son domestique, afin qu'il donnât des leçons d'échec aux Strasbourgeois. Il y resta quinze jours sans rien payer, mais avec interdiction de s'adonner en même temps au commerce [4].

Au début du XVIII[e] siècle, la guerre éclata de nouveau, occasionnant des troubles graves en Alsace; quelques familles juives de Westhoffen obtinrent l'autorisation de se retirer momentanément à Strasbourg, aux conditions restrictives suivantes : [5]

Article 1 :

Cette permission ne doit pas tirer à conséquence pour faire croire à d'autres Juifs qu'ils n'ont qu'à se présenter pour être admis.

Article 2 :

Ils devront, autant que possible, chercher à se procurer des logements communs dans des auberges.

Article 3 :

Ils ne pourront pas avoir de synagogues publiques.

Article 4 :

Ils leur est défendu d'héberger d'autres Juifs.

Article 5 :

Ils ne sauront faire que le commerce de chevaux.

Article 6 :

Leurs femmes et enfants devront sortir le moins possible.

Article 7 :

Cette permission leur est accordée pour une durée de deux mois; elle pourra être prolongée si le danger continue.

Article 8 :

Ils seront obligés d'avoir toujours à la disposition des autorités pour le service de Sa Majesté, de bons chevaux et des voitures.

(4) Archives de Strasbourg, XXI, page 137.
(5) Archives de Strasbourg, L. 174, n° 39.

Article 9 :

S'ils tuent des bœufs pour leur usage, ils ne pourront vendre le quartier de derrière. Ils le livreront à l'hôpital ou à l'orphelinat où ils recevront six pfennings de la livre, mais alors il faut que cela soit de la bonne viande de bœuf, car pour la vache ils ne toucheront pas ce prix.

Article 10 :

Toute contravention est punie d'une amende de cent livres. Les Juifs signent les présentes et reconnaissent que c'est une grâce spéciale qu'on leur accorde et que le magistrat peut retirer à volonté. »

Ils restèrent douze ans à Strasbourg, et pendant ce temps l'un d'eux, Baruch Weyl commença la banque; en 1709 il eut l'occasion d'avancer au Directoire de la Noblesse de la Basse Alsace 15.064 florins pour lui permettre de payer les contributions allemandes [6].

Une autre exception fut faite en faveur de Salomon Bloch, d'Obernai, l'année 1725; il put, en sa qualité de fournisseur de la monnaie de Strasbourg, entrer dans la ville et en sortir librement, à son gré. Mais pour obtenir cette autorisation, il dut d'abord adresser à l'Intendant la pétition suivante : [7]

« *A Monseigneur de Harlay, Intendant de Justice, Police et Finances, à Strasbourg :*

« *Supplie très humblement Salomon Bloch, Juif, Changeur pour le Roy à Oberehnheim, disant; qu'en conséquence des differens édits et déclarations du Roy émanés à l'égard des monnayes et changes du royaume il se serait toujours porté à s'acquitter de son office de changeur avec toute la fidélité et l'exactitude possible de manière que depuis plus de trente ans il l'a exercé librement en apportant des espèces à réformer et de la pierre de vin pour le blanchiment à la monnaye de cette ville.*

« *Et comme ledit suppliant n'a souvent pour tout profit sur les espèces qu'il apporte que ce que les péagers exigent de lui, qu'il a fait des pertes considérables en portant de vieilles espèces à la monnaye sans avoir été payé par des augmentations qui sont survenues que le dit sixième jour du courant il n'a reçu en payement de trois cents marcs qu'un billet, n'y ayant point d'argent comptant, ce qui l'obligera de se rendre en cette ville pour en toucher le payement, de sorte qu'on exigera une*

(6) Archives du Bas-Rhin, E. 1340.
(7) Archives de Strasbourg, A. A. 50.

deuxième fois le droit d'entrée, il est obligé de présenter sa très humble requête à votre Grandeur.

« Ce considéré, Monsieur, vu les pièces et certificats ci-joints, et ayant égard à l'exposé, il plaise à votre Grandeur ordonner que le suppliant en sa qualité de changeur pour le Roy à Oberehneim jouir de la franchise et exemption du péage des Juifs, toutes les fois qu'il apportera des espèces d'or et d'argent en la monnoye de cette ville, et ce, sur le certificat des directeurs et officiers de ladite monnoye, en conséquence faire deffense aux péagers de rien exiger de lui à peine de concussion et de restitution du quadruple et tous dépens, dommages et intérêts, et ferés justice. » [8]

Salomon Bloch.

Le 15 mai 1743 ce fut Moyse Blin, fournisseur de l'armée, qui à son tour présenta aux autorités de Strasbourg une lettre de recommandation émanant du Comte d'Argenson, pour se faire agréer dans la ville [9].

Cette lettre disait « que l'intention du Roy étaient que pendant que ses armées seraient en Allemagne et sans tirer à conséquence pour l'avenir, le magistrat se relâchat de la rigueur de ses règlements en faveur dudit Moyse Blin, de ses associés et correspondants sur la réquisition qu'ils en feraient en la forme ordinaire, à condition que les traités qu'ils passeraient et les obligations qui seraient faites en sa faveur seraient enregistrés en la Chambre des Contracts de la ville. »

Grâce à cette haute intervention, Strasbourg permit à Moyse Blin d'établir un bureau à l'auberge « *Zum Thiergarten* », avec ses associés et employés, mais sous les conditions suivantes : [10].

1°) *Il n'emmenera avec lui ni femme ni enfants et n'établira pas de synagogue en ville.*

2°) *Cette permission ne tirera pas à conséquence pour l'avenir et ne pourra dans tous les cas, durer que jusqu'à la fin de ses fournitures à l'armée du Rhin.*

3°) *Il sera obligé de présenter une liste de tous ses employés et associés, afin que ceux-ci seuls, reçoivent le droit de traiter à Strasbourg et dans les villages de la dépendance.*

(8) *Au bas de la requête, l'Intendant avait ajouté ces mots : « Je prie Monsieur le Préteur royal de donner ses ordres pour faire jouir le suppliant de la franchise du droit de sortie de la ville ainsy qu'il en a jouy par le passé, attendu sa qualité de changeur.*
Fait à Strasbourg, le 11 aoust 1725 de Harlay.
(9) Archives de Strasbourg, XIII, page 251.
(10) Archives de Strasbourg, XIII, page 251.

4°) *Toutes ces personnes ne pourront traiter que pour les articles servant à la fourniture de l'armée.* »

Moyse Blin s'engagea à respecter ces conditions et vint s'établir à Strasbourg avec ses associés, où il resta jusqu'au traité de paix d'Aix-la-Chapelle.

Fort de ce précédent, un autre Juif, Raphaël Lévy associé à un banquier chrétien de Strasbourg, Jean Dietrick, et fournisseur de l'armée du roi, entreprit toutes les démarches possibles pour obtenir l'autorisation de demeurer en ville tant que ce marché de fourniture ne serait pas achevé. Malgré tous ses efforts, il ne put arriver à ses fins [11].

En 1767, commença entre le Juif Cerfbeer et les autorités de Strasbourg, une série de pourparlers sur les possibilités d'admission de ce Juif dans la ville. La discussion dura plus d'un an, et se termina à l'entière satisfaction de Cerfbeer, grâce à la haute protection que lui accordait le duc de Choiseul, et l'habileté avec laquelle il défendit sa cause.

En effet, lorsqu'il pria le magistrat de lui permettre le séjour à Strasbourg, il ajouta et précisa « que le domicile qu'il demandait n'était que momentané, car il conservait sa maison à Bischeim pour y retourner après l'hyver » [12].

En même temps le duc de Choiseul le recommanda au magistrat de Strasbourg, mais celui-ci exposa au ministre « que l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 octobre précédent, par lequel le roy venait de confirmer contradictoirement ses statuts et règlements concernant les Juifs, paraissait s'opposer à la demande du Juif. Que d'ailleurs, Cerfbeer étant Prévôt de sa nation, son séjour dans la ville y attirerait des essaims de Juifs et surtout des mendiants dont la présence fournirait une occasion de multiplier les vols, par la facilité de se procurer des recéleurs. »

Cerfbeer ne se tint pas pour battu, et obtint du Duc de Choiseul une nouvelle intervention auprès des autorités de la ville; celle-ci demeura sans résultat. Désireux d'en finir une fois pour toutes, le Duc écrivit alors au Magistrat qu'il n'avait rien à risquer en acceptant Cerfbeer pour quelques mois, parce que lui, Duc de Choiseul, se portait personnellement garant pour ce Juif. Cette lettre, plus vigoureuse que les précédentes, produisit son effet, et Cerfbeer reçut l'autorisation de louer une maison en ville pour y demeurer l'hiver et y laisser ses objets précieux l'été. Voici cependant à quelles conditions : [13]

(11) Mémoires de M. de KLINGLIN, prêteur royal de la ville de Strasbourg. Grenoble 1753, pages 229 et suiv.
(12) Archives de Strasbourg, Tome 39, page 327.
(13) Archives de Strasbourg, XIII, p. 28.

1°) *S'il tue des bestiaux pour sa famille, il faut qu'il vende la viande dont il n'aura pas besoin aux bouchers de la ville, à bas prix, et qu'il paye les droits d'entrée pour toutes les victuailles.*

2°) *Il ne donnera de retraite à aucun Juif étranger; il ne prendra aucun effet en dépôt, et ne tiendra pas de synagogue.*

Cette permission se prolongea plusieurs années, et pendant la famine de 1770-1771, Cerfbeer eut l'occasion de rendre tant de services au peuple, qu'en 1775 le roi lui donna des lettres de naturalité, et qu'il put alors rester à Strasbourg ainsi que toute sa famille.

*
**

Toutes ces acceptations de Juifs avaient un caractère absolument personnel, car le principe général auquel Strasbourg resta fidèle jusqu'à la Révolution, fut le refus persistant d'ouvrir ses portes aux Juifs. Afin d'affirmer ce principe et de remettre en mémoire les anciennes lois auxquelles elle entendait ne pas déroger, la Municipalité fit afficher le 15 janvier 1700 l'ordonnance suivante : [14]

« *Nous statuons et ordonnons à nouveau, comme il a déjà été statué depuis un temps immémorable, et comme nous le voulons pour l'éternité, qu'aucun Juif ou Juive ne puisse s'établir dans la ville ou une de ses dépendances dans la banlieue, par l'achat ou la location d'une maison, encore moins chercher à obtenir des droits de bourgeoisie et de protection.*

« *En outre, nous défendons à nos bourgeois de faire avec un Juif quelque trafic que cela soit, ni directement ni indirectement ni en ville ni à dix milles à la ronde, si ce n'est quand il s'agit de victuailles ou de vêtements pour leur usage et de chevaux, suivant le décret de 1375 sous peine d'amende de cinquante livres.* »

Comme avant l'annexion, tout Juif qui arrivait en ville devait se faire délivrer par le fermier un reçu du droit d'entrée, puis il se présentait chez l'Ammeister pour faire viser le certificat lui permettant de trafiquer dans la ville. De là, il allait chez les gardiens de la cathédrale pour se faire accompagner [15].

Quelques Juifs, dans l'espoir que la ville se relâcherait un peu de la rigueur du décret de 1661 interdisant aux Strasbour-

(14) Archives de Strasbourg, Livre des Ordonnances de Police, T. 35, p. 32.
(15) Archives de Strasbourg, XIII, p. 63 à 90.

geois de traiter avec eux, prirent la liberté de passer outre à cette ordonnance. La ville interdit alors complètement aux Juifs l'entrée dans ses murs, et les parties contractantes en appelèrent à la Cour de Colmar qui, le 20 mars 1754 leur donna gain de cause contre la Municipalité, en ratifiant les contrats passés entre elles. Strasbourg, mécontente, réclama auprès du Roi, contre ce jugement. Celui-ci le 18 juin 1757 cassa l'arrêt de la Cour de Colmar, et confirma le décret de 1661 [16].

Cependant, le temps apaisait un peu les esprits, et le Magistrat de Strasbourg lui-même en convint en 1765, « *lorsqu'ayant considéré que dans la révolution de plus d'un siècle, c'est-à-dire depuis l'année 1661, époque du dernier statut, les tems et bien des circonstances ont changé et qu'il serait aujourd'hui avantageux au service du Roy, et nécessaire à divers corps de bourgeois d'interpréter et d'adoucir en quelques points ces deux statuts* » [17], il se décida, après avoir mûrement pesé tous les motifs qui pouvaient être allégués au nom de l'utilité générale et particulière, à statuer ce qui suit : [18]

1°) *Que désormais, il soit permis aux Juifs pour l'avantage du commerce, de prêter et avancer aux négociants de l'argent contre leurs lettres de change, moyennant les intérêts ordinaires.*

2°) *Qu'ils soient libres de négocier avec les banquiers des affaires de change, soit à crédit, soit contre argent comptant.*

3°) *Que les joailliers et orfèvres ayent la faculté d'acheter des Juifs des bijoux et pierreries, or et argent, soit à crédit, soit au comptant.*

4°) *Que les bouchers puissent aussi, mais seulement en temps de guerre, emprunter de l'argent des Juifs pour la facilité de leur trafic, et acheter d'eux des bestiaux contre billets ou lettres de change moyennant l'intérêt ordinaire et usité. Mais tous les autres articles des statuts de 1375 et 1661 seront strictement observés.* »

Effectivement, les mesures de faveur s'arrêtèrent là, car en 1780 quelques bourgeois s'étant permis de louer des maisons et des garnis à des Juifs, la Municipalité crut devoir les rappeler à l'ordre par l'affichage de l'ordonnance de police suivante : [19]

« *Les juges de la Chambre de Police s'étant apperçus que plusieurs des bourgeois manans et habitans tant de cette ville*

(16) Archives de Strasbourg, XXI, page 145.
(17) Archives de Strasbourg, C. 66, L. 4, n° 8.
(18) Archives de Strasbourg, A. A. 60.
(19) Archives de Strasbourg, XXI, page 39.

que de ses bailliages et appartenances, s'avisent au préjudice des anciens règlements, de louer aux Juifs des chambres et appartements de leurs maisons, excités soit par l'appât du gain ou faute de prévoir les mauvaises conséquences qui en résultent, d'autant que cela occasionne une communauté et familiarité très dangereuse entre les chrétiens et la nation juive, diamétralement contraire auxdits anciens règlements qui font expressément déffense à tout Juif de demeurer sous le même toit avec les chrétiens, et voulant arrêter un abus si dangereux par ses suites : nous, Juges de la Chambre de Police susdite, faisons derechef deffense et inhibition expresse à tous nos bourgeois, manans et habitans tant de cette ville que de ses bailliages et appartenances de louer à aucun Juif ni maison ni boutique, ni de les loger autrement en quelque tems et sous quelque prétexte que ce soit, à peine d'une amende irrémissible de cent cinquante livres.

« Leur enjoignons et ordonnons de renvoyer les Juifs qui demanderont à loger ou à coucher chez eux, aux lieux qui leur sont accordés et pour ce destinés. A quoy tous et chacun auront à se conformer, et afin que personne ne puisse prétendre cause d'ignorance, voulons que notre présente ordonnance soit imprimée dans les deux langues, lue, publiée et affichée aux lieux accoutumés.

Signé : Bühler.

Confirmé par la Chambre de Messieurs les XXI de la Ville de Strasbourg, lundi 27 novembre 1780. »

Cette ordonnance fut scrupuleusement respectée par les bourgeois de Strasbourg jusqu'à la Révolution qui seule, parvint à mettre un terme à l'état d'avilissement dans lequel vivaient les Juifs depuis des siècles.

Chapitre III.

Attitude des villes d'Alsace, autres que Strasbourg, envers les Juifs jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Certaines villes de la Haute-Alsace, Colmar, Munster, ne se laissèrent pas plus fléchir que Strasbourg.

Depuis 1512, le séjour dans la ville de Colmar était interdit aux Juifs. Ceux-ci, en 1677, entreprirent des démarches auprès de l'Intendant pour pouvoir pénétrer en ville en payant une taxe, alléguant que leurs collecteurs y entraient librement, sans rien payer. Mais la ville expliqua à l'Intendant de la Grange chargé de résoudre ce conflit, qu'il y avait une obligation pour ces sortes de fermiers de se rendre dans la ville, puisqu'ils devaient y effectuer les versements entre les mains des employés du Roi, et qu'en conséquence les Juifs ne pouvaient arguer de ce fait pour prétendre pénétrer à leur tour dans la localité. L'intendant se rendit à ce raisonnement, et donna gain de cause à Colmar [1].

Depuis lors et jusqu'à la Révolution, Colmar resta obstinément fermée aux Juifs.

Munster se montra aussi intraitable; quelques Juifs ayant tenté de franchir ses portes, la ville adressa en 1731 à l'Intendant, la demande suivante : [2]

« *Monseigneur, le temps du renouvellement de notre Magistrature approchant, comme il est de notre devoir de vous en donner avis, nous nous acquittons par les présentes, ayant l'honneur de vous dire que ledit renouvellement se fera et que l'on y procédera sous vostre bon plaisir, mardy 8 du mois de Janvier de l'année prochaine.*

« *Nous profittons, Monseigneur, de cette occasion, pour représenter à Votre Grandeur par quels moyens les Juifs de cette province ont obtenu un décret de Monsieur Muller, subdélégué de Monseigeur l'Intendant d'Alsace, le premier Juif présente*

(1) Archives de Colmar, G. G.
(2) Archives de Munster, H. H. 3.

année, qui leur permet, au préjudice d'une sentence de police par nous rendue le 27 juillet 1726 de trafiquer avec toutes sortes de marchandises notamment en draperie et mercerie dans toute la ville et vallée, non seulement les jours de foire, mais aussi tous les jours de marché ordinaires que l'on tiend toutes semaines en cette ville, par laquelle notre ditte sentence il est deffendu aux Juifs et tous les forains de ne fréquenter autres marchés que les foires, les Juifs non contents du décret susdit qui leur permet de hanter tous les jours de marché et foire, s'émancipent au delà et courrent presque tous les jours dans la ville et vallée avec leurs marchandises avec lesquelles ils trompent nos bourgeois qui ne manqueront point d'être ruinés dans la suite si ce commerce de Juifs est toléré plus longtemps, par lequel les marchands de cette ville souffrent considérablement, seront aussi bientôt réduits d'abandonner et leur commerce et leur peu de biens pour lesquels ils sont fortement compris dans la taille.

« Ledit décret n'a pas seulement été rendu au préjudice de notre ditte sentence de police, mais aussi d'un privilège accordé à cette ville par les empereurs romains et nommément par Maximillien, de glorieuse mémoire, roi des Romains, du 21 mai 1507, par lequel deffences sont faites à tout Juif de n'entrer ni s'establir dans la ville et vallée et encore au préjudice des droits municipaux et autres de cette ville, par lesquels il est deffendu aux Juifs d'avoir aucun commerce avec nos bourgeois et ces derniers avec les Juifs sous une peine portée par lesdits droits, lesquels nous ne pourrons plus faire exécuter à l'avenir, quand même il surviendrait par malheur une contagion, car les Juifs qui entrent partout dans les estables acheptent les bestiaux atteints d'une maladie, comme aussi les peaux, et c'est ainsi qu'ils pourraient porter la contagion partout où ils vont, à quoy il est fort nécessaire d'obvenir d'autant plus tost qu'une maladie contagieuse règne dans le bétail de la Lorraine voisine.

Ce considéré, Monseigneur, nous supplions très instamment vostre Grandeur, de vouloir bien, par vostre pouvoir, nous obtenir de Sa Majesté, notre sire, la confirmation de nos droits en conséquence que deffenses seront faites aux Juifs de ne jamais étaler ny exposer en vente publiquement ny en cachette aucune marchandise de drapperie et mercerie en aucun temps dans la ville et vallée de Munster sous tel prétexte que ce puisse estre; sans préjudice néantmoins auxdits Juifs de fréquenter tous les jours de foire et marché de cette ville pour trafiquer en bestiaux et autres petites marchandises, lequel commerce leur sera permis d'exercer en tout temps, excepté s'il y avait une maladie

contagieuse dans le bétail, auquel cas ils seraient obligés de se retirer et de n'entrer ny dans la ville ny dans la vallée.

« Nous espérons cette grâce de votre Grandeur, à laquelle nous souhaitons par avance une heureuse et bonne année, suivie d'une longue suitte d'autres en parfaite santé, et avons l'honneur d'êstre respectueusement, Monseigneur, vostre très humble et très obéissant serviteur ».

Munster, le 17 décembre 1731.
Le Magistrat.

L'intendant donna satisfaction à la ville et celle-ci, fidèle à son principe, ferma résolument ses portes aux Juifs jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

De toutes les villes de la Haute Alsace, seules, Riquewihr et Horbourg acceptèrent des Juifs au XVIII[e] siècle. Ces deux villes étaient sous la protection du duc de Wurtemberg, qui, en 1723, fixa les conditions auxquelles ils pourraient résider dans ces localités [3] par des ordonnances du type suivant :

« Nous, Léopold Eberhard par la grâce de Dieu, duc de Wurtemberg, Comte de Montbéliard, etc, à tous baillys, receveurs, maires, prévosts, lieutenants, bourgmestres, conseils, justices, communautés, etc, salut :

« Nous vous faisons savoir que sur l'humble supplication de Faul Filgert, Juif, nous avons bien voulu le recevoir avec sa femme, ses enfants et domestiques sous notre protection pour aussi longtemps qu'il se comportera bien, et que ces derniers ne se marieront pas. Nous lui permettons d'établir son domicile à Horbourg et d'y trafiquer loyalement et de bonne foy. En reconnaissance de quoy, il nous payera annuellement dix florins et une oye grasse, se soumettra et obéira à nos ordonnances, n'achètera aucune maison ni bien-fonds sans notre permission spéciale; ne pourra prendre chez lui aucun de ses parents sans cette même permission, sauf son père et sa mère s'ils sont pauvres, vieux et sans trafic, sur lesquels et en ce cas nous étendons notre protection.

« Ordonnons aux susdits baillys et autres de le faire jouir du bénéfice de ladite protection et de le laisser librement trafiquer, passer et repasser, en payant les droits de péage, accise, autres accoutumés.

« En foi de quoi nous avons fait expédier les présentes lettres audit Faul Filgert avec les sceaux de nos armes le premier Janvier 1723 ».

Léopold Eberhard.

(3) Archives du Haut-Rhin, E 445.

*
**

Les villes de la Basse-Alsace opposèrent à peu près la même résistance. Il y avait à Mutzig une communauté juive très importante, et d'autres plus restreintes, à Westhoffen, Brumath, Brouxwiller. Dans cette dernière localité, quarante familles juives obtinrent au XVII[e] siècle le droit d'habiter et d'avoir une synagogue [4].

Mais les principales villes, ne les reçurent qu'avec la plus grande répugnance, et Molsheim se montra absolument intraitable.

Cette dernière ville n'avait plus reçu de Juifs depuis 1440, mais elle fut menacée en 1704 d'en accueillir dans ses murs. En effet, à cette date, Armand, Gaston de Rohan qui à l'âge de seize ans avait été élu chanoine de Strasbourg, fut nommé successeur de Guillaume Egon de Furstemberg, évêque de Strasbourg.

Il comprit l'avantage qu'il retirerait en permettant aux Juifs de venir demeurer dans les villes où ils avaient habité, comme à Molsheim, par exemple. Il calcula que cette ville, pouvant recevoir vingt familles, lui rapporterait tous les ans, à raison de vingt livres par famille, la somme de quatre cents livres. Aussi, envoya-t-il en septembre 1707 son fermier auprès du Magistrat de Molsheim pour lui expliquer que l'absence de Juifs dans sa ville lui était d'un très grand préjudice, et qu'il avait l'intention de permettre à quelques uns d'y élire domicile [5].

Les autorités municipales firent alors valoir leur privilège de 1440, confirmé par Maximilien et Charles Quint, et refusèrent de se soumettre. L'affaire traîna jusqu'au 30 juillet de l'année suivante; la ville fit alors avec l'envoyé de l'évêque, le sieur Boudard, un accord par lequel elle s'engageait à payer au prélat une rente annuelle de Quatre cents livres, afin de n'avoir pas besoin de recevoir de Juifs. Ainsi, elle préféra débourser chaque année une somme importante, plutôt que de subir la présence des Juifs !

Cette promesse fut exécutée pendant huit années consécutives, jusqu'au 11 décembre 1716. Les bourgeois fatigués enfin de payer cette somme indûe, déléguèrent treize d'entre eux pour sommer les magistrats d'avoir à cesser ces versements contraires à tous leurs droits [6].

Cette sommation fut signifiée par Pierre Lalande, huissier,

(4) Schœpflin, Alsacia Illustrata, trad. Ravenez, T. IV, page 497.
(5) Archives de Molsheim, 20 bis.
(6) Archives de Molsheim, 20 bis.

au Conseil souverain d'Alsace. Les pourparlers recommencèrent et durèrent neuf mois; le 4 septembre 1717, le cardinal de Rohan envoya à Molsheim le commandant d'épée de la régence de l'évêché de Strasbourg, André, François, Charles de Gail, pour voir si les 13 signataires de la protestation avaient des adhérents. A cet effet, il fit venir la Haute bourgeoisie à l'Hôtel de Ville pour connaître son avis sur le litige en question. Quatre vingt-deux des bourgeois écrivirent et signèrent la phrase suivante :

« *Nous aimons mieux avoir des Juifs que de payer quatre cents livres* »

Cinq d'entre eux seulement optèrent pour le versement en espèces [7].

L'évêque, pour concilier tous les esprits, décida que les bourgeois ne payeraient plus que deux cents livres; ce rabais de 50 % fut accepté par la population le 17 septembre suivant [8] et elle s'exécuta de nouveau pendant quatorze ans. Mais, en 1731, elle se souleva encore à ce sujet, obligeant les magistrats à lui promettre de faire les démarches nécessaires pour faire tomber la lourde charge qui pesait sur elle.

Ils adressèrent à cet effet au Cardinal, la pétition suivante : [9]

« *A son Altesse Eminentissime, le Cardinal de Rohan, évêque et prince de Strasbourg, Landgrave d'Alsace, Prince du Saint-Empire, Grand Aumônier de France, Commandeur de l'Ordre du Saint Esprit.*

« *Supplient très humblement les prévosts, bourgmaistres, magistrat et communauté de la ville de Molsheim, disant que la bourgeoisie dont les biens-fonds sont chargés annuellement de deux mille livres de rentes foncières et de l'intérêt de cent cinquante mille livres de capitaux envers des églises, monastères et divers particuliers, sans compter les deniers royaux montants pour l'année présente jusqu'à huit mille livres, estant devenus tellement pauvres que si on ne la soulage en quelque manière, il est imanquable qu'elle ne succombasse à la suite des tems soubs ces charges qui en vérité sont bien au delà de ses forces. Partant, les suppliants ont bien l'honneur de vous présenter cette humble requeste, tendante à ce qu'il plaise à votre Altesse Eminentissisme, eu égard à la misère et à la pauvreté de la communauté, lui relâcher gracieusement les deux cents livres qu'elle acquitte annuellement à la recette du bailliage de Dachstein pour l'exemption de l'établissement de Juifs de cette ville, ce faisant, rescindre et annuler le contrat qui fut fait pour raison*

(7) Archives de Molsheim, 20. 1.
(8) Archives de Molsheim, N° 20.
(9) Archives de Molsheim, N° 20.

de ladite exemption entre feu Monsieur Boudard au nom de votre Altesse Eminentissime et la Communauté le 30 juillet 1708, pour laquelle grâce elle ne manquera pas de continuer ses vœux au ciel pour la santé et prospérité de votre Altesse Eminentissime ».

Signée: les bourgmaistres, prévosts, magistrats, etc.

Le cardinal voulut bien exaucer leur prière en leur renvoyant leur pétition avec cette annotation : [10]

« *Veu la présente requeste et le contrat fait par le sieur Boudard avec la ville de Molsheim le trentième juillet 1708 que nous avons ratifié, par lequel elle avait promis de payer quatre cents livres à notre recette de Dachstein pour être exempte d'établissement de Juifs, laquelle somme de quatre cents livres nous avons modéré à celle de deux cents livres en 1717; nous voulons bien consentir à ce que ladite convention soit rescindée et annulée au premier janvier de l'an 1732 sans que le présent désistement puisse aucunement préjudicier au droit que nous avons d'establir des Juifs en ladite ville, que nous nous réservons d'exercer quand le cas y échoira ainsi et de même que nous aurions pu le faire avant le contrat du 30 juillet 1708, et à charge par les magistrats et bourgeois de Molsheim de remettre l'original dudit contrat et le présent décret du greffe de la Chambre des comptes de notre évêché* ».

Fait à Saverne en notre palais épiscopal ce onzième décembre 1731.

Armand, Cardinal de Rohan, Evêque et Prince de Strasbourg.

Malgré cette restriction de l'Evêque de se réserver le droit de faire venir des Juifs à Molsheim, cette menace ne fut jamais mise à exécution.

*
**

Devant le refus de Strasbourg, Colmar, Molsheim, de les recevoir, beaucoup de Juifs s'étaient réfugiés à Rosheim. Cette localité leur était hostile et chercha à leur susciter beaucoup d'ennuis, mais ils eurent la chance de trouver toujours des Intendants bien disposés en leur faveur.

C'est ainsi qu'en 1690, la ville défendit aux Juifs pauvres de mendier auprès de leurs coreligionnaires de Rosheim, quoi qu'ils fussent prêts à payer les droits de passage. La communauté réclama alors auprès de l'Intendant d'Alsace qui, le 12 janvier

(10) Archives de Molsheim, N° 20.

1691, renvoya aux magistrats de Rosheim, cette pétition, avec la mention suivante : [11]

« *La présente requête est renvoyée aux Magistrats de Rosem, de laisser passer et repasser dans leur ville, les Juifs de telle condition qu'ils soyent, riches ou pauvres, sans en faire de difficultés* ».

Fait à Strasbourg le 12 janvier 1691.
Signé : *de la Grange.*

Les autorités de la ville durent s'incliner, mais recommencèrent bientôt des démarches pour se débarrasser d'une partie de la communauté, démarches qui n'eurent aucun résultat.

Aussi en 1706, la ville adressa-t-elle la pétition suivante à l'Intendant d'Alsace : [12]

« *A Monsieur Le Pelletier de la Houssaye, Conseiller du Roy, en ses Conseils d'Estat, Maistre des Requêtes ordinaire de son hostel, Intendant de Justice, Police et Finances de la province d'Alsace et de l'armée du Rhin.*

« *Supplient très humblement les magistrats et bourgeois de la ville de Rosheim disant qu'il se trouve plusieurs familles juives audit lieu dont cinq Juifs ont chacun une maison à eux en propre. Lesquels commercent et traffiquent et profitent des eaux et pasteurages de même que les suplians, sans néantmoins contribuer en aucune manière aux impositions et charges de la ville, ny de supporter ce logement de gens de guerres, ce qui est fait à la charge aux suppliants qui pour cet effet prennent recours à vostre authorité par cette très humble requeste.*

« *Ce considéré, Monseigneur, veu ce que dessus il vous plaisse ordonner que les Juifs qui ont des maisons en propriété audit lieu de Rosheim, seront tenus à tous subventions et autres impositions de même que les supplians, et ferez justice* ».

L'Intendant Le Pelletier de la Houssaye rendit alors le décret suivant qui devait apporter tous apaisements à la ville : [13]

« *Les Juifs qui ont des propriétés au lieu de Rosheim, contribueront à proportion de ce bienfonds aux charges du quartier d'hyver, sans néantmoins qu'il leur soit donné de logement effectif.*

Fait à Strasbourg, le 13 Février 1706.
Signé : Le Pelletier de la Houssaye. »

Mais non contente d'avoir reçu satisfaction sur ce point, la ville, en 1730, décida, pour tirer des Juifs le plus de profit pos-

(11) Archives de Rosheim, A. A. 1.
(12) Archives de Rosheim, F. F. 1.
(13) Archives de Rosheim, F. F. 1.

sible, de leur imposer des corvées supplémentaires, et adressa à l'Intendant la lettre suivante [14].

« *Monseigneur de Bron, Conseiller d'Estat, Intendant de Justice, Police et Finances en Alsace, Supplient très humblement les Magistrats, habitants et communauté de la ville de Rosheim, disant qu'il y a dans ladite ville vingt familles juives qui entretiennent des chevaux et sont à charge de ladite communauté, sans vouloir faire aucunes corvées, soit sur les grands chemins ou autres, dans le temps que ladite communauté se trouve extrêmement chargée à proportion du petit nombre de bestiaux qui y sont; c'est pourquoi les suppliants ont l'honneur de vous présenter, Monseigneur, leur très humble requeste, tendante :*

« *A ce qu'il plaise à votre Grandeur, ordonner que les Juifs demeurant dans la ville de Rosheim seront et demeureront sujets à toutes les corvées royales sans exception, de mesme que les habitants de ladite ville, à proportion du nombre de chevaux qu'ils ont et pourront avoir ci-après : ce faisant qu'ils seront tenus de se conformer aux répartitions et journées qui se font dans ladite communauté, et ferez bien.*

Mathis Trostler, Michel Burger, Johan Jacob Metz,
Ambts-Burgermeister.
Rosheim, le 12 septembre 1730 ».

Le 29 janvier suivant, cette demande fut renvoyée aux autorités de Rosheim, avec l'annotation suivante : [15]

« *Soit communiqué au préposé des Juifs dans ladite ville pour répondre dans trois jours, sinon sera fait droit ainsy qu'il appartiendra.*

Strasbourg, le 29 janvier 1731.
Signé : *Gayot* ».

Les Juifs gardèrent le silence le plus complet parce qu'ils comprirent qu'en cherchant à éluder les corvées, ils se créeraient de grosses difficultés; aussi le mois suivant, l'Intendant envoya-t-il aux Magistrats de Rosheim la pièce suivante : [16]

« *Louis Gayot, Conseiller du Roy, Commissaire provincial des guerres, Ordonnateur de subdélégué général à l'Intendance d'Alsace :*

« *Veu la présente requeste, nostre ordonnance de soit communiqué du 29 janvier dernier ensemble la signification étant ensuite de ladite requeste,*

(14) Archives de Rosheim, F. F. 1.
(15) Archives de Rosheim, F. F. 1.
(16) Archives de Rosheim, F. F. 1.

« *Nous avons, contre les Juifs demeurant dans ladite ville de Rosheim non comparants ni procureur pour eux donné deffaut, et pour le profit ordonnons que tous les Juifs demeurant dans ladite ville sont et demeureront sujets à toutes les corvées royalles sans exception, de même que les habitants d'ycelle, à proportion du nombre de chevaux qu'ils ont et pourront avoir cy-après, et qu'ils seront tenus de se conformer aux répartitions et tournées qui se font à ce sujet dans ladite communauté.*

Fait à Strasbourg, le 12 mars 3731.
Signé : Gayot ».

Le 21 du même mois, la ville fit signifier l'affaire à la Communauté Juive, par l'entremise de François Jaunay, huissier à Rosheim [17].

Tous ces tiraillements entre la Communauté et le Conseil et les victoires successives remportées par celui-ci, enhardirent le peuple, qui courroucé de voir que malgré tous les moyens employés, la ville n'arrivait pas à se défaire des Juifs, se crut autorisé à agir lui-même, en les insultant, et même en leur jetant des pierres afin de les faire fuir une hostilité si marquée.

Les deux préposés Lippmann et Leymann Nedter se plaignirent alors au bourgmaistre au printemps de 1735, et celui-ci décida le 28 juin 1735, « *qu'à la première assemblée générale des bourgeois et habitants, il soit fait à tout chascun deffense de molester en paroles ou actes les Juifs sous peine de punitions sévères. Que de plus ils seront responsables, les pères pour leurs enfants, et les maitres pour leurs subordonnés. Enfin qu'on se montrera très sévères envers ceux qui méconnaitront les ordres du magistrat, qu'on aura l'œil ouvert sur tous les méfaits qui pourraient se commettre, et qu'on jugera sans pitié tous ceux qui n'auront pas voulu obéir.*

Décrété en Conseil tenu le 28 juin 1735.
Michel Burger, Bourgmaistre » [18].

Cette Assemblée eut lieu bientôt après à l'Hôtel de Ville, et les bourgeois durent promettre de faire mettre ordre à ces persécutions.

Grâce à cette mesure, les Juifs qui passaient ou demeuraient à Rosheim n'eurent désormais plus à craindre d'être lapidés par la population, et y purent jouir d'une tranquillité relative jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

(17) Archives de Rosheim, F. F. 1.
(18) Archives de Rosheim, F. F. 1.

*
**

Obernai avait également chassé les Juifs vers la fin du XV[e] siècle. Mais pendant les troubles incessants qui suivirent l'incorporation de l'Alsace à la France, la ville ne sembla pas s'apercevoir de leur rentrée dans ses murs, et les toléra sans observations, acceptant même leurs cotisations et les surchargeant de corvées, sans réfléchir que cette attitude l'engageait envers eux et semblait une approbation tacite.

Vers la fin du XVI[e] siècle, il y avait ainsi à Obernai une communauté juive de douze ménages avec un Rabbin [19].

Ce ne fut qu'en 1694 que la ville se mit à leur faire des difficultés et voulut les chasser. Les Juifs demandèrent alors aux autorités supérieures le droit de pouvoir rester, et l'Intendant d'Alsace ordonna à la ville de les laisser demeurer.

Certains bourgeois, courroucés, menacèrent les Juifs de les renvoyer des logements qu'ils leur louaient, mais d'autres profitèrent de la circonstance pour offrir leurs maisons en vente aux Juifs sur le point de se trouver sans asile. Ceux-ci acceptèrent avec empressement; la ville s'interposa alors pour interdire ces ventes, et la communauté juive adressa la lettre suivante à l'Intendant de la Grange, pour lui exposer l'impasse où elle se trouvait [20].

« *Monseigneur de la Grange; supplient humblement les Juifs demeurants dans la ville d'Obernai disants que jusques à présent ils avaient toujours loué des logis dans ladite ville et avaient été obligés de changer de maisons plusieurs fois, et comme ils se voyent encores présentement obligez de desloger et qu'il se présente des maisons à vendre, ils prennent la liberté de vous présenter leur requeste.*

« *A ce qu'il vous plaise, Monseigneur, permettre aux suppliants, traffiquant avec des chevaux ou autres choses pour le service du Roy, d'achepter des maisons des bourgeois de la ville d'Oberenheim de mesme que les autres Juifs de la province font dans les autres villes et ferez justice.* »

Gumbricht et consorts.

L'Intendant ajouta au bas de cette demande :

« *La présente requeste est renvoyée à Messieurs du Magistrat d'Oberenheim pour permettre aux suppliants d'achepter une maison dans la ville pour y fixer leur demeure.* »

Fait à Strasbourg, ce 19 mai 1694.
De la Grange.

(19) Archives d'Obernai, B. B. 12.
(20) Archives d'Obernai, B. B. 12.

La ville dut s'incliner; le seul avantage qui lui fut accordé fut de n'être plus contrainte dorénavant d'accepter d'autres Juifs, mais elle exigea de ceux qu'elle devait tolérer des subventions si exhorbitantes qu'en 1700 ceux-ci s'en plaignirent à l'Intendant d'Alsace, de Lafond, Conseiller d'Etat [21].

Celui-ci comprit que s'il ne se hâtait de mettre fin aux prétentions exagérées de certaines villes qui avaient donné asile aux Juifs, il serait bientôt débordé au point que les ordonnances royales finiraient par devenir lettre morte; aussi s'empressa-t-il d'envoyer ces lignes à Obernai : [22]

« *Décrest de Monsieur l'Intendant :*

« *Les Juifs ne pourront être imposés pour les impositions de ladite ville qu'à raison de vingt livres par famille, suivant l'usage, à moins que quelqu'un n'ayent achepté des fonds ou héritages, auquel cas ils seront imposés à proportion d'yceux.*

Fait à Strasbourg, le onzième février 1700.
Signé : de Lafond. »

Bien qu'il eût été convenu qu'Obernai serait en droit de ne plus accepter de nouvelles familles, elle reçut en 1715 de l'Intendant de la Houssaye la lettre suivante : [23]

Strasbourg, le 30 janvier 1715.

Messieurs les Magistrats de la ville d'Obernheim,

« *Les nommés Mathis et Baruchweyl, désirant, Messieurs, de s'establir dans vostre ville, je ne puis en considération des services qu'ils ont rendus pendant la dernière guerre, leur refuser cette lettre pour vous marquer que vous me ferez plaisir de les y recevoir, le premier avec un fils et une fille mariée et l'autre avec un fils aussi marié, et de leur permettre d'acheter deux maisons pour leur habitation; ce que vous ferez en cette occasion ne tirera point à conséquence et ne préjudiciera point aux privilèges de votre ville, à laquelle d'ailleurs ils peuvent être de quelque utilité, estans honestes gens et les plus riches de la province.*

Je suis, Messieurs, entièrement à vous.

de la Houssaye. »

Ces cinq ménages, grâce à cette démarche, eurent l'autorisation de venir s'établir à Obernai, ce qui porta à dix-sept le nombre de familles juives y installées.

Mais elles ne purent jouir longtemps de la tranquillité

(21) Archives d'Obernai, B. B. 12.
(22) Archives d'Obernai, B. B. 12.
(23) Archives d'Obernai, B. B. 12.

qu'elles ambitionnaient, car le Conseil se réunit le 24 mai 1717 pour délibérer sur les mesures à prendre envers elles. On envisagea même de les chasser immédiatement, cependant, ajoute le Procès-Verbal de la séance, « comme depuis six ans les dits Juifs ont contribué en quelque façon à une partie des impositions royales et pour autres considérations et raisons qui nous sont connues », on arrêta unanimement de les laisser demeurer. On décida toutefois, « qu'aucun Juif ne pourrait plus venir s'établir à Obernai, qu'il vienne du dehors ou que ce soit un des enfants mariés de ceux qui sont déjà là, à moins d'une permission spéciale du magistrat. » [24].

Mais il paraît que cette autorisation s'obtenait facilement; puisqu'en trois ans plusieurs nouvelles familles furent acceptées, de sorte qu'en 1720 il y avait à Obernai une communauté juive de vingt-et-un ménages, sur lesquels treize avaient des maisons.

Malgré ces tracasseries, Obernai, de toutes les villes d'Alsace, fut certainement la plus tolérante envers les Juifs, puisque les vingt-et-une familles reçues au début du XVIII[e] siècle, purent y conserver une résidence aussi longtemps qu'elles le désirèrent.

(24) Archives de Rosheim, F. F. 1.

Chapitre IV.

Condition juridique et sociale des Juifs au XVIII[e] siècle.

Dans les rares villes d'Alsace où les Juifs avaient droit de résidence, il leur était appliqué un statut sévère, tant au point de vue civil qu'au point de vue fiscal. Quant aux libertés publiques dont ils pouvaient jouir, elles étaient à peu près inexistantes, la liberté du culte exceptée.

Nous envisagerons successivement dans le présent chapitre les conditions du mariage et du divorce des Juifs, la législation relative aux contrats qu'ils pouvaient passer, la mesure dans laquelle on leur permettait de se livrer au prêt à intérêt, les restrictions apportées à leur activité commerciale, à leur droit de propriété. Nous verrons aussi l'hostilité que leur manifesta Louis XVI et les taxes très élevées auxquelles ils étaient assujettis, mais par contre l'attitude bienveillante de l'évêque de Strasbourg à leur égard. Enfin, nous nous demanderons dans quelle condition on leur permettait de suivre les prescriptions de la religion Mosaïque.

*
**

Après l'annexion de l'Alsace à la France, les Juifs conservèrent le droit de se marier légalement devant leurs rabbins. L'interdiction de mariage avec des chrétiens persista. Leurs rabbins continuèrent à jouer le rôle de notaires en établissant leurs contrats de mariage [1]. Mais un arrêt du 21 janvier 1701 ordonna que tous les contrats de mariage juifs fussent déposés à la mairie, pour que l'hypothèque de la femme sur les biens qu'elle avait apportés en dot fut valable [2].

Puis en 1770, les préposés généraux des Juifs reçurent de l'Intendant l'ordre de prévenir leurs coreligionnaires : qu'ils ne

(1) Ces actes n'étaient d'ailleurs pas des contrats de mariage à proprement parler, mais bien plutôt des constats du mariage religieux, accompagnés de certaines clauses juridiques (note de l'auteur).

(2) Archives du Bas-Rhin, C. 334.

pouvaient plus être légalement mariés que par un rabbin reconnu;

Qu'ils devaient verser dans la Caisse commune la dîme des dots qu'ils recevaient, fut-elle de cent florins seulement;

Enfin, qu'il leur était défendu de danser autre part que dans la maison où se célébrait la noce, pour ne pas fomenter de disputes par des danses publiques.

La question était beaucoup plus délicate en ce qui concernait leurs divorces.

Les Juifs revendiquaient leurs usages particuliers et les prescriptions de la Loi Mosaïque. Puisqu'ils étaient considérés comme des étrangers, le divorce, de statut personnel, étant régi par la loi des époux, ils devaient pouvoir échapper à la législation française et divorcer conformément à la loi mosaïque. La seule restriction que les autorités pouvaient leur opposer était celle tirée de l'ordre public, qui faisait apparaître comme d'un exemple dangereux l'autorisation de divorcer pour un pays décidé à ne pas l'admettre pour ses ressortissants.

Aussi l'arrêt du Parlement de Paris du 2 janvier 1758 cité par Pothier [3] s'inspire-t-il du principe de l'ordre public et repousse-t-il le divorce du Juif Lévi Borach, originaire d'Haguenau, infirmant la sentence de l'Officialité de Strasbourg.

Voici de quoi il s'agissait :

Le Juif Lévi Borach, après s'être converti au christianisme en 1753, avait fait sommation à sa femme Mendel-Cerf, demeurée juive et qui était restée à Haguenau, de venir le rejoindre à Paris et de continuer à cohabiter avec lui, lui laissant toute liberté de vivre dans la pratique du judaïsme. Mais Mendel-Cerf refusa de reprendre la vie commune, et somma à son tour son mari de lui envoyer, selon la forme du Judaïsme, un libellé de divorce pour qu'elle pût se remarier avec un autre homme de sa religion. Borach fit assigner sa femme devant l'Officialité de Strasbourg, et obtint, le 7 novembre 1754 une sentence lui donnant acte des sommations adressées à sa femme, et déclarant en outre qu'il était désormais libre de se marier devant l'Eglise avec une personne appartenant à la religion chrétienne.

A la suite de cette sentence, Lévi Borach ayant contracté une promesse de mariage avec la demoiselle Anne Thévard, du diocèse de Soissons, invita le curé de la paroisse de la jeune fille, à faire les publications de mariage. Celui-ci, nonobstant la sentence de l'Officialité de Strasbourg, s'y refusa, alléguant

(3) POTHIER, Traité du contrat de mariage, page 176, T. 2, Paris 1771.

que Borach était toujours rattaché par les liens du mariage à sa femme Mendel-Cerf. Borach le fit assigner devant l'Officialité de Soissons pour l'obliger à publier les bans, mais l'Official de Soissons, par une décision contraire à celle de l'Official de Strasbourg déclara le 5 février 1756 que Borach n'était pas recevable en sa demande.

Borach interjeta alors appel comme d'abus devant le Parlement. Il produisit un certificat du secrétaire de l'évêché de Strasbourg, qui attestait, que d'après les registres du greffe, il apparaissait que de tous temps il avait été permis aux Juifs baptisés dans le diocèse de Strasbourg de se remarier avec des catholiques lorsque leurs femmes juives auraient refusé de cohabiter avec eux depuis leurs baptêmes, et que cet usage avait été constamment reconnu par le Conseil souverain de Colmar.

Malgré cette attestation officielle, le Parlement arrêta, le 2 janvier 1758, qu'il n'y avait pas abus dans la sentence de l'Official de Soissons, et refusant d'admettre que Borach eût pu rompre après sa conversion, le lien de mariage contracté durant le judaïsme, il défendit à ce juif converti de se marier durant la vie de sa femme Mendel-Cerf.

Mais les hésitations relatives au droit pour les Juifs d'Alsace de se prévaloir ou non du divorce, devaient prendre fin sous le règne de Louis XVI par une disposition contenue dans les lettres patentes du 10 juillet 1784.

L'article 18 de ces Lettres Patentes décide en effet, « que les Juifs ou Juives mariés légitimement ne pourront, s'ils viennent à se convertir, se remarier avec des catholiques, qu'autant qu'ils seront veufs, et déclare nuls pour l'avenir les mariages contractés postérieurement à la publication des Lettres Patentes, et bâtards tous les enfants qui naîtront desdits mariages. »

*
**

Au cours du XVIII[e] siècle, de grandes restrictions furent apportées à la liberté de contracter des Juifs avec les chrétiens, et de se livrer au commerce.

Un arrêt du Conseil souverain d'Alsace du 19 février 1735[4] leur interdit de rédiger ou de signer en lettres hébraïques les actes, les contrats et quittances relatifs à leurs débiteurs chrétiens. Ces actes devaient être écrits en langue française à peine de nullité.

(4) MERLIN, Répertoire de Jurisprudence, Juifs, T. 9, section IV, p. 22.

Puis un arrêt du 23 décembre 1772 défendit aux notaires du ressort d'Alsace de passer des contrats obligatoires entre chrétiens et Juifs, lorsqu'ils devraient pour cela se déplacer, ailleurs que dans les maisons des Prévosts ou à défaut dans celle de l'un des préposés du lieu, à peine de trois mille livres d'amende [5].

Si les Juifs désiraient se livrer au commerce, ils rencontraient des obstacles analogues :

Les autorisations pour les plus petites industries devaient s'acheter au poids de l'or; le droit pour eux de circuler avec de la marchandise dans un village allait jusqu'à cinq florins par an [6]. Celui de vendre du fer de troisième main, à deux florins [7]; car le fer, dans toute l'Alsace, formait une branche de commerce à part que tout le monde ne pouvait exploiter, les mines étant propriété exclusive des seigneurs de chaque partie de la province.

Les bouchers juifs étaient taxés avec une rigueur exceptionnelle :

Dans la seigneurerie de Limange, à Oberbronn, un boucher juif, pour exercer cette profession, devait verser deux florins par an [8], tandis qu'à Mertzwiller, c'était trois florins cinq schillings [9].

A Ribeauvillé, la Chancellerie avait accordé à Mayer et Lang, pour une durée de soixante ans, la permission de vendre de la viande provenant d'animaux tués selon le rite juif, moyennant une rente annuelle de cinquante-deux thalers [10].

A Soultzmatt le taux variait aussi : un boucher payait une cotisation annuelle de quinze livres, et chaque ménage trente sols pour les eaux et pâturages, tandis qu'à Soultz, la jouissance des futaies et pâturages était de quatre livres dix sols [11].

A Niederbronn, la vente du vin Kascher était cotée trois florins par an [12], tandis qu'à Obernai ce droit était de vingt livres [13].

On comprend donc facilement qu'étant donné les très nombreuses limitations apportées à leur droit de se livrer au commerce de détail, sous forme de taxes écrasantes, les Juifs aient été conduits à s'adonner de plus en plus au prêt d'argent.

(5) Archives du Bas-Rhin, G. 2550.
(6) Archives du Bas-Rhin, E. 4711.
(7) Archives du Bas-Rhin, E. 4711.
(8) Archives du Bas-Rhin, E. 4745.
(9) Archives du Bas-Rhin, E. 4670.
(10) Archives du Haut-Rhin, E. 2737.
(11) Archives du Haut-Rhin, E. 2739.
(12) Archives du Bas-Rhin, E. 4670.
(13) Archives d'Obernai, B. B. 28.

Au début du XVIII[e] siècle, se produisit alors un événement curieux : certains Alsaciens, frappés de voir les Juifs se livrer avec succès au commerce d'argent, voulurent à leur tour le pratiquer avec usure, bien qu'ils n'eussent pas pour cela les mêmes raisons péremptoires qui guidaient les Juifs, puisqu'ils avaient la faculté d'entreprendre librement tout genre de commerce. Ils s'y livrèrent avec une exagération telle, que les autorités durent intervenir. Le 21 juin 1714, un arrêt du Conseil souverain de Colmar, pour empêcher ces personnages riches et puissants de pratiquer le prêt à intérêt qui leur était défendu par leur loi civile et religieuse, interdit, dans l'intérêt même des populations d'Alsace, à toute personne de quelque condition qu'elle fût, de se rendre à l'avenir cessionnaire d'aucun Juif, à peine de perdre son dû, et sous telle peine que de droit [14].

On a beaucoup écrit sur le taux usuraire que demandaient les prêteurs juifs.

Avant de les condamner sans appel, il convient d'envisager leur triste condition :

Traqués de toutes parts, voyant les ordonnances diverses restreindre de plus en plus le champ de leur activité, ils se trouvaient dans une situation pitoyable, et n'avaient d'autre ressource que de s'adonner à ce genre de commerce.

En effet, non seulement les taxes sur les petites industries auxquelles ils se livraient, étaient, nous l'avons vu, prohibitives, mais encore toute une série d'ordonnances vint leur interdire l'exercice de différentes professions :

Une ordonnance de 1717 leur défend de tenir cabaret sous peine d'une amende de cinq cents livres [15].

Une autre ordonnance de 1723 ne leur permet que de s'adonner à la friperie ainsi qu'à la vente de vieilles marchandises d'or ou d'argent [16].

Le 23 décembre 1740, il est défendu aux Juifs de loger sous le même toit que les chrétiens, en vertu d'un arrêt de la première Chambre du Conseil souverain d'Alsace [17]. Cette mesure constituait à la fois pour les Juifs une humiliation et une gêne économique.

En 1769, l'évêque de Bâle rend le décret suivant pour les Juifs de son ressort : [18]

(14) Denizart, Collection de décisions nouvelles, Paris 1771, T. III, p. 69. Merlin, Rep. T. 9, Sect. 1, § V, p. 15.
(15) Archives du Bas-Rhin, C. 334.
(16) Archives du Bas-Rhin, C. 334.
(17) Archives du Bas-Rhin, G. 2550.
(18) Archives de Parrentruy, liasse des Juifs.

« Ordonnance concernant le commerce et trafic des Juifs : Simon, Nicolas, par la grâce de Dieu, évêque de Bâle, père du St Empire, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, salut :

Nous apprenons avec le plus grand déplaisir que le commerce que les Juifs exercent dans nos états souvent avec ruse, fraude et supercherie, fait un tort très sensible à nos sujets, surtout depuis quelques tems, où plusieurs ont été constitués dans des pertes considérables. A quoy voulant pourvoir, nous avons par un effet de notre sollicitude paternelle, et de l'avis de notre conseil, statué, ordonné et fait les défenses comme suit :

Article 1er : Il est permis aux Juifs de négocier avec nos sujets, et à ceux-ci avec nos Juifs dans nos Etats, en quelque tems de l'année que ce soit, avec du gros ou petit bétail, seulement sous les réserves et restrictions, et pas autrement que les Juifs n'introduiront dans nos états aucune pièce de bétail sans billet de santé, expédié en due forme, portant que ledit bétail a séjourné pendant deux mois dans un lieu non soupçonné de maladie.

Article 2 : Déclarons les écrits qui ne seront pas faits comme il vient d'être dit nuls et sans effet à compter depuis le 15 avril prochain. Voulons que les Juifs aient à rapporter et à faire inscrire les actes en vertu desquels nos sujets se trouvent actuellement obligés envers eux, soit par emprunt, soit pour denrée vendue, soit comme débiteurs principaux, soit seulement comme caution, aux greffes de nos villes ou bailliages, desquels nos dits sujets seront ressortissants dans le terme de trois mois à compter du jour des présentes, à peine de nullité desdits actes, et de n'être plus écoutés.

Article 3 : Défendu à nos sujets de commercer à crédit avec les Juifs hors de nos états et de s'obliger à leur profit sous quel prétexte que ce soit, en particulier à titre d'emprunt, soit dans nos états soit ailleurs, et s'ils le sont, les Juifs n'auront aucune action valable en justice pour y faire valoir leurs prétentions.

Article 4 : Défense aux Juifs commerçants autrement qu'avec des bestiaux de négocier et colporter, excepté les jours de foire et de marché, tels qu'ils sont ou pourront être établis dans la suite, dans nos états.

Article 5 : Les Juifs qui seront surpris ou reconnus ci-après en contravention contre l'un ou l'autre article de notre présente ordonnance, seront saisis avec la marchandise, dénoncés au juge de l'endroit, et amandés pour la première fois à douze livres, au double pour la deuxième, et pour la troisième fois, outre la confiscation de la denrée, punis arbitrairement.

Article 6 : Défense également à nos sujets de contrevenir à notre ordonnance, à peine de trois livres pour la première, du double pour la deuxième, et d'être punis pour la troisième fois selon l'exigence du cas.

Article 7 : Finalement les Juifs sont très sérieusement avertis de s'abstenir dans nos états de tous marchés, négoces et agiotages illicites ou frauduleux, s'ils veulent ne pas nous contraindre de nous déclarer plus sévèrement contre eux, ou même d'en venir à leur interdire entièrement l'entrée de nos états. »

Donné au Château de notre résidence à Porrentruy, le 30 mars 1769.

Signé : Simon Nicolas.

Tout concourait, par conséquent, à obliger les Juifs au métier de prêteurs sur gages, le seul qui leur fût à peu près abandonné complètement, par les villes qui consentaient à les recevoir. Il ne faut pas s'étonner si, parfois excédés d'une oppression aussi totale, ils furent portés à abuser des avantages matériels que leur offrait ce genre de commerce.

*
**

Des restrictions semblables étaient apportées à leur droit de propriété, et subsistèrent pendant tout le XVIII[e] siècle.

Les coutumes d'Alsace, au Moyen-Age, leur interdisaient d'acquérir d'autres immeubles que leurs maisons d'habitation. Quant aux autres biens-fonds qu'ils pouvaient acheter, ils étaient obligés de les revendre dans l'année.

Cette coutume fut fidèlement conservée après l'annexion. Merlin cite deux arrêts rendus par le Conseil souverain de Colmar le 27 février et le 18 mars 1755, enjoignant à Salomon Brunswick et à son frère Marc Brunswick, Juifs domiciliés à Thann, en Haute-Alsace, qui avaient fait l'acquisition d'une maison autre que celle qu'ils habitaient et de plusieurs arpents de vigne, de se défaire incessamment de ces biens, qu'ils possédaient pourtant depuis plusieurs années [19]. Comment pouvait-on reprocher aux Juifs de ne pas s'attacher au pays qu'ils habitaient, puisque lorsqu'ils voulaient acquérir des immeubles et se créer ainsi des liens susceptibles de les retenir, on leur en refusait le droit ?

*
**

(19) MERLIN, Répertoire, Juifs T. 9, section I, § 4, page 13.

Semblables entraves étaient apportées à la liberté d'aller et venir des Juifs :

En 1732, le 20 février, le Maréchal du Bourg lança l'ordonnance suivante : [20]

« *Léonor du Maine, Comte du Bourg, etc., faisons très expresses inhibitions et défenses sous les peines de trois cents livres, aux rabbins préposés desdits juifs et à tous autres, de donner à l'avenir aucun billet de logement, étape ou autre, en quelque sorte et manière qu'il puisse être conçu, à ceux de leur nation pour aller d'un lieu à l'autre sous quelque prétexte que ce puisse être dans toute l'étendue de cette province, à peine de trois cents livres d'amende. Ordonnons pareillement aux Rabbins et préposés des Communautés juives établies en Alsace de donner tous leurs soins pour que ceux de leur nation qui sont pauvres mandians, vagabonds sans aveu et sans profession pour gagner leur vie, ayent à sortir de la province dans le temps ci-dessus prescrit à peine de pareils trois cents livres d'amende, même de punition exemplaire contre ceux qui seront convaincus d'avoir contribué à la rétention desdits juifs et qui n'auront pas donné avis aux juges des lieux, des contraventions à la présente ordonnance dont ils auront eu connaissance.* »

Mêmes restrictions sous le règne de Louis XVI. En effet, le 13 septembre 1777, le Lieutenant Général de Police écrivait aux préposés généraux qu'il ne voulait voir à Paris, soit pour y passer, soit pour s'y établir, que des Juifs convenables munis de très bons certificats. Les préposés des Juifs d'Alsace reçurent spécialement les instructions suivantes qu'ils devaient communiquer à leurs subordonnés dans le plus bref délai : [21]

1°) *Dorénavant, aucun juif alsacien ne pourrait plus venir à Paris sans un certificat de l'Intendant général.*

2°) *Ce certificat ne serait délivré que sur une attestation du Président de la communauté, qu'il « est de bonne vie et mœurs ».*

3°) *Lesdits présidents ne devaient donner ces pièces qu'à des gens honorables, ayant de bonnes raisons pour se rendre à Paris.*

De semblables mesures, qui constituaient de véritables persécutions à l'égard des Juifs, ne pouvaient qu'accroître davantage la mésentente entre les populations chrétiennes et eux-mêmes.

(20) Archives du Bas-Rhin, C. 335.
(21) Archives du Bas-Rhin, C. 70.

*
**

Cependant, lorsque les autorités avaient besoin de l'argent des Juifs, elles n'hésitaient pas à s'adresser à eux pour les imposer à outrance.

Voici en effet les nombreux impôts auxquels ils étaient assujettis :

Ils devaient payer annuellement à leurs seigneurs une capitation comprenant un droit d'habitation et un droit de réception fixé à trente six livres chacun. Ils étaient en outre astreints à un droit de péage. « Dans cette province on n'avait rien négligé de ce qui pouvait les dégrader. On les excluait des écoles, on les méprisait, on les tourmentait, et pour les faire descendre au dernier degré d'avilissement, on les assimilait aux bêtes de somme en leur faisant payer un droit de péage. Le tarif de ce droit humiliant était affiché dans toutes les villes; on y calculait l'âge, le sexe, l'état de la grossesse, celui de vie ou de mort. » [22].

De plus, pour avoir le droit de se livrer au commerce, les localités, nous l'avons vu, leur faisaient payer des taxes extraordinaires. Elles imposaient les Juifs si arbitrairement qu'ils s'en plaignirent à l'Intendant d'Alsace. Celui-ci, en 1744, fit signifier par voie d'huissier à tous les bourguemaistres des lieux habités par des Juifs, l'avis suivant : [23]

« *Barthélémy de Varolles, chevalier conseiller du roy, en tous ses conseils, maitre des requêtes ordinaires de son hôtel, conseiller honoraire au Grand Conseil, Intendant de police, justice, et finance en Alsace :*

« *Veu les requêtes à nous présentées par les Juifs établis en cette province, ayant aucunément égard aux dites requêtes pour forme de règlement et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, ordonnons qu'à commencer du premier janvier de la présente année, l'imposition des Juifs pour toutes charges au soulagement des communautés où ils demeurent, demeurera fixée en tems de paix à autant de fois vingt cinq sols et en tems de guerre, à autant de fois cinquante sols que chacun des dits Juifs paye de fois vingt sols de capitation; c'est-à-dire qu'un Juif qui est imposé à trois livres de capitation payera en outre de sa communauté annuellement trois livres quinze sols pour impositions et autres charges en temps de paix, et sept livres*

(22) Bédarride, page 329, « Juifs en France, en Italie, en Espagne, Paris 1867.

(23) Ordonnances d'Alsace. Tome II, page 283 (Colmar 1775).

dix sols en temps de guerre, et plus ou moins à proportion, selon que sa cotte de capitation sera plus ou moins forte. »

Fait à Strasbourg, le 15 mai 1744.

Cet arrêt fut confirmé par le roi en mars 1744.

Malgré cette intervention, les charges fiscales que devaient supporter les Juifs n'en étaient pas moins extrêmement lourdes. Toutes charges supplémentaires qui incombaient aux villes étaient presqu'entièrement déversées sur eux.

C'est ainsi qu'en 1780, les Offices du Conseil Supérieur d'Alsace furent supprimés. Comme les titulaires voulaient un dédommagement, on répartit la somme totale sur tous les Alsaciens. Elle se monta, pour le compte des Juifs, à 40.801 livres.

Les Juifs se trouvaient donc en conflit constant avec les autorités municipales, devaient payer des taxes multiples et prohibitives, ne pouvaient entrer en certaines villes qu'après l'acquittement d'un droit très élevé, beaucoup d'autres villes refusaient de les recevoir, et, seule, la Révolution devait mettre un terme complet à toutes ces tracasseries, en obtenant aux Juifs la libre ouverture des portes des villes d'Alsace.

*
**

Il est curieux de constater que malgré le mépris et l'aversion inspiré par les Juifs, les autorités n'hésitèrent pas à recourir à l'appui moral qu'ils pouvaient leur apporter, parfois.

C'est ainsi qu'en 1774 lorsque le roi tomba malade, les préposés généraux des Juifs reçurent l'ordre de faire parvenir aux communautés la circulaire suivante : [24]

Messieurs les Présidents,

« Nous sommes pénétrés de la plus profonde douleur, car nous venons d'apprendre que les jours de notre auguste Monarque sont en danger. Empressons-nous donc tous de nous adresser au Dieu de Miséricorde; que la sincérité de nos prières éclate au pied de ses autels dans cette circonstance. La loi nous l'ordonne, notre amour pour le meilleur des rois nous y porte, et les bienfaits continuels que sa main paternelle verse sur la nation, gravés profondément dans nos cœurs nous le prescrivent.

En conséquence, nous vous prions d'expédier sans délai des exprès pour faire parvenir promptement les ordres dans toutes les communautés juives de votre dépendance de se rendre

(24) Archives d'Haguenau, G. G. 70.

chaque jour, matin et soir à la synagogue, aux heures que vous indiquerez, pour faire la prière, dont vous dresserez la formule après avoir récité les psaumes qui seront choisis par vous à cet effet, à peine de trente livres d'amende applicables, moitié au seigneur du lieu, et moitié au souverain.

Nous vous prions aussi d'exhorter nos frères à répandre d'abondantes aumônes, car l'oreille du Tout Puissant est toujours ouverte au cri de l'indigence.

Grand Dieu, rends-nous notre Père, qu'il règne sur nous et nos descendans, pour la gloire de ton saint nom et le bonheur de ses sujets. »

Mais prières et aumônes s'avérèrent sans résultat, car le roi « Bien Aimé » rendait son âme à Dieu le dix mai 1774.

***

Les Juifs ont donc subi de nombreuses restrictions à l'exercice de leur droit de propriété, à leur capacité civile, à la liberté de commerce et d'industrie.

Il est frappant de constater, cependant, que malgré les persécutions sans fin qu'ils subirent de la part des populations et des autorités, ils eurent à peu près constamment, dans la mesure où ils étaient reçus, le libre exercice de leur culte.

La capitulation de 1648 maintenait en principe la liberté du culte juif [25], et celle-ci fut reconnue officiellement par Louis XVI qui nomma deux rabbins, l'un pour la Haute-Alsace, l'autre pour la Basse-Alsace.

Mais le judaïsme d'Alsace vivait malgré tout dans une certaine insécurité qui ne permit à aucun moment d'envisager le fonctionnement régulier d'écoles rabbiniques. Le rabbin de la Haute-Alsace résidait à Ribeauvillé, et celui de la Basse-Alsace à Haguenau. Cette dernière circonscription était fort réduite du fait que l'Evêque de Strasbourg avait revendiqué et obtenu le droit de nommer les rabbins dans le domaine des terres de l'évêché, le duc de Hesse Darmstadt dans le Comté de Hannau, et le directoire de la noblesse de la Basse-Alsace dans leurs domaines respectifs.

Il serait cependant inexact d'affirmer que les Juifs furent persécutés à raison de leurs pratiques religieuses.

Les différentes ordonnances qui ont été rendues à ce sujet, au cours des siècles, réglementent cette importante question, et tout en envisageant certaines mesures restrictives justifiées, leur accordent une liberté de culte à peu près totale.

(25) Ordonnances d'Alsace, T. I, page 46.

Ils furent certainement beaucoup moins inquiétés à raison de leurs opinions religieuses que les Juifs du Midi de la France.

Le seul moment de l'année où on les persécutât à ce sujet, était la période pascale, pendant laquelle ils étaient tenus de rester dans leurs maisons, afin de ne pas heurter, par une attitude de provocation, les convictions des chrétiens qui passaient ces journées dans le deuil; certains fidèles, trop zélés, ne manquaient jamais, à cette occasion, de leur jeter des pierres ou de les injurier chez eux.

A part ces exceptions, ils pouvaient se livrer à l'exercice de leur culte à leur gré. La tranquillité relative dans laquelle on les laissait, ne doit pas nous surprendre. Ce qui les rendait hostiles et les faisaient regarder avec méfiance par les populations, c'étaient leur langage judéo-chrétien, leurs mœurs particulières, le fait qu'ils étaient des étrangers, des gens d'une autre race, beaucoup plus que leur religion. Ceci explique la nature des tourments qu'ils subissaient; on les chassait parce qu'ils représentaient un élément étranger sur le territoire, parce que tout établissait une séparation entre eux et les paysans alsaciens; mais leur culte eut le moins à souffrir des persécutions populaires, car ce n'est pas tant leur religion qui semblait intolérable, que la race définie, orientale, bizarre, à laquelle ils appartenaient.

Au cours des séances de l'Assemblée Constituante, lors des discussions sur les modifications à apporter à leur statut, l'Abbé Maury synthétise l'état d'esprit des populations françaises d'Alsace lorsqu'il s'écrie : « *A la différence des protestants qui sont des Français, les Juifs sont des étrangers, non des citoyens. Tout ce que l'on doit faire pour eux, c'est de les protéger en tant qu'individus, et de ne pas permettre qu'on les inquiète pour leurs opinions religieuses.* »

Cet état d'esprit général montre clairement pourquoi les Juifs, qui eurent à souffrir dans leur vie privée, comme dans leur vie publique, les sarcasmes, le mépris et les violences du peuple, purent à peu près paisiblement se livrer à l'exercice de leur culte.

Ils avaient le droit de posséder des synagogues dans des maisons privées, pouvaient se livrer à leurs devoirs religieux, mais sans provocation aucune; « *S'ils ont un enfant à circoncire, l'opération doit se faire chez eux* », précise l'ordonnance de l'Evêque de Strasbourg, de 1700.

Pour les mêmes raisons, toutes discussions religieuses avec un chrétien leur étaient interdites.

Leurs synagogues, toutefois, n'eurent pas beaucoup de

chance; celle de Colmar fut brûlée au XIII[e] siècle; celle de Haguenau fut confisquée et donnée à la ville en 1347, et aucune ne survécut aux massacres de 1349. Elles devinrent toutes propriété communale et furent démolies ou converties en bâtiments privés. Sans se décourager, les Juifs en reconstruisirent de nouvelles; mais celles-ci étaient des plus humbles, car craignant d'être chassés, ils ne tinrent jamais à avoir de temples aux belles architectures.

Leurs synagogues étaient de simples abris, élevés dans une maison assez vaste pour contenir la communauté, et renfermant quelques rouleaux de la Loi.

La communauté juive de Ribeauvillé comprit parfaitement que pour échapper à la malveillance, la synagogue devait passer inaperçue; aussi, en 1710, écrivit-elle au magistrat pour lui exposer que, la synagogue se trouvant dans la grande rue, le marché se tenait tous les samedis devant elle, et qu'elle recevait des pierres dans les fenêtres du Temple, ce qui, avec les cris du dehors, gênait l'exercice du culte divin.

L'écrivain de la pétition, Meyer Weill, Président, ajoutait « *qu'il avait acheté pour son fils une maison dans un coin très retiré de la ville, qu'il voulait y faire construire une synagogue à la place de celle qui existait et qui était trop en vue.* » [26].

Le 27 mars 1711 cette permission fut accordée à condition que la communauté payerait tous les ans six florins à la caisse municipale de Ribeauvillé [27].

Le président fit construire cette synagogue de ses propres deniers, en attendant que la communauté, trop pauvre alors pour participer à la dépense, pût lui rembourser ses avances.

Les années passèrent sans que la caisse commune fût en mesure de lui payer le moindre acompte; pour régulariser la situation, il se rendit à Colmar en 1738 avec les trente-quatre pères de famille juifs de Ribeauvillé et, devant deux notaires, il fit cadeau de la synagogue à la communauté [28].

(26) Archives du Haut-Rhin, E. 1624.

(27) Archives du Haut-Rhin, E. 1624.

(28) *Voici le règlement auquel était soumise cette même communauté, règlement établi en 1738 par le président Meyer Weill et le rabbin Samuel Weill :*

Article 1[er] : à l'approche de l'heure de la prière, le bedeau devra voir si le ministre officiant est à sa place.

2) Le rabbin réglera tous les mois les heures de prières que le bedeau publiera et affichera à la porte du Temple.

3) Le premier et le deuxième ministres officiants devront toujours être à leur poste, sous peine de dix sols d'amende pour le premier, et de cinq sols pour le deuxième.

4) Ils ne pourront pas s'absenter sans permission sous peine d'une amende de deux thalers.

Dans le Bas-Rhin, les Juifs rencontraient parfois certaines difficultés dans l'érection de leurs synagogues; pour parvenir à leurs fins, ils prenaient souvent une voie détournée, n'ignorant pas que la moindre influence occulte pouvait leur faire refuser les autorisations.

C'est ce que savaient parfaitement les Juifs de Trenheim, dans le comté de Hanau-Lichtenberg; ils avaient une vieille petite synagogue menaçant ruine et se demandaient comment en obtenir une autre, quand le président Isaac eut l'idée d'écrire au comte de Hanau que son vieux père aveugle ne pouvant se rendre au temple pour y faire ses prières, il suppliait le comte de lui permettre de construire une synagogue dans sa maison, pour qu'il pût ainsi rendre service à son père et forcer les autres membres de la communauté à venir assister aux offices chez lui.

Cette permission fut accordée, et les Juifs commencèrent l'édification de la synagogue, quand le curé de l'endroit, Lang, voulut s'y opposer; ils lui soumirent alors leur autorisation revêtue des signatures appropriées. Le curé riposta en écrivant au comte que le temple était un monument d'une hauteur prodigieuse, avec d'immenses fenêtres, et déploya contre les Juifs une telle activité que l'affaire dut être plaidée à Bouxwiller; le charpentier Nicolas Schein fut nommé expert; d'après son

5) *A la sortie du Pentateuque et pendant la lecture, il faut que le rabbin et le prévôt aient leurs honneurs accoutumés.*

6) *Quand il y a une circoncision à faire au temple, la marraine doit apporter l'enfant à temps. Si elle arrive en retard, elle aura comme amende une livre de cire à donner.*

7) *Si quelqu'un se permet de venir au temple autrement qu'en redingote ou manteau avec le chapeau, il sera passible d'une amende consistant en une demi-livre de cire.* (Aujourd'hui encore les Juifs de village et même de villes continuent de mettre le samedi leur redingote et leur chapeau haut de forme. Certaines dispositions du concile du VII[e] siècle sont en rapport avec ces habitudes vestimentaires). (Note de l'auteur).

8) *Pour tout ce qui regarde leurs fonctions de sacrificateurs, les ministres sacrificateurs se conformeront aux règlements hébraïques.*

9) *Ils ne pourront tuer qu'aux deux bouchers juifs, sous peine d'une amende de quatre thalers, à moins que lesdits bouchers manquent complètement de viande.*

10) *Les examinateurs de la viande devront veiller à ce que le pauvre et le bourgeois reçoivent pour leur argent de la marchandise aussi belle que le riche.*

11) *La viande sera vendue au prix taxé par les examinateurs qui l'estimeront selon sa valeur.*

(12) *Les sous préposés feront les encaissements quatre fois par an.*

13) *Il y aura un employé spécial pour la boîte aux aumônes; pour les peines entraînant une amende pécuniaire à verser dans cette boîte, on dressera une liste spéciale des gens punis.*

14) *Au cas où un membre de la communauté, puni, refuse de s'exécuter, il sera excommunié.*

Fait à Ribeauvillé, le 27 janvier 1738.

Archives du Haut-Rhin, E. 699.

rapport, il résulta que la synagogue n'avait que quatorze pieds français de long; dix-sept de large, et dix et demi de hauteur. Les Juifs gagnèrent donc leur procès, le curé fut condamné aux dépens, et le Temple fut inauguré le Samedi avant Pourim de 1723 [29].

Au début de la Révolution française, les synagogues eurent plus de chance, et ne furent plus inquiétées. Mais, quand vint la Terreur, elles durent rester fermées près de dix-huit mois et ce n'est qu'au début du XIX[e] siècle qu'elles purent retourner à un fonctionnement normal.

(29) Archives du Bas-Rhin, C. 2.517.

CHAPITRE V.

Problème de la Démographie juive.

Il y a peu de régions où les Juifs aient été traités avec plus de rigueur qu'en Alsace. Cependant, malgré les cruelles épreuves qu'ils y enduraient, malgré les tourments incessants auxquels ils étaient en butte, les Juifs étaient très attachés à cette province et préféraient y subir les pires persécutions plutôt que de se résoudre à la quitter.

A peine étaient-ils chassés d'un endroit qu'ils se réfugiaient dans un autre. Malgré les efforts conjugués des villes et du peuple pour les anéantir, leur population manifestait un accroissement surprenant, de siècle en siècle.

Déjà, vers la fin du XVII[e] siècle, le roi s'émut de leur fécondité. Pour l'enrayer partiellement, il eut un instant la vélléité de faire sortir d'Alsace tous les Juifs qui n'avaient pas de propriété, d'abord, et les autres ensuite; ceci ressort d'une correspondance échangée entre le Commandant en chef des troupes cantonnées dans ce pays, et le Ministre de la Guerre, de Chamillart. Mais il ne fut pas donné suite à ce projet.

Le Maréchal d'Huxiller écrivait en effet au Ministre, le 15 mai 1701 [1] :

« *Monseigneur, je vais être obligé de vous mander que feu Monsieur Barbézieux me dit la dernière fois que je le vis, que l'intention du roy était que je fisse sortir d'Alsace tous les Juifs qui se trouveraient sans bien, n'étant pas originaires du pays, et qui seraient venus s'y establir depuis dix ans; mais n'ayant pas eu le temps d'exécuter cet ordre avant mon départ pour la Bourgogne, je le dis à Monsieur de la Houssaye, et luy remis le mémoire que j'avais de tous les Juifs. Comme apparemment, d'autres affaires l'ont empêché d'y songer, je vous prie de me faire savoir là-dessus votre intention.* »

De Chamillart répondit :

(1) Archives du Bas-Rhin, C. 66, N° 4.

« *L'intention du Roy est qu'en exécution de ce que Monsieur de Barbézieux vous a expliqué de sa volonté, à l'égard des Juifs qui sont en Alsace, vous fassiez sortir de cette province tous ceux qui s'y trouveront sans biens et qui s'y sont établis depuis dix ans.* »

Aussi, le Maréchal d'Huxiller donna-t-il ses ordres en conséquence, mais comme ils devaient passer par les bureaux de plusieurs administrations, les choses n'allèrent pas vite. Sur ces entrefaites, la guerre éclata de nouveau, et les Juifs furent momentanément oubliés [2].

Environ treize ans plus tard, l'Intendant d'Alsace s'adressa de nouveau au Ministre pour savoir s'il fallait reprendre l'affaire de l'expulsion. Or celui-ci lui répondit de Versailles, le 13 janvier 1713 [3] :

« *Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous avés pris la peine de m'écrire le 15 de ce mois, sur ce que vous m'y mandés des titres et concessions en vertu desquels les Juifs sont établis et tolérés en différents lieux d'Alsace, dont j'ay rendu compte au roy. Sa Majesté n'a pas jugé à propos d'y rien changer, ni de les inquiéter pour les obliger de sortir.* »

A la suite de cette lettre, les Juifs, rassurés, commencèrent à peupler un assez grand nombre de villages alsaciens. Cet accroissement fut surtout sensible au XVIII[e] siècle, car Fischer signale [4] : « En 1689 on ne comptait dans toute la province que 587 familles, tandis qu'en 1716 un nouveau recensement officiel par l'Intendant d'Augervillers, en porte le nombre à 1.348; en 1740 on en trouve 2.125, et d'après les Lettres Patentes du 10 juillet 1784 il est établi qu'à cette dernière époque, il y en avait 3.840 composées de 19.624 personnes. »

Contre cette multiplication qui provenait surtout d'une immigration massive d'Est en Ouest, certaines villes réagirent énergiquement :

Wintzenheim (Haut-Rhin), demanda en 1730 que la communauté juive fut réduite à quatre ménages. Pour se défendre, les Juifs présentèrent aux autorités de la ville le rapport suivant, émouvant plaidoyer en leur faveur : [5]

« *Mémoire pour la communauté des juifs de Wintzenheim, deffendeurs, contre le Prévot et habitants de Wintzenheim, demandeurs :*

(2) Archives du Bas-Rhin, C. 66, N° 4.
(3) Archives du Bas-Rhin, C. 491.
(4) J. F. Fischer, De statu judoearum, page 94.
(5) Archives de Wintzenheim, Communauté Israélite.

« Une nation sans appui, sans défense, une nation éparse dans tout le monde, et à qui le retour dans les terres de ses pères est interdit à jamais par Dieu même, qu'il est aisé de la décrier !

« L'histoire nous fournit maints exemples de persécutions suscitées aux Juifs. On dirait que ceux qui portent un nom si funeste sont destinez à être les malheureuses victimes de la colère insensée d'une populace fougueuse, et que c'est un point de religion de persécuter ceux qui en professent une, laquelle est l'ainée de la chrétienne : bien plus dignes en cela de compassion que les hérétiques dont les dogmes n'ont en aucun tems été vrais.

Dans le Ve siècle, la lie du peuple avait conspiré la ruine des Juifs. On brûlait leurs synagogues et leurs maisons, ils n'étaient pas en sûreté de leurs vies, même dans les place publiques. Deux empereurs se virent obligés d'arrêter ce désordre, l'effet d'une folle dévotion. Leur édit est passé jusqu'à nous.

Vers le milieu du XIIIe siècle, un moine séduit par un zèle indiscret, s'avisa de prêcher une croisade contre les Juifs; l'Alsace fut empestée de la pernicieuse doctrine; les Juifs y furent massacrés sans pitié en plusieurs endroits; St Bernard s'éleva contre ce moine, et dans une lettre il qualifie le zèle de ce reclus de « sagesse infernale ».

La doctrine de ce moine ne fut détestée que pendant un tems; vers 1338 un cabaretier d'Alsace auquel on donna le nom d'Armleder, s'érigeant en prophète. fit croire aux peuples de la campagne que leur salut était attaché à l'extermination des Juifs. Un nombre infini de faux zélés se joint au cabaretier volontaire; ils font main basse sur les Juifs en massacrant plus de 1.500 dans les seules villes d'Ensisheim et de Rouffach, et viennent à deux reprises mettre le siège devant Colmar, où plusieurs familles de ces malheureux avaient trouvé asile. Il fallut que tout ce qu'il y avait de seigneurs puissants en la province se liguassent pour faire lever ces sièges; encore ces ligues n'empêchèrent-elles pas que les Juifs ne fussent massacrés en plusieurs villes.

Environ cent cinquante ans après, les Suisses allant au secours de René duc de Lorraine, se répandirent dans la Haute-Alsace et dans une partie de la Basse; les bourses des Juifs furent l'objet de l'avidité de ces auxiliaires : les Suisses leur laissèrent la vie, mais il fallut la racheter par tout leur argent.

L'histoire, en nous transmettant ces événements, nous fournit une preuve qu'il faut pénétrer jusques dans les siècles les plus reculez pour chercher l'époque de l'établissement des Juifs en Alsace, et que ce qu'il y avait de seigneurs plus puissans et

de plus sensés dans la Province se sont opposés à ce qu'une nation une fois reçue, fût ou opprimée ou chassée.

Les habitans de Wintzenheim, gens aguerris aux procès par le nombre de ceux où ils ont toujours succombé, livrent aux Juifs une guerre d'un nouveau genre. Guidez par le magistrat de Colmar, ils demandent que le nombre de familles juives établies dans le bourg soit réduit à quatre en tout, et qu'il soit fait deffenses à Monsieur le Comte de Borey d'en recevoir plus que proportionnellement à la part qu'il a en la seigneurie de ce lieu.

Wintzenheim est un bourg assez considérable, qui, pour la meilleure partie, dépend de la Reichsvogtey ou Prévôté royale de Keysersberg. La dignité de Reichsvogt, dont la création est du XII^e^ siècle, était un office de l'Empire; celui qui en était revêtu représentait l'empereur dans les endroits dont la défense et le gouvernement luy étaient confiés. Le Reichsvogt de Keysersberg avait cette marque de distinction qu'il était en même temps magistrat pour l'administration de la justice, et officier militaire pour la garde d'une des avenues de l'empire. Cet office était d'une telle considération que des archiducs n'ont pas tenus à deshonneur d'en être pourvus.

Plus de trois quarts des habitants de Wintzenheim sont justiciables de la Reichsvogtei; le reste est de la seigneurie de Hohenlandsperg, appartenant à la ville de Colmar; chaque seigneur y a son juge, mais celui du Reichsvogt a la préséance.

En 1526, l'archiduc Ferdinand, frère de Charles V et qui lui succéda dans l'Empire, était Reichsvogt de Keysersberg. Il fit renouveler par des commissaires de la première qualité, les biens et les droits de sa Prévôté impériale; du nombre des droits insérés en ce renouvellement, est celui de protéger et de recevoir des Juifs.

Le seul endroit de la Reichsvogtei où de mémoire d'homme il y a eu des Juifs, c'est Wintzenheim; il est échappé à l'injure et à la calomnie des tems, deux contrats des maisons achetées par des Juifs en 1629 et en 1668, qui rappellent pour confronts d'autres maisons de Juifs.

En 1679 il n'y avait plus à Wintzenheim que deux familles juives; en 1681 il y en avait quatre; en 1698, neuf; en 1710, dix-neuf; en 1719, vingt-quatre; en 1730, trente.

En 1722 la communauté des Juifs de Wintzenheim avait cent cinquante livres d'impôts à payer par an, en 1728, deux cents dix livres; malgré cela les habitants demandent aujourd'hui que le nombre des familles juives soit réduit à quatre, etc, etc.

Wintzenheim 1730

Signé : Bruger, Avocat.

Wilhem, Procureur.

Puis après Wintzenheim, ce fut Wissembourg, ville du Haut-Rhin qui protesta en 1738 contre le nombre croissant des familles juives, voici en quels termes : [6]

Monseigneur le duc de Chatillon,

« *Nous avons l'honneur de représenter avec une très respectueuse et très zélée soumission à votre Excellence que, connaissant par expérience même le préjudice et la ruine que causent souvent de fois les Juifs dont le principal principe n'est que de vivre des dépouilles, notre intention particulière aurait été à délivrer notre ville de pareilles gens aussi nuisibles que dangereux et dont leur société n'est que pernitieuse, et pour y parvenir le magistrat, déjà en l'année de Charles IV, aurait supplié l'empereur de lui permettre de chasser ceux qui se trouvaient alors dans cette dite ville, ce qui aurait été accordé par lettres patentes du jour Saint Egide, ce qui aurait été confirmé par ses successeurs.*

« *Mais les guerres de Suède et autres de très longue durée étant survenues, ces dits Juifs auraient trouvé le moyen par le crédit de quelques puissances, de rentrer, et où ils se sont accumulés ces années dernières jusqu'à vingt-quatre à vingt-six familles; de sorte que nous nous trouvâmes obligés de porter nos plaintes à feu Monseigneur de la Houssaye pour lors Intendant de la province, lequel connaissant la justice de notre demande, nous aurait mandé par sa lettre du 23 février 1715, de tolérer ceux qui se trouvaient etablis actuellement en cette ville, mais que pour les détruire entièrement, il fallait n'en plus recevoir dorénavant, et que même, leurs veuves ou enfants venant à se remarier, qu'il fallait pareillement les faire sortir de la ville, que ce serait le moyen de se délivrer d'eux.*

Nous avons tenu ferme autant qu'il nous a été possible à l'exécution de ces ordres; cependant quelques-uns ont trouvé monobstant ouverture par de puissantes recommandations à continuer leurs demeures en cette ville, quoiqu'en contravention de ces ordres; et ces dits Juifs, intrigués comme ils le sont, cherchent tous les moyens à renverser malitieusement ces précautions salutaires, et à éluder les dites lettres patentes et ordres des supérieures en tâchant d'établir en cette ville un nombre plus fort de Juifs qu'il n'y a jamais été, et pour cet effet ils se sont présentés en plein magistrat et ont demandé à ce que leur nombre soit augmenté jusqu'à trente familles; mais comme les mesmes considérations pour les éloigner de cette ville subsistent encore actuellement, et en considération des lettres

(6) Archives de Hagueneau, G. G. 67.

patentes et ordres susdits, dans lesquels privilèges il a plu au roy de nous maintenir, nous les avons renvoyé de leurs demandes et avons ordonné que lesdites lettres patentes et ordres soient exécutés en tous leurs points, formes et tenneurs.

Cependant, ils se ventent ouvertement de parvenir à leur point, à la sollicitation de leur rabi qui se trouve actuellement à Paris et à la faveur de quelques puissances qu'ils disent avoir attiré à leur protection. Et comme la chose est de trop grande conséquence pour nous et nostre ville que pareils gens y soient admis, n'estant d'aucune utilité ny pour la ville, ny pour le public, mais plutôt la ruine totale des habitants, remplis d'artifices et de mauvaises intentions, nous nous trouvons obligés, Monseigneur, de supplier très humblement votre Excellence de nous faire la grâce s'il lui plait, en nous accordant sa très haute et très puissante protection à cette occasion, de vouloir bien nous maintenir et nostre ville dans nos anciens privilèges, droits et coutumes, en conséquence ordonner que lesdites lettres patentes et ordres susdits seront continués d'être exécutés selon leurs forme et tenneur, enjoindre aux dits Juifs de s'y conformer; pour quelles grâces nous ne cesserons d'implorer le Seigneur pour la conservation, prospérité et santé de votre Excellence.

Nous avons l'honneur d'être, etc... »

Ces localités obtinrent l'autorisation de se tenir au statu quo, et de ne plus accepter de nouvelles familles que pour en remplacer d'autres venues à disparaître [7].

Quelles étaient donc les raisons de l'augmentation progressive de la population juive ?

D'une part, la fécondité des Juifs était extraordinaire. C'est ainsi que de 1785 à 1789, soit en l'espace de cinq ans, 79 familles enregistraient 43 naissances, à Ingwiller, soit 109, 1 naissance pour mille habitants, alors que le chiffre relatif des décès pour la même ville n'était que de 47 %.

Pour le Juif, l'absence d'enfant est le signe le moins équivoque de la réprobation céleste, aussi chacun appliquait-il à la lettre l'enseignement de David : « *Vois l'héritage de l'Eternel, ce sont les enfants; le fruit du corps est une récompense* » [8].

Cette fécondité s'explique aussi aisément par la psychologie des femmes juives; vivant sans droits et en marge de la société, elles n'avaient qu'une consolation : leurs enfants. Profondément imbues de l'idéal patriarchal que la lecture quotidienne de la Bible ancrait en elles, elles souhaitaient que le nombre de leurs

(7) Archives de Haguenau, G. G. 68.
(8) **Psaume, 127, V, 3.**

enfants fût aussi grand que possible. L'influence de la religion sur la natalité est indéniable et se manifeste ici de façon saisissante. Charles Gide a signalé que chaque mère juive espérait voir le Messie sortir de ses flancs et que c'était un motif pour augmenter le nombre de ses enfants.

D'autre part, beaucoup de Juifs miséreux, venus de l'autre côté du Rhin, rejoignaient leurs coreligionnaires installés en Alsace, grossissant ainsi leur nombre déjà considérable.

Les routes étaient à ce point infestées de mendiants que le 26 mars 1746, le maréchal de Coigny lança à leur sujet une ordonnance très sévère dans le but de les refouler. Mais les troupes et les magistrats des villes appliquèrent cette mesure, qui ne visait que les Juifs du dehors, de façon brutale sans distinguer entre les vagabonds et les Juifs nés et établis dans la province, qu'ils accablèrent indistinctement de mauvais traitements.

Les préposés se plaignirent au Marquis de Balincourt, représentant le Maréchal de Coigny en son absence. Celui-ci admit la légitimité de cette réclamation, et donna aux préposés la note explicative suivante, qui pouvait être affichée partout : [9]

« *Claude Guillaume Testu, Marquis de Balincourt, Baron de Bouloine, Seigneur de St Cyr, Lieutenant-Général des Armées du Roy, Gouverneur des ville et citadelle de Strasbourg Commandant en l'absence de Monsieur le Maréchal de Coigny, dans la province d'Alsace.*

Sur ce qui nous a été représenté de la part des préposés des Juifs de cette province, que quoique notre ordonnance du 26 mars dernier n'ait pour objet principal que les Juifs véritablement errans ou vagabonds ou étrangers sans aveu, néanmoins elle exposerait ceux du pays à être inquiétés, en ce qu'en en interprétant les dispositions, à la rigueur, elle paraîtrait pouvoir s'étendre aux Juifs domiciliés depuis long-temps en Alsace, et qui y ont acquis des établissements fixes, ou qui y servent aux synagogues et écoles ou comme domestiques, même ceux originaires de la province que l'infortune a réduit à la pauvreté, ou que l'âge et l'infirmité ont obligé de remettre leurs biens à leurs enfants, ce qui priverait une infinité de gens du droit de domicile qu'ils ont acquis, les uns par une longue possession, les autres par la naissance, et ôterait aux pauvres le droit de mandier, seule ressource de leur misère,

Nous, Lieutenant Général des armées du Roy, Commandant en Alsace, défendons d'inquiéter les Juifs que l'âge et l'infirmité ont obligé d'abandonner leurs biens à leurs enfants, et qui sont

(9) Archives de Haguenau, G. G. 67.

demeurans avec eux, les pauvres Juifs mandians du pays qui ont un domicile fixe et connu, les extra-provinciaires qui se sont établis dans la province et qui ont été reçus selon les règles, ayant aussi un domicile certain, ainsi que ceux qui servent réellement dans les écoles et synagogues, ou comme domestiques gagés, sans qu'ils puissent en être souffert, ou retenu d'autres dans la province, sous les peines portées par notre susdite ordonnance; défendons à cet effet aux dits préposés des Juifs de confondre avec les Juifs sus-mentionnés, les Juifs véritablement errans, vagabonds et sans aveu; les préposés des communautés ne pourront entrer dans la discussion des facultés des Juifs sous prétexte des états qu'ils ont à nous fournir et qui ne doivent contenir que la distinction des domiciliés, étrangers, errans, vagabonds et sans aveu. »

Fait à Strasbourg, le 20 mai 1746
Balincourt.

Ce texte montre une fois encore l'attitude bienveillante des Intendants d'Alsace envers les Juifs, soucieux de faire respecter les ordonnances édictées en leur faveur.

Après avoir pris connaissance de la décision du Marquis de Balincourt, Joseph Prunier de St André, commandant en l'absence du maréchal de Coigny dans la province d'Alsace, demanda à tous les préposés, le 10 décembre 1751, une liste exacte de tous les Juifs domiciliés en Alsace [10].

Le dénombrement bientôt fait, aboutit à 3.911 familles officiellement fixées dans le pays, soit près de vingt mille âmes. Ce chiffre, qui accusait une progression ininterrompue du nombre des familles juives, inquiéta les autorités civiles et judiciaires persuadées que la présence des Juifs dans la province était un fléau.

Pour ralentir les effets de ce mal et enrayer l'accroissement naturel de cette population, elles arrêtèrent un certain nombre de mesures, qui aboutirent à la promulgation de l'Edit du 10 janvier 1784, interdisant aux Juifs de contracter mariage sans autorisation expresse du Roi.

On exigea des Juifs, à l'entrée de chaque ville, la présentation du billet de protection, attestant qu'ils avaient payé annuellement 17 livres 10 sols chacun, au fermier des domaines, et 17 livres au seigneur du lieu de leur résidence; cette mesure fut prise dans le but d'éviter l'installation dans la province des Juifs vagabonds et étrangers, et de leurs familles [11].

(10) Archives du Bas-Rhin, C. 334.
(11) Ces billets de protection étaient des sortes de passeports sur papier jaune, ainsi conçus :

Puis, quelques années plus tard, le droit de séjour fut déclaré non héréditaire; les enfants mariés durent, en conséquence, aller habiter ailleurs, sauf exception en faveur du fils ainé.

Mais ces mesures restrictives n'étaient pas toujours appliquées à la lettre. Les premiers à y contrevenir étaient les seigneurs qui avaient trouvé une source de revenus fort appréciable dans les importants mouvements de la population juive.

C'est alors que le roi Louis XVI s'inquiéta à son tour de la progression ininterrompue de la population juive, et étudia le moyen de l'enrayer par l'interdiction partielle du mariage, après avoir reçu des baillis d'Alsace les résultats des recherches auxquelles il les avait chargés de procéder [12].

Ces enquêtes donnèrent naissance à l'ordonnance du 10 juillet 1784 dont les articles 6 et 7 arrêtaient [13] : « qu'il est défendu à tout Juif ou Juive actuellement résidant en Alsace, de contracter aucun mariage sans la permission formelle du roy, même hors des états de sa domination, sous peine d'être incontinent expulsé de la province. En conséquence, les rabbins ne pourront procéder à la célébration d'un mariage qu'autant qu'il leur sera apparu de cette permission, sous peine de trois mille livres d'amende et d'expulsion en cas de récidive. » [14]

17..... Wintzenem. — Bon Pour Alexandre Bloch.
L'année 17.....
Seulement,
De par le Roy,

Commis et Gardes pour la conservation des domaines du Roy dans la Haute et Basse Alsace, laissez librement passer et sans faire payer aucuns droits, le nommé Alexandre Bloch, Juif de nation, demeurant à Wintzenem, âgé de soixante-deux ans, de grande taille, poil grisâtre et brun, composant seul sa famille.

S'il vous apert du contraire en celuy qui sera porteur du présent, vous lui ferez payer le péage corporel, suivant la rigueur du tarif.

Fait à Strasbourg, le.....
Signature illisible.

Archives du Bas-Rhin, C. 335.

(12) Le bailli de Saverne, entre autres, lui avait répondu, le 8 août 1780, par une lettre contenant le passage suivant :

« L'on aura beaucoup de peine à empêcher l'accroissement des Juifs; cette nation se marie à l'âge de quatorze à quinze ans, et se multiplie extraordinairement; de ma connaissance, il n'y a eu que cinq ou six familles pour cette ville, aujourd'hui il y en dix-huit. » Archives du Bas-Rhin, C. 335.

(13) ISAMBERT, XXVII, page 428.

(14) Cette permission était ainsi conçue :

Aujourd'hui, septième du mois d'août 1785, le roi étant à Versailles, Sa Majesté, sur la très humble supplication du nommé.... Juif de .... lui a permis et lui permet de se marier avec la nommée .... fille de la même religion, l'excepte à cet effet des deffenses portées par l'article 6 du règlement du 10 juillet 1784 concernant les Juifs d'Alsace.

Autorise en conséquence tout rabbin de la province à procéder à la célébration de leur mariage dans le cas où il n'y aurait d'autre empêchement que celui résultant des deffenses portées par ledit règlement. Et pour assurance de ce qui est en cela de la volonté de Sa Majesté, elle m'a commandé

Ces autorisations, données sur parchemin, s'obtenaient assez facilement, surtout pour les Juifs dont les parents avaient des propriétés ou un domicile fixe en Alsace, mais elles étaient refusées à ceux qui n'y avaient élu domicile que depuis la publication des dernières ordonnances.

*
**

Jusqu'à la Révolution par conséquent, le problème de la démographie juive inquiéta les autorités françaises, tant locales que centrales, et les mesures successives que nous venons d'étudier, eurent pour but d'arriver à résoudre cette grave question, au mieux des intérêts de chacun.

d'expédier le présent brevet qu'elle a signé de sa main et fait contresigner par moi, son Conseiller Secrétaire d'Etat et de ses Commandements et Finances.

Louis.
et plus bas la signature de :
Le Maréchal de Ségur.

Archives du Bas-Rhin, C. 335.

Chapitre VI

L'affaire des fausses quittances (1777-1784).

Une des raisons de l'antipathie générale que suscitaient les Juifs d'Alsace était la pratique de l'usure à laquelle certains d'entre eux se livraient. Dans un grand nombre de régions, comme la Sundgau (région de Belfort), les paysans appauvris par les guerres successives, s'étaient fortement endettés, et leurs prêteurs juifs détenaient des gages très importants.

« La misère de ces paysans était telle que s'ils avaient dû se libérer, des villages entiers seraient, dit-on, passés aux mains des Juifs » [1].

Nous avons, dans un précédent chapitre, exposé les raisons pour lesquelles les Juifs étaient cantonnés dans le métier de prêteurs sur gages, l'exercice des autres professions étant entouré, pour eux, de multiples entraves.

Il est indéniable que certains d'entre eux se livraient à l'usure, et se portaient dans la pratique du commerce d'argent, à des abus inqualifiables. Mais des milliers d'êtres doivent-ils être responsables des exactions de quelques-uns de leurs coreligionnaires ? Or, avec la tendance propre à tous les esprits simples, de généraliser, les populations se laissaient aller à rendre toute la collectivité juive responsable des excès commis par quelques-uns de ses membres, et englobant tous les Juifs dans une haine générale, ne leur ménageaient ni les sarcasmes, ni les persécutions quotidiennes.

Enfin, c'est un fait d'expérience que des créanciers qui réclament le remboursement de leurs dettes, excitent toujours les rancœurs de leurs débiteurs. Comment s'étonner que l'hostilité envers les Juifs ait grandi d'année en année pour aboutir au scandale des fausses quittances ?

Cette affaire se produisit en 1777. Les paysans débiteurs des Juifs eurent recours à un moyen à la fois fort simple et fort malhonnête, pour réagir contre l'abusive pratique de l'usure. Ils

(1) Berman, Histoire des Juifs de France.

présentèrent à leurs créanciers de fausses quittances offrant toute garantie d'authenticité, écrites en caractères hébreux, rédigées en patois judéo-alsacien, et revêtues de la signature, parfaitement imitée, de leurs prêteurs respectifs [2].

Les Juifs, stupéfaits, crièrent au faux, et comme le nombre des fausses quittances se multipliait de façon inquiétante, ils entamèrent un grand nombre de procès. Mais ceux-ci ne devaient pas aboutir. Comment en effet, poursuivre sans scandale, des milliers de coupables ? De plus, certaines autorités pensaient qu'il eût été barbare de condamner tant de malheureux réduits à la misère et aux expédients par la rapacité des Juifs.

Aussi, le Conseil souverain d'Alsace, dans l'espoir de résoudre ce conflit, se contenta-t-il, par un arrêt du 11 juillet 1778, de décider que tous les débiteurs étaient tenus de déposer aux greffes des tribunaux de leurs ressorts ou dans les études de notaires les plus proches, tous les reçus portant signature juive.

Cependant l'affaire avait à ce point surexcité les esprits, que le peuple fit répandre à profusion dans le Haut-Rhin la diatribe suivante, en haine des Juifs [3].

MALEDICTION

Il est une nation qui toujours en délire,
L'on sent déjà d'avance ce que nous voulons dire,
C'est le peuple Juif,
qui, toujours fugitif
Par une erreur grossière,
Aveugle, sans lumière,
Même sans Foy ni Loy,
Tuèrent leur propre Roy,
Ce qui les rend malheureux.
Ils demanderont sur eux
Et sur leur Nation,
La Malédiction.

INSCRIPTIO

Sanguis ejus semper nos / Et super filios nostros } *Fiat* *Jesu Nazarenus / Rex Judeorum* } *Veritas*

JESUS

Qu'ay-je donc mérité ?
Je suis la vérité.

(2) Archives de Porrentruy; liasse des Juifs.
(3) Archives de Porrentruy, liasse des juifs.

PILATE REPOND

Quid est veritas ?
C'est une question qui n'est plus guère en vogue,
On l'ignore absolument dans notre synagogue.

MALEDICTION

Les Juifs d'à présent sont de vrais gueux;
Toujours vagabonds, ils n'ont ni feu ni lieux.
Fourberie, mauvaise foy, vices qui leur sont propres,
Ils ne sont plus dans le monde que pour servir d'opprobre.
Il en est d'assez fous de croire que c'est un bien
Pour honorer Moïse de tromper un chrétien.
Le second évêque de Rinck s'est alors dépêché,
De chasser ces frippons de tout son évêché.

*
**

Ce pamphlet ne fit pas beaucoup de mal, mais il en alla tout autrement d'une brochure écrite par un Juif converti contre ses anciens coreligionnaires, et publiée en Allemagne. Elle était d'ailleurs si pleine de calomnies et de mensonges qu'elle fut interdite peu après sa publication. Mais les paysans alsaciens la lirent et y crurent, ce qui provoqua une recrudescence de tourments pour les Juifs.

En 1778, des désordres se produisirent à Thann, Durmenach et Hayenthal; les Juifs du Haut Rhin n'étant pas plus en sûreté sur les chemins que dans leurs maisons ou leurs synagogues, se plaignirent aux préposés généraux en leur dépeignant toute l'horreur de leur situation.

Les préposés, comprenant la gravité des événements et la menace de soulèvement général des paysans envoyèrent alors au Ministre de la guerre le mémoire suivant [4] :

« *Le Conseil souverain d'Alsace, s'étant rendu certain d'une multitude de faux commis par des personnes du peuple envers nombre de Juifs de cette province, en imitant leur signature, s'est déterminé, pour en arrêter la source et parvenir à découvrir et convaincre les coupables, d'après les réquisitoires du Procureur Général du Roy, d'ordonner par son arrêt, chambres assemblées le 11 juillet 1778, que tous laboureurs, vignerons, artisans, journaliers, bourgeois, manans et autres de la classe du peuple et du ressort, débiteurs de Juifs, seront tenus de déposer dans les grèfes des juridictions où ils sont domiciliés*

(4) Archives de Porrentruy, liasse des Juifs.

ou dans les études des notaires les plus prochaines, les quittances qu'ils peuvent avoir sous seing privé signées, sous le nom de Juifs, en caractères hébraïques ou vulgaires, et ce, à peine de nullité et de rejet des dites quittances pour icelles être paraphées et rester déposées jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Cet arrêt, les poursuites criminelles faites par le Ministère Public envers différents particuliers accusés des faits dont on a parlé, ont causé, notamment en Haute Alsace, une fermentation terrible qui fait craindre d'un instant à l'autre, principalement dans les lieux de Thann, Durmenach et Hagenthal, une espèce de soulèvement qui laisse dans le plus grand danger la vie des Juifs qui habitent les lieux et les environs; déjà même, depuis peu, un de ces infortunés a été la première victime de cette fureur barbare, qui bien loin de se ralentir par la réflexion, forme pour ainsi dire, tous les jours, les complots abominables de se jeter sur les Juifs qui habitent ces lieux pendant qu'ils seront ensemble à la synagogue, et de les massacrer sans pitié et sans égard ni respect pour la protection que le prince daigne leur accorder.

Il est essentiel de prévenir ici que cette fermentation, ces complots sont aujourd'hui notoires, qu'ils mettent si évidemment la vie des Juifs en danger, qu'ils viennent d'informer les préposés généraux de leur nation de la situation cruelle qu'ils éprouvent, en les prévenant qu'il n'y a pas un instant à perdre pour faire les démarches nécessaires pour éviter leur destruction.

Un autre motif ou prétexte a fomenté, soutenu et soutient encore cette fermentation et ces complots horribles; c'est un livre en allemand fabriqué par un Juif qui s'est rendu chrétien en 1770 à Kitzingen, près Wurtzbourg, livre flétri et proscrit aussitôt qu'il y a été connu, comme contenant des maximes affreuses. Ce livre, qu'on croyait être disparu vient de reparaître en Alsace, par le canal d'un autre Juif qui s'est rendu chrétien, et avec lui le bruit, aussi absurde qu'odieux, que l'intention du Roy était que l'on persécutât les Juifs en leur faisant éprouver tous les excès imaginables.

On ne doute pas qu'il soit inutile de peindre ici au gouvernement toute l'horreur de la situation des Juifs qui habitent l'Alsace, l'agitation des esprits telle qu'on vient de la décrire le faisant assez sentir, mais on se croit obligé de l'intéresser, tant en faveur des infortunés qui vivent sous sa protection, qu'afin d'éviter des malheurs qui ne laisseraient que la triste nécessité de punir une multitude de meurtriers, si le plus promptement possible on n'y apportait remède.

En finissant ce mémoire, on apprend aujourd'hui, 1er septembre 1778, que les effets de cette fermentation terrible viennent de se faire sentir, plusieurs Juifs ayant été maltraités presque mortellement; des maisons enfoncées, des toits détruits sont les moindres excès qui se présentent; ils sont même menacés de la plus horrible persécution, au point qu'un grand nombre a pris le parti de se retirer malgré les instances de leurs proches.

Il devient donc très essentiel de ne pas perdre un instant pour remédier à ces affreux désordres ».

Le ministre désireux de mettre fin à de tels abus, fit remettre ce mémoire à l'envoyé de l'évêque de Bâle, l'Abbé de Rozé, afin qu'il écrivit à l'évêque de prendre toutes mesures propres à faire cesser ces violences.

Le 2 septembre, l'Abbé de Rozé écrivit à l'évêque la lettre suivante : [5]

Monsieur l'abbé de Rozé à Monseigneur l'évêque de Bâle,

Monseigneur,

Voici un mémoire qui vient de m'être remis que j'ai l'honneur d'envoier à votre Altesse, et qui intéresse fort le gouvernement. Il est question d'appaiser la violente fermentation qui vient de s'élever en Haute Alsace contre les Juifs, contre lesquels on exerce les vexations les plus violentes; on va même jusqu'à les masacrer.

Votre Altesse fera une chose très agréable au gouvernement si elle veut bien faire écrire sur le champ aux curés et vicaires de son diocèse d'emploier leur ministère pour appaiser cette fermentation. Je prie votre Altesse de vouloir bien m'instruire des ordres qu'elle donnera pour que je puisse en rendre compte à Monsieur le Prince de Montbarey.

Je n'ai que le temps de lui renouveller les assurances du respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monseigneur, de Votre Altesse, le très humble et très obéissant serviteur ».

L'Abbé de Rozé.

L'évêque de Bâle envoya le 25 septembre, aux curés et vicaires de son diocèse, une lettre les priant de tâcher de remédier par leurs sermons à ce déplorable état de chose, et de lui faire parvenir un accusé de réception.

Les curés et vicaires lui répondirent alors par la lettre collective suivante : [6]

(5) Archives de Porrentruy. Liasse des Juifs.
(6) Archives de Porrentruy. Liasse des Juifs.

A son Altesse, Monseigneur de Bâle, Prince du St Empire,
Monseigneur,

Nous, doyens, curés et vicaires du diocèse de Bâle en la Haute Alsace, avons l'honneur de représenter à Votre Altesse que nous avons reçu avec tout le respect et toute l'obéissance dûs à vos ordres, le mandement du 25 septembre dernier qu'il a plu à votre Altesse de nous adresser en conséquence de la lettre du Ministre.

Nous supplions Votre Altesse de ne pas nous soupçonner capables de la moindre négligence à instruire les peuples confiés à nos soins dans tous les devoirs de la charité chrétienne vis-à-vis même des Juifs leurs ennemis. Le devoir de pasteur et de citoyen nous y engage.

Nous supplions encore Votre Altesse de tranquilliser la Cour qui pourrait être mal informée sur le libelle qui a paru contre les Juifs, puisque nous pouvons attester, Monseigneur, qu'il n'a pas fait la moindre sensation sur l'esprit des paysans, qui n'en ont connaissance que par ouï-dire, encore moins a-t-il excité le moindre trouble ou causé aucun mal aux Juifs, et si par hasard, comme de tout temps il leur arrive quelqu'avarie, ce n'est certainement pas l'effet de la fermentation des esprits causée par le libelle; mais parce que les Juifs se l'attirent eux-mêmes par leurs calomnies et leurs injustices; encore ont-ils l'adresse d'en grossir toujours les objets pour rendre les sujets du Roy plus odieux à la Cour.

Voilà, Monseigneur, l'état actuel du Sundgau, dont nous avons cru devoir informer Votre Altesse, laissant à sa prudence le soin d'en faire l'usage qu'elle jugera le plus propre pour le bien de nos ouailles, en l'assurant de nos très humbles respects ».

Malgré ces protestations, et l'aversion non déguisée que les Juifs inspiraient aux vicaires, ceux-ci ne manquèrent pas d'exhorter au calme leurs fidèles, dans leurs sermons dominicaux; grâce à leur intervention, la paix se rétablit dans la région.

*
**

Pour tirer au clair l'affaire des fausses quittances et rechercher l'origine de ces faux documents, une enquête fut entreprise et fit découvrir qu'une vaste organisation opérait auprès des paysans débiteurs des Juifs, et leur remettait la « preuve » du paiement de leurs dettes.

Le chef de cette machination était le Bailli de Landser, nommé Hell, qui avait appris à écrire à la manière des Juifs [7].

(7) C. G. Dohm, De la réforme politique des Juifs (à Dessau dans la librairie des auteurs et des artistes, 1782. Trad. Jean Bernoulli), page 234 et suiv.

Il fut arrêté et incarcéré à la citadelle de Strasbourg, mais comme il jouissait de la protection de notabilités alsaciennes, on le relâcha pour l'exiler à Valence. Grâcié quelques années plus tard, il devint député du Tiers Etat où il joua un rôle politique assez important, et mourut guillotiné en 1793 [8].

Les procès contre les détenteurs de fausses quittances ne pouvaient aboutir tant les coupables étaient nombreux, et comme l'arrêt du Conseil souverain d'Alsace, du 11 juillet 1778 ne réglait pas le litige, le gouvernement évoqua cette affaire au Conseil du Roy, afin de la résoudre définitivement. Par Lettres Patentes du 19 septembre 1778, Louis XVI dessaisit les juridictions ordinaires et renvoya l'affaire devant la première chambre du Conseil Souverain d'Alsace, pour qu'il y fût statué souverainement et en dernier ressort. Puis le roi décréta que toutes les quittances qui se trouvaient déposées entre les mains des greffiers et notaires pour être examinées et visées seraient remises aux particuliers qui voudraient les retirer; ceux qui dans le délai d'un mois auraient supprimé leurs quittances ou en auraient reconnu librement la fausseté, ne seraient pas inquiétés, mais au contraire seraient couverts par une amnistie à l'effet d'empêcher le procureur général de les poursuivre. Quant aux autres débiteurs, le Conseil souverain d'Alsace devait les entendre, ainsi que les Juifs, leurs créanciers, et vérifier les quittances arguées de faux [9].

Enfin les Lettres Patentes de 1778 défendaient aux Juifs et aux gens de la classe du peuple d'Alsace, de contracter de nouvelles obligations ou de faire aucun acte de libération, si ce n'est par devant des officiers publics ou au moins devant deux préposés des lieux, et cela à peine de nullité des obligations, quittances et cartes, sous peine de telle amende qu'il conviendrait à la Cour d'arbitrer.

La première chambre du Conseil Souverain d'Alsace chargea Messieurs Krauss, Bruger, de Michelet, et André Golbéry, de se rendre dans les grands centres de la Haute Alsace pour surveiller l'exécution de ces décisions et faire venir devant eux les débiteurs, pour en finir avec cette question.

Des milliers de coupables reconnurent alors leurs torts et obtinrent leur pardon. Ceux qui ne voulurent pas suivre les recommandations données dans les Lettres Patentes de 1778 restèrent au nombre de trente-deux; ils furent traduits en justice pour faux et usage de faux, et au bout d'un an, le 25 juin 1779, deux d'entre eux furent condamnés à mort, cinq aux galères à

(8) Voir Léon BERMAN, Histoire des Juifs de France.
(9) Archives de Porrentruy. Liasse des Juifs.

vie, deux aux galères à temps et quelques autres à des peines plus légères [10].

Ainsi se termina l'étonnante affaire des fausses quittances, exemple frappant des excès auxquels la haine des Juifs portait les paysans d'Alsace en leur faisant braver les principes les plus élémentaires de la morale et de l'honnêteté.

(10) Archives de Porrentruy. Liasse des Juifs.

Chapitre VII

Abolition du péage corporel.

Nous avons déjà eu l'occasion au cours d'un précédent chapitre, d'esquisser le portrait de Hirtz Medelsheim, plus connu sous le nom de Cerfbeer, Prévot des Juifs et fournisseur des armées royales. Il est le seul Juif qui parvint, par sa fortune et ses bienfaits, à s'attacher toutes les autorités, sans exception.

Grâce à la haute protection du Duc de Choiseul, il obtint du magistrat de Strasbourg l'autorisation de résider dans la ville, en 1768. Ce bon mouvement rapporta, dit-on, ving mille livres à la ville. Il réussit même à obtenir que ses coreligionnaires venant passer une nuit à Strasbourg, pussent loger dans des maisons particulières.

Cerfbeer se rendait fréquemment à Paris où il faisait partie d'une société qui se chargeait des emprunts contractés par le Gouvernement; il eut ainsi très souvent l'occasion de rendre service au roi; il fit même une avance de fonds pour le fameux Collier de la Reine [1] et, se trouvant de par ses fonctions en relations constantes avec les ministres, il finit par être reçu à la Cour [2].

Lors de la grande famine de 1775 qui sévit en Alsace, Cerffeer dépensa sans compter son argent et son activité pour secourir la malheureuse population des villes éprouvées. Il lui rendit tant de services que le roi, pour le récompenser, lui octroya des lettres de naturalité.

Il profita de la bienveillance de Louis XVI à son égard, pour lui parler un jour de la situation pitoyable de ses frères d'Alsace, car les avantages personnels qu'il avait obtenus ne lui faisaient pas oublier ses coreligionnaires malheureux.

Le roi, très touché du tableau qu'il lui traçait, décida sur-le-champ, d'améliorer le sort des Juifs d'Alsace. Il réclama un

(1) Vaulabelle, Histoire de Louis XVI.
(2) Abbé Joseph Lemann, L'entrée des Israélites dans la Société française. (Librairie Victor Lecoffre, 1886), p. 98 et suiv.

exposé détaillé de la question, et étudia les rapports qui lui furent alors présentés par Cerfbeer, l'Intendant Général de la Galaizière, et le Premier Président [3].

Cerfbeer, dans son rapport, attirait surtout l'attention du roi sur les nombreuses taxes que devaient acquitter les Juifs, et en particulier sur le Péage Corporel que les Juifs des terres de la « Nouvelle domination », devaient payer à chaque entrée et sortie de la province, taxe humiliante puisqu'elle n'était perçue, en dehors d'eux, que sur le gros bétail destiné à la boucherie.

Le plaidoyer de Cerfbeer fut couronné de succès, car moins d'un an après, le 10 janvier 1784, le roi promulguait un édit abolissant le péage corporel prélevé sur les Juifs alsaciens, taxe qui, « *en assimilant les Juifs aux animaux, semble avilir l'humanité* ». Ainsi s'exprime l'Edit. C'est pourquoi sont supprimés dans toute l'étendue du royaume en faveur des Juifs « les droits de péage corporel, travers, coutumes et tous autres de cette nature pour leur personne seulement, soit que les dits droits dépendissent du domaine de la Couronne, soit qu'ils appartinssent à des villes et communautés, à des seigeurs ecclésiastiques ou laïcs » [4].

Cette mesure ne fut pas accueillie avec joie par les habitants d'Alsace; elle fut au contraire mal vue de presque tous les grands centres, dépités de la perte sèche qu'elle représentait pour eux. Strasbourg, en particulier, ne manqua pas de se plaindre de cet enlèvement d'une partie de ses revenus, et s'adressa au roi pour lui demander une juste indemnité. Elle obtint une rente de vingt-quatre mille livres. Jugeant cette somme insuffisante, elle doubla pour les Juifs le droit de péage dû à la traversée du pont du Rhin. Le roi obligea alors la ville à traiter les Juifs comme les autres passagers, sous peine des plus graves sanctions.

D'autres localités se vengèrent sur les Juifs du dépit qu'elles éprouvaient de l'application de l'Edit, et les tourmentèrent journellement, allant même jusqu'à les chasser de leurs demeures.

Oberbergheim, surtout, fut particulièrement violente [5].

Pour faire revenir ces villes à la raison, la Commission Intermédiaire d'Alsace, dut leur faire parvenir l'arrêté suivant : [6]

« *La Commission Intermédiaire a vu avec douleur les excès commis dans plusieurs communautés de la province contre*

(3) Archives de Strasbourg, L. 174.
(4) ISAMBERT, Anciennes Lois, Paris, T. XXVII, page 360.
(5) Archives du Haut-Rhin, E. 1.070.
(6) Archives du Haut-Rhin, C. 1.284.

les familles juives qui y sont établies, et les mauvais traitements avec lesquels on les a expulsées de leurs foyers, après avoir pillé et dévasté leurs propriétés.

Toutes les âmes honnêtes ont frémi de voir des chrétiens agir avec autant de barbarie contre des hommes, contre des concitoyens, qui ont un droit égal à la protection que les loix accordent à tous les citoyens sans distinction; ceux même qu'un sentiment d'effervescence ou de vengeance a éblouis un instant, ont eu le temps de rougir de leur conduite, et regrettent actuellement leur erreur. Mais le mal n'en est pas moins fait; des familles entières, vieillards, femmes, enfants, sont dispersés. Ils errent sans domicile et sans secours; il est temps de leur accorder l'un et l'autre, et de veiller à ce que, rentrés dans leurs foyers, ils soient à l'abri des vexations qu'ils ont éprouvées.

Persuadée qu'il n'y a que des gens sans aveu qui se soient livrés à ces excès, la commission intermédiaire invite et enjoint en tant que besoin sera, à toutes les municipalités de la province, de veiller et porter tous leurs soins à ce que tous les Juifs domiciliés dans leur communauté, ou qui rentreraient dans leur domicile, ne soient plus troublés en aucune manière par qui que ce soit, de dénoncer et livrer à la justice les gens mal intentionnés qui menaceraient de nouveau leurs propriétés, pour être sévi contre eux suivant la rigueur des ordonnances, et de leur prêter, ainsi qu'à tous les autres citoyens, main-forte, secours et assistance, lorsqu'ils le requerront.

La Commission Intermédiaire déclare que s'il se commettait de nouveaux délits, les communautés entières et tous les habitants en particulier, seraient dans le cas d'être regardés comme séditieux, perturbateurs du repos public, réputés solidairement resposables de tous les dommages et condamnés à les réparer, puisque chaque société doit protéger les propriétés de tous ses membres, de quelque classe ou religion qu'ils soient, bien loin qu'il puisse être toléré qu'elles cherchent elles-mêmes à les dépouiller.

Et sera le présent arrêté lu, publié, et affiché partout où besoin sera, et adressé à toutes les municipalités de la province, afin que personne n'en ignore ».

Signé : Hoffmann, secrétaire provincial et adjoint.

Ne voit-on pas déjà passer, à travers ces lignes, vibrant appel à la tolérance et à la justice, le soufle généreux de la Révolution ?

Cependant malgré la bonne volonté de Louis XVI et les efforts de Cerfbeer, la mesure générale de l'abolition du péage corporel des Juifs souleva une telle opposition de la part des popu-

lations d'Alsace, que le roi fut amené, pour donner satisfaction à tout le monde, à prendre une mesure particulière, applicable aux seuls Juifs d'Alsace.

Elle fit l'objet des Lettres Patentes du 10 juillet 1784 qui se proposaient de fixer la jurisprudence des Cours et Tribunaux, et de rééditer les anciennes dispositions prises antérieurement à leur égard [7].

Ce sont ces Lettres Patentes que nous allons étudier dans le chapitre suivant, le dernier de notre Deuxième Partie.

(7) ISAMBERT, T. XXVII, page 426.

Chapitre VIII

Les lettres patentes de 1784.

Par l'ensemble des mesures qui constituaient les Lettres Patentes de 1784, Louis XVI désirait en premier lieu enrayer l'augmentation du nombre de Juifs établis en Alsace, de manière à ce qu'il ne dépassât pas 10 % de la population. Ce souci, né de la célèbre affaire des fausses quittances, se manifeste dans les premiers articles des Lettres Patentes.

Elles commencent en effet par déterminer la population juive de la Province; l'article 1er a pour but d'éliminer tous les Juifs étrangers ou vagabonds; ceux qui, à l'époque de la promulgation des Lettres Patentes, n'auraient aucun domicile fixe connu et n'auraient pas payé le droit de protection dû au roi, ni les droits de réception ou d'habitation appartenant aux seigneurs ou aux villes, ni la contribution aux charges des communautés, étaient tenus dans les trois mois de sortir d'Alsace, sous peine d'être poursuivis comme vagabonds et gens sans aveu.

L'article 2 interdit aux seigneurs et aux villes d'admettre à l'avenir aucun Juif étranger, afin d'empêcher autant que possible, l'accroissement par immigration de la population juive d'Alsace, et pour n'être pas trompé le gouvernement ordonna un recensement général des Juifs d'Alsace, recensement qui donna comme résultat le chiffre de trois mille neuf cent dix familles, soit dix-neuf mille six cent vingt-quatre âmes [1].

L'article 3 décide que les Juifs étrangers qui se rendront en Alsace pour raisons de commerce ne pourront y circuler en sécurité qu'à la condition d'être munis de passeports signés par le magistrat de leur pays de résidence, et qui spécifieront les noms, qualité et profession des titulaires, ainsi que les lieux où ils doivent se rendre et le temps qu'ils se proposent d'y séjourner. Ces passeports devront être visés par le magistrat de la première ville d'Alsace traversée par ces Juifs, et seront valables pour trois mois, avec faculté d'obtenir des magistrats, s'il y a lieu, prorogation du délai de séjour.

(1) Archives de Haguenau, G. G. 67.

L'article 5 défend en conséquence aux rabbins de donner aux Juifs étrangers des billets d'étape ou de logement, et à tous les Juifs d'Alsace ainsi qu'aux aubergistes et autres habitants de leur donner retraite et de les loger sans s'être préalablement assurés qu'ils avaient leurs passeports en règle.

En vue de limiter le développement des Juifs qui se multipliaient en Alsace de façon inquiétante par suite de la fécondité des familles, Louis XVI restreignit indirectement le nombre des mariages juifs; en vertu de l'article 6, il défendait aux Juifs de contracter aucun mariage sans son autorisation préalable, sous peine d'expulsion de la province.

Certains conseillers d'Etat, ennemis des Juifs, avaient suggéré au roi, pour enrayer l'accroissement de leur population, d'interdire leur mariage pendant une période de vingt ans. Mais cette mesure parut trop radicale au roi qui préféra la remplacer par les articles 6 et 7 des Lettres Patentes, que nous avons eu l'occasion d'étudier dans un précédent chapitre.

*
**

Après avoir ainsi résolu cet inquiétant problème démographique, Louis XVI décida, pour détourner les Juifs des pratiques usuraires, une série de mesures qui s'efforçaient de leur procurer des moyens d'existence honorables.

En vertu de l'article 8, ils étaient autorisés à prendre des fermes à bail, à condition d'habiter ces fermes et de les exploiter eux-mêmes. On leur donnait également le droit de louer, pour les cultiver, des terres, des vignes, et tous genres de fonds ruraux. Ils pouvaient même se livrer à des entreprises de défrichement et à l'exploitation des mines de charbon de terre.

L'article 9 leur permettait de faire le commerce de la banque, et toutes sortes de commerce de gros et de détail; ils étaient autorisés à établir des manufactures de coton, des fabriques d'étoffes, des forges, verreries, faïenceries. Mais leurs livres et registres de commerce devaient être tenus en langue vulgaire et il leur était défendu de se servir de la langue hébraïque.

L'article 10, leur interdisait expressément d'acquérir, soit en leur nom propre, soit sous le nom de personnes interposées, par vente, adjudication, cession, dation de paiement, etc., aucun bien fonds, de quelque nature qu'il fût, même sous la condition de le revendre dans l'année.

Toute acquisition de fonds, faite en violation de cet article, était déclarée nulle.

Mais l'article 11 leur permettait de posséder leur maison

d'habitation et le jardin contigu, pourvu que cet immeuble fût proportionné à l'état et aux besoins de l'acquéreur. Leur droit de propriété se trouvait donc restreint à l'immeuble nécessaire à leur habitation.

Ces dispositions avaient été prises pour empêcher les Juifs d'Alsace, propriétaires d'immenses capitaux, d'acheter des immeubles à vil prix. C'était là une mesure d'ordre public, ayant pour but, dans l'esprit du législateur, d'empêcher l'accaparement des immeubles par un petit nombre d'usuriers.

L'ensemble de ces mesures, quoique dicté par des intentions excellentes, étaient plein de restrictions, et ne pouvait donner entière satisfaction à la population juive :

Si, en effet, les Juifs avaient le droit de prendre des fermes à bail, ils devaient les exploiter eux-mêmes, sans le concours de la main-d'œuvre chrétienne.

On leur permettait l'exercice de la banque et de tout commerce de gros et de détail, à condition de tenir leurs livres en français.

On leur accordait le droit de pratiquer le commerce d'argent, mais avec des restrictions qui le rendaient à peu près impossible, car en souvenir de l'affaire des fausses quittances, et conformément aux Lettres Patentes de 1778, l'article 14 les obligeait à passer devant notaire tout acte constatant soit des prêts d'argent, soit des ventes mobilières. A défaut de notaire, les billets seraient rédigés devant deux préposés de la communauté qui les signeraient et assisteraient à la numération des deniers. Ces formalités, ordonnées à la fois dans l'intérêt de l'emprunteur, afin que le Juif ne stipulât pas de lui un intérêt trop élevé, et dans celui du prêteur, afin qu'on ne pût lui opposer de fausses quittances par la suite, étaient prescrites à peine de nullité de l'obligation souscrite.

Seuls les effets de commerce, tels que billets à ordre, lettre de change, etc., faisaient exception à cette règle, en vertu de l'article 15.

L'article 16, renouvelant la disposition de l'arrêt du Conseil Souverain d'Alsace du 19 février 1735, défendait aux Juifs, à peine de nullité, d'écrire et de signer en caractères hébraïques, les actes et quittances qu'ils passeraient avec leurs débiteurs.

L'article 17 leur défendait de stipuler à leur profit des fournitures d'engrais, denrées ou autres marchandises pour le paiement des capitaux et intérêts des sommes par eux prêtées, à peine de nullité de ces obligations. Les intérêts ne pouvaient être capitalisés, et devaient être perçus au taux ordinaire.

L'article 18 soumettait les Juifs, dans tous les procès civils et criminels, à la prestation du serment selon leurs coutumes

propres; c'est le serment more judaïco, qui devait être prêté par le Juif, la main posée sur la Thora, à la synagogue, devant le rabbin, conformément à la Loi de Moïse. L'article 18 disait textuellement :

« *Les Juifs qui seront admis à rendre témoignage, soit au civil, soit au criminel, et auxquels le serment aurait été déféré, seront tenus de le prêter de la même manière que les Juifs établis en Allemagne et de suivre à cet égard le formulaire qui sera prescrit par notre Conseil souverain d'Alsace, et envoyé dans les sièges de son ressort pour y être observé.* »

L'article 24 décide « *que les Juifs et Juives mariés légitimement ne pourront, s'ils viennent à se convertir, se remarier avec des catholiques, qu'autant qu'ils seront veufs. Déclarons nuls, tous mariages de cette espèce qui auront été contractés postérieurement à la publication du présent réglement, et bâtards tous les enfants qui naîtraient desdits mariages.* »

C'est l'abrogation de la vieille coutume de l'Alsace qui reconnaissait au Juif converti le droit de divorcer, quand son conjoint, resté fidèle au judaïsme, refusait de cohabiter avec lui.

Les autres dispositions des Lettres Patentes du 10 juillet 1784 ne contiennent rien de particulier, et ne font que confirmer les lois et usages antérieurs.

La liberté de conscience et du culte juif était maintenue. Les rabbins étaient toujours compétents pour trancher les contestations qui s'élevaient entre Juifs, en matière religieuse, civile ou de police.

Les actes de naissance, de mariage ou de décès des Juifs, devaient être dressés par les juges royaux du lieu, qui étaient admis à recevoir des déclarations relatives aux actes de leur état-civil. Ces actes étaient portés sur deux registres cotés et paraphés, dont l'un devait rester entre les mains du juge, et l'autre devait être déposé au greffe du Conseil Souverain d'Alsace.

Ces mesures ne donnèrent satisfaction ni aux Juifs qui les trouvaient pleines de restrictions excessives, ni aux chrétiens qui avaient espéré l'élimination complète des Juifs. N'est-ce pas là, d'ailleurs, le sort habituel réservé aux demi-mesures ?

Les uns et les autres élevèrent des protestations. Les chrétiens s'efforcèrent d'agir sur l'opinion publique en diffusant une série de libelles, en allemand et en français, où les Juifs étaient dépeints sous les traits les plus odieux.

Nous verrons, dans notre troisième et dernière partie, comment toutes ces manœuvres, destinées à nuire aux Juifs, ont hâté, au contraire, l'heure de leur émancipation.

*
**

Ainsi Louis XVI, malgré tous ses efforts, n'améliora guère le sort des Juifs d'Alsace; en dehors du péage corporel qu'il abolit, les Juifs ne gagnèrent rien à toutes les vaines promesses faite à Cerfbeer. Par les Lettres Patentes de 1784, il reprenait d'un côté ce qu'il avait donné de l'autre, en leur enlevant un peu des prérogatives dont ils avaient joui jusque là.

C'est la Révolution qui mit enfin un terme à cette longue injustice, en donnant aux Juifs français le titre de Citoyens.

TROISIEME PARTIE

LA REVOLUTION ET L'EMANCIPATION DES JUIFS

« Un siècle nouveau va s'ouvrir; que les palmes de l'humanité, ô Nations, en ornent les frontispices et que la postérité applaudisse d'avance à la réunion de vos cœurs. Les Juifs sont membres de cette famille universelle que doit établir la fraternité entre tous les peuples... et qu'enfin le Juif accordant au chrétien un retour de tendresse, embrasse en moi son concitoyen et son ami.

Abbé GRÉGOIRE.

Chapitre Premier.

Prodrômes de l'émancipation.

C'est sur le fondement des principes intangibles de la Déclaration des Droits de l'Homme que repose l'émancipation des Juifs par l'Assemblée Constituante.

Après avoir adopté les principes de Jean-Jacques Rousseau sur les droits naturels de l'homme, l'Assemblée déduira de ces principes absolus, avec une logique mathématique, toutes les conséquences possibles.

L'admission des Juifs à tous les droits civils, publics et politiques, au même titre que les Français, ne sera qu'un corollaire de la Déclaration des Droits de l'Homme.

Celle ci proclame en effet la liberté et l'égalité de tous; l'article 1er déclare que tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. C'est de cette liberté que la Constituante veut faire jouir les Juifs, c'est cette égalité avec les autres citoyens qu'elle va leur conférer.

Les Juifs, non seulement vont devenir égaux devant la loi civile, mais encore l'accès à toutes les fonctions publiques leur sera ouvert, en vertu du texte de l'article 6 qui dispose « *que tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leur vertu et de leur talent* ».

La liberté individuelle sous toutes ses formes : liberté de la personne, liberté de la parole, liberté de pensée, liberté de conscience et de culte, liberté d'écrire, va donc être reconnue aux Juifs. L'Assemblée Constituante leur accordera à la fois les droits civils et les droits publics, leur donnera la qualité de citoyen, et les assimilera aux Français d'origine.

*
**

Mais ce résultat ne se produisit pas sans transition; il fut précédé d'un certain nombre d'événements significatifs, et d'un

revirement dans les esprits qui permirent peu à peu à l'idée d'émancipation de se faire jour et de triompher enfin.

Quels furent donc les signes avant-coureurs de l'émancipation des Juifs ?

Ils se traduisirent à la fois par un revirement dans les esprits, que provoquèrent les écrits des philosophes, et par certains faits de nature à préparer l'opinion publique aux réformes désirées par les Juifs et préconisées déjà par quelques écrivains.

Nous envisagerons tour à tour dans ce chapitre, le mouvement des esprits en faveur d'une réforme dans la condition des Juifs, et les trois événements qui devaient précipiter ce mouvement : le fameux concours de Metz, la Commission Malesherbes, les Cahiers des Etats Généraux.

C'est-à-dire : les idées, d'abord, les faits, ensuite.

*
**

A la fin du XVIII[e] siècle, les idées nouvelles des philosophes qui proclamaient l'existence des droits naturels de l'homme et demandaient, avec l'égalité civile et politique des citoyens, la suppression de toutes les distinctions et de tous les privilèges, devaient frapper les esprits généreux, et leur faire souhaiter une réforme à la pitoyable situation des Juifs.

D'autre part, ceux-ci formaient un corps distinct et étranger dans la Société, un Etat dans l'Etat, ce qui pouvait devenir un danger aux yeux de leurs adversaires, désireux qu'on les assimilât au reste de la population, qu'on fondit la race sémitique avec le peuple français, pour écarter la menace que suscitait cet isolement.

C'est pourquoi la question juive se présentait dans tous les esprits, aussi bien chez leurs adversaires que chez leurs partisans.

Tandis que Voltaire les couvrait de ses sarcasmes et de ses railleries mordantes, « *vous des animaux calculants*, leur lance-t-il, *tâchez d'être des animaux pensants* », Montesquieu, dans son Esprit des Lois, représentait leur condition précaire.

De leur côté, les Juifs, comprenant que des temps nouveaux étaient venus, et qu'une grande transformation morale et matérielle allait s'accomplir dans leur condition, ne restaient pas inactifs.

Désireux d'éclairer l'opinion publique sur le véritable problème juif, ils s'adressèrent, par l'intermédiaire de Cerfbeer au grand philosophe juif allemand, Mendelssohn, et le prièrent de rédiger un mémoire sur la question.

Celui-ci, alléguant que ce plaidoyer retiendrait davantage l'attention générale s'il était l'œuvre d'un chrétien, leur conseilla de confier le soin de leur défense à son ami Christian Wilhelm Dohm, secrétaire privé du roi de Prusse. Très au courant de ces questions, Dohm, aussitôt consulté, se mit à l'ouvrage immédiatement, et fit paraître en 1782 un volume intitulé « *De la réforme politique des Juifs* » [1], dans lequel il réclamait hautement la réhabilitation des Juifs, leur accession à toutes professions et fonctions publiques, et leur égalité civile et politique.

Cet ouvrage fut traduit en français par les soins de Cerfbeer, mais comme dans sa précipitation à le vulgariser, il le fit mettre en vente avant d'en avoir reçu l'autorisation, les autorités de police s'en saisirent, et le brûlèrent aux portes mêmes de Paris.

Cependant le public devait, malgré la censure, connaître son contenu, car Mirabeau, qui au cours d'une mission secrète à Berlin, s'était trouvé en relations avec Mendelssohn et Dohm, partagea à ce point leurs idées qu'il les exposa dans un ouvrage publié en 1787 sous le titre de « Sur Moses Mendelssohn, sur la réforme politique des Juifs ». Cette œuvre, longue et grande plaidoirie en faveur du peuple juif dont elle retrace les infortunes, fut lue dans toute la France, et sa conclusion devait produire un effet considérable sur l'opinion : [3].

Ce livre eut un grand retentissement; l'œuvre qu'il préconisait ainsi, les réformateurs entreprirent de la réaliser, et la Révolution devait marquer le point final à ces généreux efforts.

*
**

En dehors de ce courant doctrinal, certains événements

(1) C. G. Dohm, De la réforme politique des Juifs (à Dessau, dans la librairie des auteurs et des artistes, 1782), trad. Jean Bernoulli.

(2) Comte de Mirabeau, Sur Moïse Mendelssohn, sur la Réforme politique des Juifs (Londres 1787).

(3) « *Le remède à cette triste situation ne dépend pas des Juifs, dit-il, « mais des chrétiens. Nous avons le pouvoir en mains, nous l'avons toujours « eu. C'était donc à nous et c'est encore à nous à guérir le Juif de ses préjugés qui sont notre ouvrage, en nous dépouillant des nôtres. Voulez-vous « que les Juifs deviennent des hommes meilleurs, des citoyens utiles ? Bannissez de la Société toute distinction avilissante pour eux. Ouvrez-leur toutes « les voies de subsistance et d'acquisition. Loin de leur interdire l'agriculture, « les métiers, les arts mécaniques, encouragez-les à s'y adonner. Mettez les « écoles juives sur le pied des écoles chrétiennes, dans tout ce qui ne tient pas « à la religion, que cette nation ait comme tout autre, le plus libre exercice « de son culte, qu'elle établisse à ses frais autant de synagogues et de rabbins « qu'elle le voudra. Qu'en un mot, ils soient mis et maintenus en possession « de tous les droits de citoyens, et bientôt cette constitution équitable les « rangera au nombre des Membres les plus utiles de l'Etat.* ». Mirabeau, op. cit., page 88-89.

eurent une influence prépondérante sur l'opinion publique, et contribuèrent très largement à préparer les réformes que l'Assemblée Constituante devait faire aboutir.

Il faut citer en premier lieu le Concours de l'Académie Royale des Sciences et des Arts de Metz, dont le sujet suivant était proposé aux candidats pour l'année 1787 : « Est-il des moyens de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux en France ? »

Le choix du sujet ne doit pas nous étonner; on se trouvait alors à une époque de fermentation générale des esprits, et un vent de réforme soufflant un peu partout, le problème Juif était à l'ordre du jour.

Dans les mémoires envoyés par les candidats, diverses solutions étaient préconisées : [4]

Dom Chais, bénédictin de St Avold, se déclarait l'adversaire des Juifs, qui, d'après lui, « étaient des oiseaux de proie auxquels il fallait, sans vouloir les tuer, couper les becs et les serres ». Fidèle à la doctrine que l'Eglise avait toujours soutenue à leur propos, il affirmait que « *leur avilissement était la plus constante assurance de la vérité de la religion chrétienne.* »

Monsieur de Haillecourt, magistrat, demandait qu'on les transportât en masse dans les déserts de la Guyane. Il semble cependant que d'un représentant de la Justice, moins que de tout autre, on eût attendu une sentence aussi injuste que sévère.

Par contre, tous les autres Mémoires défendaient les Juifs, s'élevaient contre leur triste condition, et s'efforçaient de préconiser une solution destinée à améliorer leur sort.

Trois Mémoires sur neuf furent couronnés; ceux du Juif polonais Zalkin Hourvitz, de l'avocat nancéen Thierry, et du curé d'Emberménil, l'abbé Grégoire, futur député à l'Assemblée Constituante, justement le plus célèbre.

Ce dernier, dans son mémoire intitulé « *Essai sur la régénération physique, morale, et politique des Juifs* », étudie leur condition à travers les siècles, et retrace les misères de ce peuple, « *dépositaire des archives du monde et des oracles qu'il a méconnus; l'univers en fureur s'est acharné sur le cadavre de cette nation... Nous ne parlons qu'avec horreur de la St Barthélémy, mais les Juifs ont été deux cents fois victimes de scènes plus tragiques, et quels étaient les meurtriers !!* [5]

Pourtant, « *les Juifs sur lesquels le sang de Jésus-Christ*

(4) Voir Théodore Reinach, op. cit., pages 284 et suiv.

(5) Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs, pages 14 et 15.

est retombé, devenus étrangers, chassés, persécutés partout, existent partout ». Et il compare leur vitalité étonnante à « *un arbre qui n'aurait plus de tige et dont les rameaux épais continueraient de végéter avec force* ». Ils existent, certes, mais haïs, « *d'une haine qui fait dévorer les absurdités les plus révoltantes, car si le Juif a des défauts, c'est la Société chrétienne qui en est responsable. Que pouvait devenir le Juif accablé de despotisme, proscrit par les Lois, abreuvé d'ignominie, tourmenté par la haine ? Il ne pouvait sortir de sa chaumière sans rencontrer des ennemis, sans essuyer des insultes. Il était méprisé, il est devenu méprisable. A sa place, peut-être, eussions-nous été pires.* »

Dans le chapitre 11, il met en lumière le danger de tolérer les Juifs tels qu'ils sont, à cause de leurs usures, auxquelles leur position malheureuse dans les différents pays, les avait réduits; et dépeignant la ruine et la misère dans lesquelles ces pratiques avaient jeté les habitants de l'Alsace, « *que deviendra,* s'écrie-t-il, *cet honnête laboureur ruiné par les Juifs ? son âme est avilie par l'indigence; il n'a plus qu'un pas à faire pour être un scélérat. Egaré par le désespoir, bientôt il franchira cette faible barrière. Si la femme n'est pas encore morte de chagrin, il faudra bien qu'elle se rende complice de son époux, et ses enfants mal élevés prépareront à la génération suivante une race de citoyens pervers.* »

A cette situation, l'Abbé Grégoire propose une série de remèdes assez secondaires :

Etablir dans les grandes villes des Monts de Piété prêtant sur gages à un intérêt modique; réduire les Juifs à ne vendre qu'à prix comptant, et annuler toutes les créances qu'ils pourraient avoir à l'avenir sur les chrétiens.

Tout son effort consiste surtout à chercher un moyen de les assimiler à la population française; avec beaucoup de générosité, il propose d'accorder d'emblée à tous les Juifs la qualité de citoyens, en leur donnant la jouissance de tous les droits civils, et l'accès à toutes les fonctions publiques, à tous les arts, à tous les métiers.

« *Il est évident,* écrit-il, *qu'une révolution dans leur état en produirait une autre dans leur conduite. Devenus citoyens et livrés à d'autres fonctions que le commerce, l'usure ne sera pas plus commune chez eux que chez les autres sujets de l'Etat auxquels ils seront assimilés en tout.* »

Puis il établit qu'il est possible de concilier les droits dont il veut doter les Juifs, avec la Loi de Moïse, avec leur morale

et leurs préjugés. Il ajoute qu'il est possible de les former aux arts et métiers, et à l'agriculture, qu'ils peuvent faire partie de nos armées et se rendre dignes de marcher sous le drapeau français. « *Mais les Juifs, nous dit-on, sont incapables d'être régénérés, parce qu'ils sont absolument pervers. Ce fait serait-il vrai, il resterait à prouver que cette perversité dérive immédiatement de leur religion ou de leur nature. Or, c'est faux; rectifions donc leur éducation pour rectifier leurs cœurs; il y a longtemps qu'on répète qu'ils sont hommes comme nous, ils le sont avant d'être Juifs.* »

En ce qui concerne leur autonomie, il distingue dans la loi mosaïque ce qui est relatif à l'exercice du culte de ce qui est objet de jurisprudence civile et criminelle. Il propose de reconnaître aux Juifs pleine liberté sur le premier article, c'est-à-dire pour tout ce qui regarde les matières religieuses, mais de les soumettre entièrement à la loi nationale, et de leur enlever le bénéfice de la loi mosaïque pour toute la législation civile ou pénale.

Et l'Abbé Grégoire célèbre en ces termes l'ère nouvelle qui va s'ouvrir pour les Juifs : « *O nations, depuis dix-huit siècles vous foulez les débris d'Israel. La vengeance divine déploie sur eux ses rigueurs, mais vous a-t-elle chargées d'être ses monstres ? La fureur de vos pères a chassé ses victimes dans ce troupeau isolé. Quel traitement réservez-vous aux agneaux timides échappés du carnage et réfugiés dans vos bras ? Est-ce assez de leur laisser la vie, en les privant de ce qui peut la rendre supportable ? Votre haine fera-t-elle partie de l'héritage de vos enfants ? Ne jugez plus cette nation que sur l'avenir, mais si vous envisagez de nouveau les crimes passés des Juifs et leur conception actuelle, que ce soit pour déplorer votre ouvrage; auteurs de leur vie, soyez-le de leurs vertus. Acquittez votre dette et celle de vos aïeux; un siècle nouveau va s'ouvrir, que les palmes de l'humanité en ornent les frontispices, et que la postérité applaudisse d'avance à la réunion de vos cœurs. Les Juifs sont membres de cette famille universelle que doit établir la fraternité entre tous les peuples; et sur eux comme sur vous la révélation étend son voile majestueux. Enfants du même père, dérobez tout prétexte à l'aversion de vos frères, qui seront un jour réunis dans le même bercail; ouvrez-leur des asiles où ils puissent tranquillement reposer leurs têtes et sécher leurs larmes, et qu'enfin le Juif accordant au chrétien un retour de tendresse, embrasse en moi son concitoyen et son ami.* » [6].

(6) Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs, p. 193.

Tel est, dans ses grandes lignes, le plan de réforme proposé par l'Abbé Grégoire. Les conclusions de ce mémoire dépassèrent les cadres de l'Académie de Metz, pour gagner les sphères gouvernementales, et même l'opinion publique déjà préparée à l'idée d'une réforme par les écrits et plaidoyers de certains philosophes, en faveur des Juifs. Ces conclusions exercèrent une influence indéniable sur les décisions votées quelques années plus tard, par l'Assemblée Constituante.

*
**

Mais un autre événement devait lui aussi hâter la venue de la réforme tant attendue par les Juifs. C'est l'institution de la Commission Malesherbes et l'œuvre qu'elle accomplit.

Edouard Drumont puise dans les Archives Israélites de 1840 l'anecdote suivante qui aurait été, paraît-il, à l'origine de la Commission : [7]

« *Un jour de l'année 1787, Louis XVI partait pour la chasse, entouré de toute la pompe qui accompagnait, même à la chasse, le maître du plus beau royaume du monde, heureux, souriant, de bonne humeur. Soudain, dans les environs de ce Versailles qui éveille encore dans l'esprit une idée de grandeur et de majesté mélancolique, comme l'impression d'un soleil qui se couche dans la pourpre, au milieu de l'allée de Roquencourt, le roi aperçoit quatre vieillards à figure étrangère, portant un cercueil que recouvre un drap grossier; une petite troupe d'individus au type oriental, au nez allongé, à la mine humble, suivait. Sur l'ordre du monarque, le capitaine des gardes s'informe; il apprend au roi que ce sont quelques-uns de ces Juifs qui viennent trafiquer à Versailles des matières d'or et d'argent, qui transportent le cadavre d'un de leurs coreligionnaires au cimetière de Montrouge.* »

Le roi, ému de pitié à ce souvenir, aurait fait appeler Malesherbes au palais de Versailles, en 1788, et lui aurait confié la mission d'étudier les réformes à apporter dans la situation des Juifs, par la création d'une Commission dont il serait le Président, et composée des anciens Intendants des provinces où résidaient les communautés juives les plus importantes.

Malesherbes exécuta les ordres du roi, et fit appeler des Juifs des diverses parties de la France pour fournir à la Commission les renseignements les plus documentés sur leur état social.

(7) Edouard DRUMONT, La France Juive, I, p. 257; Archives israélites de 1840, pages 607-610.

Parmi les plus illustres représentants des communautés juives ainsi consultés par la Commission, figuraient : Les Juifs bordelais Gradis, Furtado et Lopès-Dubec; Cerfbeer, de Strasbourg; Lazard et Trénelle, de Paris; le nancéen Berr-Isaac-Berr; les chrétiens Target, Lacretelle ainé et Roederer, participèrent également aux travaux de la Commission [8].

Un Mémoire secret de Malesherbes à Louis XVI, dont on n'a pu retrouver la trace, contenait l'état définitif de l'œuvre accomplie par la Commission, et le compte rendu de l'enquête à laquelle elle s'était livrée [9].

A la suite de la lecture du Mémoire, Louis XVI se proposa de réhabiliter les Juifs, mais la précipitation des événements politiques ne lui laissa pas le temps de mettre ce projet à exécution, et c'est la révolution qui acheva l'œuvre commencée par le roi, et qui, au nom des principes des Droits de l'Homme, proclama l'émancipation des Juifs.

*
**

Toutefois, avant d'étudier les décisions votées par la Constituante, nous devons dire quelques mots des Cahiers de Doléances des Etats Généraux, et des vœux exprimés par les électeurs, relativement à la situation des Juifs.

En décembre 1788, le roi convoqua les Etats Généraux pour le 1er mai 1789; ce sont ces Etats Généraux qui allaient devenir l'Assemblée Constituante. Les députés de chaque ordre devaient présenter au roi les cahiers de doléances rédigés par les électeurs.

Or, sur quarante mille Juifs répartis en France à la veille de la Révolution, vingt-cinq mille se trouvaient en Alsace; il est donc normal que la question juive ait occupé une des premières places dans les préoccupations des électeurs alsaciens : leurs cahiers de doléances réclamaient unanimement des mesures de répression rigoureuses, destinées à fortifier les dispositions dont l'ensemble constituait le système des Lettres Patentes du 10 juillet 1784, rendues par Louis XVI au sujet des Juifs d'Alsace; il faut donc, suggèrent les Cahiers, leur enlever la faculté du prêt à intérêt, et supprimer leur organisation communale et leurs syndics; même le cahier de doléances du Tiers Etat d'Haguenau demande que les Juifs n'aient plus leurs tribunaux d'exception, et se préoccupant des progrès de leur po-

(8) Bédarride, Juifs en France, en Italie, en Espagne, Paris 1867, p. 391.
(9) Henry, Lucien Brun, Etude historique sur la condition des Israélites en France depuis 1789. Thèse Lyon, 1900, p. 38.

pulation, il soumet le droit pour eux de se marier à l'autorisation des Etats Provinciaux [10].

Ce sont surtout les populations de l'Est de la France, et en première ligne l'Alsace, qui exigent des mesures de rigueur spéciales destinées à les protéger contre les usures des Juifs. Les autres régions sont beaucoup mieux disposées à leur égard; le cahier de la noblesse de Paris, entre autres, demande que leur triste sort soit pris en considération et amélioré [11], et la noblesse de Tours souhaite qu'ils aient le droit d'exercer les arts libéraux et mécaniques [12].

Au moment de la rédaction des Cahiers, un grave problème fut soulevé : admettrait-on les Juifs à participer à la rédaction des cahiers de leurs districts respectifs, comme les électeurs du troisième ordre ? Certes, dans les localités où ils avaient reçu la qualification de regnicoles, si l'on s'en tenait aux instructions légales; le règlement général du 24 janvier 1789 était en effet rédigé comme suit :

« *Tous les habitants du Tiers-Etat ayant un rôle séparé d'impositions, seront tenus de s'assembler à l'effet de rédiger le cahier de leurs plaintes et de leurs doléances, et de nommer des députés; pourront prendre part à ces Assemblées tous les habitants composant le Tiers-Etat, nés français ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés et compris au rôle des impositions.* »

Cette disposition éliminait d'office les Juifs de Paris qui n'étaient que tolérés et ne jouissaient pas de l'admission à domicile.

Mais il semble qu'il eût été légitime d'adopter la solution contraire en faveur des Juifs de Metz et d'Alsace qui étaient regnicoles; or, Necker s'y opposa.

Cerfbeer lui adressa alors le 9 août 1789, au nom de ses coreligionnaires alsaciens, une protestation écrite, alléguant que la différence de religion ne saurait être un motif suffisant pour les exclure de la rédaction du cahier. Le ministre gardant le silence, Cerfbeer lui écrivit de nouveau le mois suivant ce qui suit : [13]

Il est temps encore, Monseigneur, de sauver une nation qui a toujours donné les plus grandes preuves de fidélité et de zèle pour la patrie et qui a fait le bien toutes les fois qu'on ne l'en a pas empêchée. Pourrait-on, oserait-on les condamner sans les entendre ? »

(10) Archives Parlementaires, III, p. 418, art. 39 et 40.
(11) Archives Parlementaires, V, p. 273.
(12) Archives Parlementaires, III, p. 771, art. 84.
(13) Archives Parlementaires, VI, page 512.

Cerfbeer, cette fois, obtint en partie ce qu'il désirait, car les Juifs d'Alsace et de Lorraine furent autorisés à rédiger, non pas un cahier de doléances, mais un Mémoire exposant à leur tour leurs revendications. Celles-ci se présentèrent sous la double forme suivante : les unes étaient communes à tous les rédacteurs, les autres variaient avec les localités.

A l'unanimité, ils demandaient :

1°) L'exemption des droits de protection et l'égalité fiscale avec les autres citoyens.

2°) La possibilité d'exercer les arts et métiers, et d'acquérir des immeubles.

3°) La liberté entière du culte, avec abolition de la restriction de ne pas sortir les dimanches et jours de fêtes chrétiennes.

4°) L'autorisation d'avoir des domestiques chrétiens pendant douze ans pour les aider aux travaux de la terre.

5°) La liberté de se marier.

6°) L'interdiction à tout représentant de l'autorité de les outrager verbalement.

L'Assemblée Constituante, après avoir pris connaissance de ces revendications, aborda la question juive le 22 août 1789, faisant ainsi entrevoir aux Juifs un avenir nouveau très prochain et plein de promesses.

Il nous reste maintenant à étudier dans quelles circonstances et après quelles discussions, celui-ci se réalisa effectivement, deux ans plus tard.

Chapitre II.

L'œuvre de l'Assemblée Constituante.

Au cours de la séance du 3 août 1789, l'Abbé Grégoire posa pour la première fois la question de la réforme juive devant l'Assemblée Constituante, et fit le tableau des persécutions exercées contre les Juifs d'Alsace.

Mais cette tentative isolée n'obtint aucun succès [1].

La question fut reprise à la séance du 22 août avec la discussion de l'Article 10 de la Déclaration des Droits de l'Homme: « nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses ».

Les députés de la droite voulaient que l'on accordât la suprématie à la religion catholique, et qu'on tolérât simplement les autres cultes. Mirabeau s'insurgea en ces termes contre leur prétention : [2]

« Je ne viens pas prêcher la tolérance; la liberté de la religion est à mes yeux un droit si sacré que le mot « tolérance » me paraît en quelque sorte tyrannique lui-même. »

A son tour le député protestant Rabaud St Etienne, en défendant à la tribune l'article 10, revendique à la fois pour les Juifs et pour les protestants, la liberté de conscience et la liberté du culte [3]. « Il est temps, s'écrie-t-il, de briser les barrières injustes qui séparaient les Juifs de nous, et de leur faire aimer une patrie qui les proscrivait et les chassait de son sein. »

En fin de compte, et après de multiples discussions, l'Assemblée vota l'article suivant : « *Nul ne peut être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi* », disposition constituant assurément un progrès sur le passé.

La réforme fit un pas de plus en avant à la faveur du décret de la nuit du 4 août qui abolissait tous les privilèges; c'était la suppression des trois ordres et de toutes les distinc-

(1) Réimpression de l'Ancien Moniteur de 1789, I, page 270.
(2) Réimpression de l'Ancien Moniteur du 23 au 26 août 1789.
(3) Réimpression de l'Ancien Moniteur de 1789, I, page 320.

tions entre les personnes qui se trouvait ainsi réalisée [4]. Les Juifs de Paris en profitèrent pour faire parvenir à l'Assemblée une adresse dans laquelle ils sollicitaient l'octroi des droits civils, mais l'Assemblée, malgré les efforts de l'Abbé Grégoire, se refusa à discuter cette question.

Cependant, elle nomma le 3 septembre, une commission chargée d'examiner les revendications des Juifs d'Alsace et de Metz, qui demandaient à être admis au rang de citoyens, à demeurer librement dans toutes les villes, indépendamment de tous privilèges locaux. Ils réclamaient, de plus, l'abolition des taxes particulières de protection auxquelles ils étaient assujettis, enfin, ils revendiquaient, conformément à l'article 10 de la Déclaration, le libre exercice de leur culte et de leurs rites, et le droit de conserver leurs synagogues de Metz.

Admis le 14 octobre dans l'enceinte de l'Assemblée, Berr Isaac Berr prononça au nom de la délégation des Juifs de Metz, des Trois Evêchés, d'Alsace et de Lorraine, ces paroles émouvantes :

« *Partout persécutés, partout avilis et cependant toujours soumis, jamais rebelles, objet chez tous les peuples d'indignation et de mépris, quand ils n'auraient dû l'être que de tolérance et de pitié, ces Juifs que nous représentons à vos pieds, se sont permis d'espérer qu'au milieu des travaux importants auxquels vous vous livrez, vous ne rejetterez pas leurs vœux, vous ne dédaignerez pas leurs plaintes, vous écouterez avec quelqu'intérêt les timides réclamations qu'ils ont formulées au sein de l'humiliation profonde dans laquelle ils sont ensevelis. Puisse le voile d'opprobre qui nous couvre depuis si longtemps se déchirer enfin sur nos têtes, que les hommes nous regardent comme leurs frères.* »

La délégation se retira sur les promesses rassurantes du président, mais il faudra attendre la séance du 21 décembre 1789 pour que la question juive soit de nouveau mise en jeu.

La discussion sur l'admissibilité des non catholiques aux emplois civils et militaires, et sur leur éligibilité aux fonctions administratives, en fut l'occasion, et donna naissance à un long débat qui se prolongea pendant trois séances.

Voici le texte que le Comte de Clermont Tonnerre tenta de faire adopter : [5]

« *Aucun citoyen actif réunissant les conditions d'éligibilité*

(4) Voir Théodore Reinach, Histoire des Israélites depuis la ruine de leur indépendance nationale jusqu'à nos jours. 5e éd. Paris 1914, pages 284 et suiv.
(5) Archives Parlementaires, 1789, X, 1er sem., page 694.

ne pourra être écarté du tableau des éligibles, ni exclu d'aucun emploi public à raison de la profession qu'il exerce ou du culte qu'il professe. »

— *Ce texte concerne-t-il les Juifs ?* demande Rewbell, député d'Alsace, intervenant pour la première fois dans ces débats où il devait se montrer si hostile au projet de réforme.

— *Oui,* répond Clermont-Tonnerre, *et je m'en fais gloire* [6].

Rewbell vient alors déclarer à la tribune qu'à ses yeux les Juifs ne sont pas des citoyens parce qu'eux-mêmes ont toujours repoussé cette qualité, pour se retrancher exclusivement derrière les privilèges de leur Loi, et que, par conséquent, ils ne peuvent figurer au nombre des citoyens actifs qu'on se propose d'admettre aux emplois publics sans distinction de culte.

Le 23 décembre, la discussion reprend plus vive que jamais [7]. L'Assemblée semble se partager par moitié.

Le comte de Clermont-Tonnerre invoque en faveur des Juifs la Déclaration des Droits de l'Homme et la liberté de conscience. Il montre le danger qu'il y a à leur refuser les droits de citoyen; il faut éviter à tout prix qu'ils forment une nation dans la nation; aussi faut-il « *tout refuser aux Juifs comme nation et tout leur accorder comme individus; pour moi,* dit-il, *les Juifs sont présumés citoyens, tant qu'on n'aura pas prouvé qu'ils ne le sont pas, tant qu'ils n'auront pas refusé de l'être.* »

L'Abbé Maury réplique que les Juifs ne constituent pas seulement une secte religieuse différente, mais une population entièrement distincte obéissant à des lois propres, et qui, depuis la dispersion de Jérusalem, a toujours refusé de s'assimiler aux nations qui l'ont recueillie. Il rappelle les reproches qui de tout temps leur ont été adressés : « *Les Juifs,* dit-il, *n'ont jamais fait que le commerce de l'argent; ils ont été le fléau des provinces agricoles; aucun d'eux n'a su encore ennoblir ses mains en dirigeant le soc et la charrue.* » Il conclut en disant qu'à la différence des protestants qui sont des Français, les Juifs sont des étrangers; ce ne sont pas des citoyens; tout ce que l'on doit faire, c'est de les protéger en tant qu'individus et de ne pas permettre qu'on les inquiète pour leurs opinions religieuses. Là s'arrête ce que leur doit la loi; la qualité de citoyen et l'admission aux emplois publics qui en est la conséquence est incompatible avec la situation d'étrangers.

Monseigneur de Lafare, évêque de Nancy, parle dans le même sens : « *Il faut leur accorder la protection, la sûreté, la*

(6) Archives parlementaires 1789, X, 1er sem., page 695.
(7) Archives parlementaires 1789, X, 1er sem., page 756.

liberté; mais doit-on admettre dans la famille une tribu qui lui est étrangère, qui tourne sans cesse les yeux vers une patrie commune, qui aspire à abandonner la terre qui la porte, une tribu qui, pour être fidèle à sa loi, doit interdire aux individus qui la composent, les armes, les arts mécaniques et les arts libéraux, les emplois de magistrature et de municipalité, enfin jusqu'à l'état de domesticité ? »

Malheureusement pour la thèse du clergé, il ajoute une réflexion naïve qui compromet singulièrement son argumentation : « *Pour être juste, je dois dire que les Juifs ont rendu de grands services; mais il est des situations impérieuses : mon cahier m'ordonne de réclamer contre la motion qui a été faite.* »

Robespierre, de son côté, affirme que les vices des Juifs et leur avilissement ne doivent être imputés qu'à nos propres injustices. Il adjure l'Assemblée de les rendre au bonheur, à la patrie, à la vertu, en leur rendant la dignité d'homme et de citoyen. « *Songez qu'il ne peut jamais être politique,* dit-il, *de condamner à l'abaissement et à l'oppression une multitude d'hommes qui vivent au milieu de nous. Comment l'intérêt social pourrait-il être fondé sur la violation des principes éternels de la justice et de la raison qui sont les bases de toute société humaine ?* »

A leur tour, Barnave, Regnault de St Jean d'Angély, et Mirabeau interviennent avec chaleur en faveur de l'émancipation.

L'Assemblée était divisée; une motion très habile de Dupont destinée à favoriser indirectement les Juifs et qui proposait de n'admettre comme cause d'exclusion des droits de citoyen actif et de l'éligibilité aux fonctions publiques, que les seules causes d'exclusion établies expressément par l'Assemblée comme dérogation aux lois de droit commun, fut repoussée à la très faible majorité de quatre cent huit voix contre quatre cent trois.

Le lendemain 24 décembre, Rewbell représenta combien la prévention soulevée dans les populations de l'Est contre les Juifs était profonde, et qu'en conséquence, un décret leur accordant l'accès à toutes les fonctions publiques, risquait d'entraîner des soulèvements populaires en Alsace et en Lorraine. Il conclut qu'il serait imprudent de la part de l'Assemblée de se mettre en opposition avec les populations, et d'accorder actuellement aux Juifs les mêmes droits qu'aux autres citoyens; il demanda le renvoi de la réforme juive à une date plus op-

portune, et l'Assemblée Nationale décida que la question était ajournée.

En conséquence un décret fut voté aux termes duquel il était décidé que « les non catholiques qui auront d'ailleurs rempli toutes les conditions prescrites dans les précédents décrets pour être électeurs et éligibles, pourront être élus dans tous les degrés d'administration sans exception; que les non catholiques sont capables de tous les emplois civils et militaires comme les autres citoyens ». Mais par « non catholiques », l'Assemblée ne visait que les protestants, et elle ajournait la question des Juifs par la réserve suivante : « *sans entendre rien innover relativement aux Juifs, sur l'état desquels l'Assemblée nationale se réserve de prononcer* » [8].

Cette décision consterna les Juifs de Bordeaux, plus communément appelés Juifs Portugais, qui se considéraient depuis longtemps comme Français. Aussi chargèrent-ils une délégation de présenter une adresse à l'Assemblée Constituante. « *Nous sommes Français,* affirmaient-ils, *ayant été naturalisés comme tels par Lettres Patentes de 1550, renouvelées à chaque règne, notamment en 1776* ».

A la séance du 28 janvier 1790 [9], l'Assemblée trancha la question. Talleyrand, évêque d'Autun, prit leur défense. Il montra qu'ils se trouvaient dans une situation particulière, qui les rendait étrangers à la décision d'ajournement prise par l'Assemblée le 24 décembre 1789, et aux observations qui avaient été faites à la tribune sur l'état des Juifs.

« *Les Juifs de Bordeaux n'ont ni lois, ni tribunaux, ni officiers particuliers. Ils jouissent sans limitation du droit d'acquérir des immeubles; ils sont soumis aux mêmes impositions que les autres Français; ils participent aux droits de bourgeoisie. Ce sont des Français en possession de l'état-civil depuis les lettres de naturalisation de Henri II de 1550, consacrées par les Lettres Patentes de 1776* ». Il rappelle qu'en cette qualité ils ont participé aux élections des députés aux Etats Généraux de 1789, et qu'ils servent actuellement dans les milices nationales, où plusieurs ont des grades. En conséquence, Talleyrand demande de maintenir les Juifs de Bordeaux, de Bayonne et d'Avignon dans la jouissance de leurs droits de citoyen qu'ils possèdent déjà; qu'ils puissent participer en qualité de citoyens actifs à l'élection des administrateurs, qu'ils soient éligibles aux fonctions publiques et continuent à être admis comme par le passé à tous les emplois.

(8) Réimpression de l'Ancien Moniteur, II, page 427.
(9) Réimpression de l'Ancien Moniteur, II, pages 429 et suiv.

Le Vicomte de Noailles qui lui succède à la tribune, déclare que les Juifs de Bordeaux ont donné des preuves du plus grand patriotisme, et qu'il serait injuste de les priver de leur état.

Le député de Bordeaux, de Sèze, confirme ces paroles, et distingue nettement les Juifs de Bordeaux qui sont citoyens français, des Juifs d'Alsace qui n'ont pas les mêmes droits et qui constituent une secte bien différente.

Rewbell, antisémite résolu, cherche en vain à dissuader l'Assemblée. Il affirme que l'exception proposée est très dangereuse, et que le décret du 24 décembre a ajourné la question pour tous les Juifs. Il s'efforce d'établir que si l'Assemblée vote la motion demandée, elle préjuge d'avance de la question pour les autres Juifs du royaume, et que des troubles sérieux risquent d'éclater dans la province d'Alsace.

Puis il oppose la question préalable, mais l'Assemblée la repousse après les observations de Chapelier qui montre qu'il n'y a aucune connexité entre les Juifs de Bordeaux et ceux d'Alsace.

L'Abbé Grégoire propose d'étendre le décret d'admission des non catholiques aux emplois civils, publics et militaires, à tous les Juifs espagnols, avignonais et portugais.

Par 374 voix contre 224, l'Assemblée adopte l'amendement qui accorde aux Juifs portugais, espagnols et avignonais, les droits de citoyens actifs. Elle rend ensuite le décret suivant :

« *L'Assemblée nationale décrète que tous les Juifs connus en France sous le nom de Juifs portugais, espagnols et avignonais, continueront de jouir des droits dont ils ont joui jusqu'à présent, et qui sont consacrés en leur faveur par des Lettres Patentes; et en conséquence ils jouiront des droits de citoyens actifs, lorsqu'ils réuniront d'ailleurs les conditions requises par les décrets de l'Assemblée nationale* ».

Ayant obtenu satisfaction, les Juifs portugais ne firent plus parler d'eux, pas même pour appuyer le point de vue de leurs coreligionnaires d'Alsace, moins favorisés.

Encouragés par cette décision de l'Assemblée, les Juifs de Paris en demandèrent l'extension à leur profit. Le jeune avocat parisien, Godart, chargé de défendre leurs intérêts, tenta pour donner plus de poids à ses démarches, de faire intervenir la Commune de Paris.

A la séance du 28 Janvier 1790, il prononça un long discours pour encourager l'Assemblée Générale de la Commune à prendre en mains la cause des Juifs; il réussit à l'intéresser, et un arrêté fut rendu par la Commune, à sa requête, le 30 janvier 1790.

L'arrêté invoquait l'égalité des droits qui devait exister pour tous les sujets du royaume et la liberté des opinions religieuses. Et, considérant que les Juifs établis à Paris s'étaient toujours conduits avec intégrité et zèle et qu'ils avaient donné les preuves les plus méritoires de patriotisme, la commune de Paris décidait qu'ils recevraient un témoignage public et authentique de leur bonne conduite, de leur patriotisme et de leurs vertus, et que le vœu de leur admission à l'état-civil et aux droits des citoyens actifs serait prononcé et porté à l'Assemblée nationale, lorsqu'il aurait reçu la sanction préalable des districts [10].

Cet arrêté fut effectivement soumis à l'Assemblée Nationale le 25 février 1790, et l'abbé Mulot vint soutenir à la tribune de l'Assemblée, le vœu des Juifs de Paris, qui était d'obtenir l'extension à leur profit du décret qui reconnaissait aux Juifs portugais les droits de citoyens actifs.

L'Assemblée, tout en réservant un accueil courtois au représentant de la Commune, ajourna, à la séance du 26 février 1790, la question de savoir quel serait l'état-civil accordé aux Juifs, car les questions de l'établissement de l'ordre judiciaire, de la réglementation de l'armée, et les matières financières, qui intéressaient tout le royaume, présentaient une importance plus grande que la question juive, et absorbaient tous les moments de l'Assemblée [11].

Tandis que la Commune de Paris se déclarait en faveur des Juifs, des manifestations hostiles se produisaient en Alsace. On lit dans le Moniteur Universel du 22 avril 1790 [12]

« *De Strasbourg le 11 avril, on mande que le résultat des procès-verbaux des quinze assemblées partielles de la commune, est pour demander la non admission des Juifs à l'état de citoyens actifs; dix personnes seulement ont osé être d'un avis contraire. Il y a plus : c'est que huit de nos assemblées ont aussi demandé unanimement l'expulsion des familles juives établies dans cette ville, en vertu de Lettres Patentes du roi enregistrées au Conseil Souverain. En conséquence, le Corps Municipal a écrit le 8 au Président de l'Assemblée Nationale pour le prévenir du vœu unanime de la commune et le prier de suspendre toute délibération jusqu'à ce que la commune de Strasbourg ait fait connaître à l'Assemblée ses motifs de s'opposer à l'admission des Juifs à l'état de citoyens actifs, et même à ce qu'ils puissent avoir domicile dans cette ville* ».

A la séance du 15 avril 1790 [13], l'Assemblée, à l'instigation de

(10) Réimpression de l'Ancien Moniteur, III, page 319.
(11) Moniteur Universel du 27 février 1790, III, page 469.
(12) Moniteur Universel du 22 avril 1790, IV, page 170.
(13) Moniteur Universel du 17 avril 1790, IV, page 132.

Rewbell et de l'Abbé Maury, ajourna une fois de plus toute délibération sur l'état-civil des Juifs, mais renvoya l'affaire au Comité de Constitution pour en faire le rapport, dès qu'il serait prêt.

Cependant, Roederer fit comprendre à l'Assemblée que par ces renvois successifs, elle risquait de soulever le peuple contre les Juifs d'Alsace, en état permanent d'insécurité, tant qu'elle n'aurait pas fixé l'opinion sur leur compte; celle-ci résolut alors de prendre provisoirement quelques mesures de protection en leur faveur.

Le 16 avril 1790, l'Assemblée vota, à la presqu'unanimité, un décret nouveau déclarant que les Juifs d'Alsace étaient mis sous la sauvegarde de la loi, et défendant à toute personne d'attenter à leur sûreté. Les municipalités et les gardes nationales étaient chargées de protéger de tout leur pouvoir, leurs personnes et leurs propriétés [14].

Le 20 juillet 1790, sur le rapport du député Vismes, au nom du Comité des Domaines, l'Assemblée Constituante abolit sans indemnité une redevance annuelle de vingt mille livres que les Juifs de Metz payaient à la famille Brancas, sous le nom de droits d'habitation, de protection et de tolérance. Cette redevance, qui constituait pour les Juifs une sorte de servitude personnelle à laquelle ils étaient soumis depuis près de deux siècles, était perçue par la famille de Brancas en vertu du droit qui lui avait été conféré par les Lettres Patentes de 1716, dont l'effet avait été prorogé par les Lettres Patentes de 1745 jusqu'à l'année 1800. Cette taxe, représentative du droit d'aubaine, et vestige d'une servitude personnelle des Juifs, était incompatible avec l'abolition des privilèges, réalisée dans la nuit du 4 août.

L'Assemblée supprima donc cette redevance, sans aucune indemnité compensatrice; le lendemain, sur la proposition de Regnault de St-Angély, le décret étendit cette suppression « *à toutes redevances de même nature qui seraient perçues par les Juifs sous quelque dénomination que ce fût, dans les autres parties du royaume, et cette abolition devait avoir lieu sans aucune indemnité, exception faite cependant, des concessionnaires à titre onéreux investis de telles redevances et pour lesquels l'Assemblée se réservait de statuer sur le montant de l'indemnité qui leur serait allouée, après avis des directeurs du département sur le territoire duquel ces redevances seraient perçues* [15] ».

Les Juifs étaient donc assimilés aux autres citoyens pour le

(14) Moniteur du 17 avril 1790, IV, page 133.
(15) Moniteur du 22 juillet 1790, I, page 185.

paiement des impôts, et cette égalité fiscale était assurément une première étape sur la voie de l'égalité complète.

Mais il y avait encore beaucoup à faire, car malgré ces améliorations partielles, la situation générale des Juifs en France était loin d'être résolue. La question de leur admission au rang de citoyens actifs continuait à être réservée, et jusqu'à nouvel ordre, l'ancien état de choses subsistait pour eux.

En Alsace, les autorités locales renouvelaient les précédents réglements qui leur étaient défavorables; le Moniteur du 10 octobre 1790 signale ainsi l'arrêté du Corps Municipal de la ville de Strasbourg rendu sur la plainte des habitants, renouvelant les anciennes mesures relatives à l'interdiction du Colportage des marchands juifs dans la ville de Strasbourg [16].

Puis la Municipalité de Strasbourg refusa d'accorder aux Juifs naturalisés avant la Révolution, l'exercice des droits civiques; cette décision les empêchait d'entrer dans la Garde Nationale, d'être inscrits au rôle des corporations et de prêter le serment civique.

En même temps, une campagne de diffamation était entreprise contre les défenseurs des Juifs : Mirabeau, l'Abbé Grégoire, Talleyrant, Lafayette.

Devant cette hostilité, les partisans de la réforme tentèrent d'intervenir auprès de la Constituante pour hâter le mouvement d'émancipation.

Le 18 janvier 1791, le député Martineau [17] proposa à l'Assemblée le vote d'un décret destiné à étendre à tous les Juifs naturalisés en France, la qualité de citoyens actifs, reconnue en 1790 aux Juifs portugais, espagnols et avignonnais.

Mais le Duc de Broglie lui succédant à la tribune, déclara, après avoir rappelé les ajournements successifs de la question, que les propositions d'émancipation ne faisaient « *que jeter inutilement l'alarme dans les ci-devant provinces de Lorraine et Al-*

(16) Cet arrêté s'exprime dans les termes suivants :

« *Le Corps Municipal en renouvelant, autant que de besoin les défenses faites par les anciens règlements sur cet objet, défend très expressément aux Juifs fréquentant cette ville et à tous autres particuliers, de colporter, hors du temps des foires, aucuns effets en marchandises pour les vendre, ainsi que de brocanter dans les rues, carrefours et maisons particulières ou publiques, à peine d'amende suivant l'exigence des cas, et de confiscation des dits effets ou marchandises. Fait également défense aux dits Juifs de se tenir ensemble sur les places devant les cafés et autres lieux publics, surtout les jours de fêtes et dimanches.*

« *Invite Messieurs les Administrateurs du département de Police à veiller à l'exécution de la présente proclamation, et enjoint aux inspecteurs et aux gardes de police de dénoncer les contrevenants et de disperser les Juifs qui se rassembleraient dans les carrefours et sur les places. Et sera la présente proclamation publiée, imprimée et affichée dans les deux langues pour que personne n'en ignore.* » Moniteur du 10 oct. 1790, I, page 121.

(17) Moniteur du 20 janvier 1791, VII, page 167.

sace, qui assurément n'avaient nul besoin de ce nouveau germe de chaleur et de fermentation. S'il m'est permis, ajouta-t-il, *de parler ici ouvertement de ce qui concerne particulièrement l'Alsace, je vous dirai que cette intrigue est ourdie depuis longtemps par quatre ou cinq Juifs puissants établis dans le département du Bas-Rhin; qu'un d'eux, entre autres, qui a acquis une fortune immense aux dépens de l'Etat* (c'est à Cerfbeer qu'il faisait allusion), *répand depuis longtemps des sommes considérables dans cette capitale pour s'y faire des protecteurs et des appuis; je vous dirai que depuis longtemps la ville de Strasbourg est en fermentation au sujet des prétentions annoncées par plusieurs de ces Juifs et que jamais la Paix Publique ne fut plus intéressée, ni exigea plus impérieusement que la proposition qui vous est faite par Monsieur Martineau soit écartée* ».

L'ajournement du Duc de Broglie comme conclusion de son discours fut adopté par l'Assemblée, qui renvoya encore la question de l'état-civil des Juifs au Comité de Constitution.

Ceux-ci ne se découragèrent pas; saisissant une nouvelle occasion, ils s'efforcèrent une fois de plus de faire aboutir leurs revendications : dans la séance du 7 mai 1791, l'Assemblée Constituante avait voté un décret relatif à la liberté religieuse et aux édifices du culte, décret qui proclamait l'égalité des catholiques et des non catholiques devant la loi civile. Il stipulait de plus, que tous les étrangers résidant en France depuis cinq ans, jouiraient des droits de citoyen.

Aussitôt, les Juifs domiciliés à Paris présentèrent à la Municipalité une requête aux termes de laquelle ils annonçaient leur intention d'acquérir ou de louer un édifice national pour l'exercice de leur religion, et ils invoquaient de nouveau l'intercession de la Municipalité auprès de l'Assemblée pour obtenir leur état-civil et bénéficier des avantages accordés aux étrangers.

« *L'esclavage religieux des Juifs,* dit l'avocat Godard dans cette requête, *vient de cesser; mais leur esclavage civil dure encore et cependant, s'ils ont reçu de la loi le droit d'élever des synagogues, peuvent-ils ne pas recevoir d'elle aussi le titre et les droits de citoyen ? Peuvent-ils être citoyens de leurs synagogues seulement, et hors de là, étrangers ou esclaves ? Ne serait-il pas contradictoire que la loi les reconnût d'une part, et les reniât de l'autre ? C'est parce qu'ils pratiquaient un culte proscrit par une religion dominante qu'ils étaient proscrits eux-mêmes et réduits à un état de nullité et d'abjection. Mais leur culte est élevé à la hauteur des autres par le système universel, non de tolérance, mais de justice, qui doit régner chez un peuple libre et éclairé.*

Où pourrait donc être maintenant la raison de séparer leur état-civil de celui des autres citoyens ? »

En réponse à cette requête, la Municipalité, sous la présidence du Maire de Paris, Bailly, rendit le 26 mai 1791, un nouvel arrêté décidant qu'il serait écrit de nouveau à l'Assemblée pour mettre sous ses yeux la requête des Juifs, et pour la presser d'étendre formellement aux Juifs de Paris la conséquence des principes bienfaisants qu'elle venait encore de consacrer sur la liberté des opinions religieuses [18].

Cette fois encore, l'Assemblée Constituante suspendit sa résolution; ce devait être la dernière.

(18) Moniteur Universel du 11 juin 1791, VIII, page 628.

Chapitre III

Le décret du 28 septembre 1791.

Les Juifs de Paris et d'Alsace, loin de se décourager, ne cessaient de mener une active campagne pour obtenir gain de cause. Mais parallèlement à leur action, les populations de l'Est formaient des vœux répétés et adressaient de continuelles pétitions pour que ces revendications fussent rejetées.

Les esprits commençaient à s'impatienter des hésitations de l'Assemblée et exigeaient d'elle une rapide solution au problème juif.

La Constituante se décida enfin à trancher la question. La Constitution du 3 septembre 1791 venait d'être votée, et la Déclaration des Droits de l'Homme était insérée en tête du texte même de cette Constitution.

Le 27 et le 28 septembre, l'Assemblée se basant sur l'article 1er de la Déclaration qui proclame que les hommes naissent libres et égaux en droit, et que les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune, décida de donner satisfaction aux revendications des Juifs, en décrétant leur émancipation.

Dans la séance du 27 septembre 1791 [1], sur l'initiative de l'Avocat Duport, député de la Noblesse, la question de l'état-civil des Juifs se trouve soulevée et soumise à la délibération de l'Assemblée.

« *Vous avez réglé par la Constitution,* dit l'orateur, *quelles sont les qualités nécessaires pour devenir citoyen français, puis de citoyen français, citoyen actif. Cela suffit, je crois, pour régler toutes les questions incidentes qui n'ont pu être soulevées dans l'Assemblée, relativement à certaines professions, à certaines personnes. Mais il y a un décret d'ajournement qui semble porter atteinte à ces droits généraux; je veux parler des Juifs. Pour décider la question qui les regarde, il suffit de lever le décret d'ajournement que vous avez rendu et qui semble mettre en sus-*

(1) Archives Parlementaires, XXXI, pages 372 et suiv.

pens la question à leur égard. Ainsi, si vous n'aviez pas rendu un décret d'ajournement sur la question des Juifs, il n'y aurait rien à faire du tout, car ayant déclaré par votre Constitution comment tous les peuples de la terre peuvent devenir citoyens français et comment tous les citoyens français deviennent citoyens actifs, il n'y aurait aucune difficulté sur cet objet. Je demande donc que l'on révoque le décret d'ajournement et que l'on déclare que relativement aux Juifs, ils pourront devenir citoyens actifs comme tous les peuples du monde, en remplissant les conditions prescrites par la Constitution ».

Puis Duport prononce ces quelques mots d'une importance décisive pour la cause qu'il défend :

« *Je crois que la liberté des cultes ne permet plus qu'aucune distinction soit mise entre les droits politiques des citoyens à raison de leurs croyances, et je crois également que les Juifs ne peuvent pas être exceptés de la jouissance de ces droits, alors que les païens, les Turcs, les Musulmans, les Chinois même, les hommes de toutes les sectes en un mot, y sont admis. Je demande en conséquence que l'ajournement soit révoqué, et qu'il soit décrété que les Juifs jouiront en France des droits de citoyen actif* ».

Malgré les efforts de Rewbell qui demandait la parole pour combattre la proposition de Duport, l'Assemblée vote la clôture de la discussion et la mise aux voix de cette motion, sur la demande de Regnault de St Jean d'Angély, qui déclare « que combattre cette proposition, c'est combattre la Constitution elle-même ».

L'Assemblée adopte en ces termes la proposition de Duport, à la presqu'unanimité : [2]

« *L'Assemblée Nationale, considérant que les conditions nécessaires pour être citoyen français et pour devenir citoyen actif sont fixées par la Constitution, et que tout homme qui, réunissant les dites conditions, prête le serment civique et s'engage à remplir les devoirs que la Constitution impose, a droit à tous les avantages qu'elle assure, révoque tous ajournements, réserves et exceptions insérés dans les précédents décrets relatifs aux individus juifs qui prêteront le serment civique* ».

Au cours de la séance du lendemain, 28 septembre, la rédaction définitive du décret rendu la veille est présentée à l'Assemblée [3].

Le Député de Broglie, prenant la parole, déclare « *qu'il est nécessaire que l'Assemblée prenne des précautions pour que le*

(2) Archives Parlementaires, XXXI, page 372.
(3) Archives Parlementaires, XXXI, page 441.

décret rendu hier relativement aux Juifs qui prêteront le serment civique, n'ait pas de mauvais effets en Alsace, car d'après les intrigues dont l'influence se fait déjà sentir, il pourrait en avoir de très mauvais ».

L'orateur, faisant ensuite allusion aux privilèges de la Loi Mosaïque ajoute qu'il faut que la prestation du serment civique de la part des Juifs, soit regardé comme une renonciation formelle aux lois civiles et politiques auxquelles les individus juifs se croient particulièrement soumis.

A la suite d'une courte observation de Prugnon, demandant qu'il soit substitué dans le texte les mots : « *sera regardé comme une renonciation à leurs privilèges* », aux termes adoptés la veille « *sera regardé comme une renonciation à leurs lois civiles* », afin de bien faire comprendre que l'on ne veut pas toucher aux lois religieuses des Juifs qui sont identiques à leurs lois civiles, l'Assemblée, après avoir légèrement modifié le texte de Duport, vote le Décret du 28 septembre 1791, dans les termes suivants [4] :

« *L'Assemblée Nationale, considérant que les conditions nécessaires pour être citoyen français et devenir citoyen actif sont fixées par la Constitution, et que tout homme, qui réunissant les dites conditions, prête le serment civique et s'engage à remplir tous les devoirs que la Constitution inspire, a droit à tous les avantages qu'elle assure :*

« *Révoque tous ajournements, réserves et exceptions insérés dans les précédents décrets relativement aux individus juifs qui prêteront le serment civique, qui sera regardé comme une renonciation à tous privilèges et exceptions introduits précédemment en leur faveur* ».

Ce décret fut promulgué par le roi à la date du 13 novembre 1791.

« Ainsi s'évanouirent pour toujours ces distinctions odieuses que le fanatisme avait créées et qui avaient pu se soutenir pendant 18 siècles. Les préjugés qui poursuivaient les Juifs s'écroulèrent et cette victoire de la raison sur les vieilles erreurs fut un des plus beaux triomphes d'un peuple libre [5] ».

Mais à peine le décret était-il adopté que Rewbell montait à la tribune pour se plaindre de la hâte avec laquelle il avait été voté, sans discussion préalable. Il déclara qu'en présence de la précipitation du vote de l'Assemblée, « *les ennemis du Bien Public en Alsace, allaient faire croire aux habitants que les*

(4) Archives Parlementaires, XXXI, pages 441 et suiv.
(5) BÉDARRIDE, Les Juifs en France, en Italie et en Espagne, Paris 1867, page 394.

usuriers avaient trouvé à Paris de puissantes protections ». Et comme les murmures de la majorité accueillaient ces paroles : « *Eh bien,* s'écria-t-il, *si l'Assemblée ne veut pas être instruite, je la rends responsable de tous les troubles que peut susciter en Alsace le décret d'hier, dans un moment où les prêtres réfractaires redoublent les intrigues du fanatisme, et où le royaume se trouve momentanément sans autorité* ».

Puis il rappelle « *que depuis quarante ans, des convulsions continuelles résultent de l'oppression usuraire dans laquelle gémit la classe pauvre du peuple. Les Juifs eux-mêmes sentent qu'ils ne peuvent vivre à côté de ces malheureux avant que tous ces procès soient terminés. Les cahiers des Trois-Ordres ont chargé les députés de l'Alsace de demander que les Etats Généraux prissent des précautions pour liquider ces créances; faites donc que nous puissions enfin dire à nos concitoyens que vous avez voulu venir à leur secours, et que l'Assemblée Nationale n'est pas moins bien intentionnée pour eux que pour les Juifs* ».

Il est de fait que, depuis l'affaire des Fausses Quittances, la question de la liquidation des créances juives avait sans cesse été ajournée; un règlement définitif de cette situation s'imposait impérieusement.

Rewbell tente ensuite de prouver la nécessité absolue de calmer « *la classe nombreuse et malheureuse qui vit sous l'oppression usuraire des Juifs.* ». Il parle à l'Assemblée du chiffre considérable des créances juives en Alsace. « *Elles se montent actuellement à douze ou quinze millions, tant en capital qu'en intérêts* ».

Rewbell propose donc à l'Assemblée d'assurer la liquidation des créances des Juifs sur la classe pauvre d'Alsace, en décidant que dans le délai d'un mois, les Juifs d'Alsace donneraient au Directoire des Districts du domicile de leur débiteurs, des états détaillés de leurs créances, tant en principal qu'en intérêts, et que les Directoires de Districts prendraient tous les renseignements nécessaires sur les possibilités de libération des débiteurs, afin que, sur avis motivé du Directoire de Département, le Corps Législatif pût statuer sur les moyens de liquider ces créances.

L'Assemblée Constituante se laissa convaincre, et comprenant que le moment était venu de liquider les créances juives, elle adopta, le 28 septembre 1791, le second décret suivant : [6]

« *L'Assemblée Nationale décrète :*

1°) *Que dans les six mois, les Juifs de la ci-devant province d'Alsace donnent aux directoires des districts du domicile des*

(6) Archives Parlementaires, XXXI, page 442.

débiteurs, l'état détaillé de leurs créances, tant en principal qu'en intérêts, sur les particuliers non juifs, dénommés dans les anciens réglements de la ci-devant classe du peuple de la même province.

2°) *Que les directoires de districts prendront aussitôt tous les renseignements nécessaires pour constater les moyens connus des débiteurs pour acquitter ces créances; qu'ils feront passer ces renseignements avec leur avis sur le mode de liquider ces créances aux directoires des départements du Haut et du Bas-Rhin.*

3°) *Que les directoires des départements du Haut et du Bas-Rhin donneront sans délai leur avis sur ce mode de liquidation, renseignements avec leur avis sur le mode de liquider ces créances aux directoires des départements du Haut et du Bas-ce qu'il appartiendra* ».

Ce décret, fait pour décourager les prêteurs, se traduisit en fait, par la spoliation des deux-tiers des sommes avancées par eux. Mais la victoire morale que les Juifs remportaient, ne leur semblait pas trop chèrement acquise par ces sacrifices.

Le Juif nancéen Bing se fait leur porte-parole, dans la lettre suivante [7] qui ne manque pas de grandeur :

« *J'ai perdu les deux-tiers de ma fortune, et il ne me reste plus beaucoup de choses. Mais aussi je ne regrette pas cette perte, puisque je suis à présent citoyen français et vrai républicain, et quand il ne me resterait que cela, je suis riche assez* ».

D'ailleurs, les appréhensions formulées par Rewbell à la tribune de l'Assemblée, ne se réalisèrent pas; les populations d'Alsace ne se livrèrent à aucune manifestation en apprenant le vote du décret d'émancipation et, petit à petit, on vit les Juifs accéder à certaines fonctions publiques, et se livrer à certains commerces dont l'exercice leur était jusqu'alors formellement interdit; nombreux furent ceux qui s'engagèrent dans la Garde Nationale et les armées combattantes, afin de défendre la Révolution qui leur avait apporté la délivrance.

*
**

Il ne faut pas s'étonner outre mesure que l'heure de la libération des Juifs ait sonné si tard; l'émancipation a été la conséquence naturelle de la diffusion des idées d'égalité, de fraternité et de liberté, et ces idées n'auraient jamais vu le jour sans le mécontentement général, qui toucha toutes les classes de la

(7) Godchot, Revue des Etudes Juives, Tome LXXXVI, page 32.

Société, pour aboutir à un bouleversement social absolu, et à l'éclosion d'un monde nouveau.

Le Quatorze Juillet 1789 et la nuit du Quatre Août 1789 représentent pour les chrétiens de France, des dates décisives qu'ils n'oublieront jamais. Pour les Juifs de France, c'est la date du 28 septembre 1791 qui marque le jour de leur affranchissement, si longtemps et si ardemment attendu, le jour où ils purent se dire enfin des hommes et des Français comme les autres.

« *Cette date qui ne nous rappelle rien, à nous chrétiens, est le Quatorze Juillet de toute une race; et la bastille renversée en cette pâle journée d'automne avait de plus hautes et de plus vieilles murailles que celle du Faubourg St-Antoine. De tous les centenaires que nous a légués la Révolution, aucun peut-être n'a été célébré en plus de langues* » [8].

(8) Anatole Leroy-Beaulieu, Israël chez les Nations, page 2.

CONCLUSION

Depuis que les Juifs ont été privés de leur mère patrie, leur histoire jusqu'à la Révolution n'a guère été, nous l'avons vu, qu'une suite de misères et de persécutions.

Nous voudrions exposer ici brièvement les causes de la haine générale qui poursuivit les Juifs à travers les siècles, et le grand rôle joué par l'Eglise dans l'histoire de ces hostilités.

Les grandes richesses que certains Juifs acquirent dans le commerce de banque qui leur était réservé, puisque l'Eglise interdisait à ses fidèles le prêt à intérêt, furent une cause importante de l'aversion générale dont ils étaient l'objet. Etant les seuls à pratiquer, souvent avec usure, ce genre de commerce, ils encouraient à la fois la haine et la jalousie des populations aux dépens desquelles ils s'enrichissaient.

Là se trouve l'origine de bien des pogroms : les Seigneurs et les Municipalités avaient fréquemment à solliciter des Juifs des prêts d'argent; mais comme ils savaient qu'ils ne leur seraient accordés qu'à un taux très élevé, ils étaient souvent tentés d'enlever par la force ce qu'on ne leur offrait qu'à un titre particulièrement onéreux.

Parfois encore, après avoir mis en gage quelque bien chez un prêteur juif, las de payer des intérêts usuraires, le seigneur provoquait sur un incident quelconque le renvoi ou même le massacre de son créancier, pour récupérer ainsi à peu de frais, l'objet déposé. Telle fut, nous l'avons vu, l'attitude du Margrave de Bade, Frédéric, au XIV^{e} siècle, afin de rentrer en possession de la couronne de son père.

L'Eglise poussait d'ailleurs les Juifs à se cantonner dans le métier de prêteur si décrié, car la situation qu'ils se créaient de la sorte, venait à l'appui de sa thèse de la déchéance des Juifs. En effet, l'Eglise ne tenait pas à les faire disparaître; elle voulait qu'il y eût des témoins de l'ancienne Loi pour faire mieux ressortir le caractère de la nouvelle; elle voulait qu'ils attestassent, par un abaissement bien apparent, le châtiment du déicide et de l'incrédulité.

N'était-ce pas reprendre la même tactique utilisée par les Spartiates, qui obligeaient leurs esclaves ilotes à s'enivrer

pour montrer à la jeunesse lacédémonienne la dégradante abjection où l'excès de vin peut conduire les hommes.

Donc, pour l'Eglise, le Judaïsme ne devait pas disparaître, mais subsister dans un état d'avilissement, de servitude totale, afin que les chrétiens eussent toujours présent à la vue, le châtiment que Dieu inflige à ceux qui nient la divinité de son Fils.

L'attitude de la théologie chrétienne fut fixée de bonne heure à ce sujet, dès 325 par le Concile de Nicée, qui imposa aux Juifs une série de restrictions légales, les écartant petit à petit de la vie sociale. Les Conciles successifs interdisent que les Juifs commandent aux chrétiens, qu'ils utilisent une main-d'œuvre chrétienne. Les Juifs n'eurent donc pas la possibilité de se livrer aux travaux d'agriculture ni d'exercer de fonctions publiques, si humbles fussent-elles.

L'Eglise les écarta de la vie agricole, industrielle et commerciale, afin de les acculer au seul métier de prêteur, moyen de choix pour concentrer sur eux le mépris de toutes les classes de la société. Pour cela, les conciles de Latran interdirent aux chrétiens, à deux reprises, en 1139 et 1179, sous peine d'excommunication et de refus de la sépulture chrétienne, de prêter à intérêts. Elle poussa au contraire les Juifs à s'adonner à ce genre de commerce qui consacrait leur déchéance.

C'est également dans le but de les humilier que le Pape Innocent III leur fit imposer par le concile de Latran, le port d'un signe distinctif.

Le Concile n'avait pas précisé la forme et la dimension de ce signe, mais en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, on adopta une roue ou rouelle, de couleur jaune safran, qui se portait sur la poitrine, en évidence. Pour les femmes, elle était remplacée par une sorte de voile appelé Oralia.

On portait cet insigne en général, à partir de quatorze ans. Son abstention était punie d'amende ou de châtiments corporels. Chose étrange, tous les ans les Juifs payaient au Trésor Royal un impôt sur la roue; en plusieurs endroits, la vente de ces insignes était un monopole réservé aux baillis qui en abusaient. Ainsi, non contentes d'avilir les Juifs en les obligeant à porter cette marque infamante, les autorités en profitaient pour en tirer un avantage matériel.

C'est également dans la poursuite du même but, que l'Eglise enfermait les Juifs au ghetto.

Désireuse de les asservir plus complètement, elle ne manquait pas une occasion de faire remarquer qu'ils étaient étrangers au sein de la société chrétienne, sans autre protection que celle accordée par la bienveillance du seigneur. L'Eglise, en

agissant ainsi, ne perdait jamais de vue son but, qui était de frapper les imaginations en leur montrant quel triste sort attendait ceux qui se refusaient à reconnaître sa Loi, et à empêcher de la sorte, l'aboutissement de tout mouvement d'hérésie.

Cette politique de l'Eglise encourageait les chrétiens à persécuter les Juifs auxquels ils ne pardonnaient pas d'avoir crucifié Jésus-Christ, en refusant de voir en lui le Messie, Fils de Dieu.

C'est surtout pendant la période pascale que les Juifs subissaient les tourments les pus nombreux.

En Alsace, nombre d'ordonnances, nous l'avons vu, exigeaient qu'ils restassent chez eux, pour ne pas rappeler aux chrétiens qu'ils étaient responsables du deuil commémoré au même moment. Ils n'avaient garde d'enfreindre cette interdiction, car la représentation du drame de la Passion, et les prédications relatives à l'origine de la fête de Pâques, stigmatisaient partout violemment la perfidie des Juifs et leur cruauté envers le Christ, irritant ainsi les foules, tout spécialement.

Si des Juifs se trouvaient alors dans la rue, le peuple leur lançait des pierres et les accablait d'injures et de malédictions. Parfois même, fanatisé, il venait les maltraiter à domicile [1].

Ce qui se passait à Béziers est d'un exemple saisissant :

Tous les ans, à la Cathédrale, le Dimanche des Rameaux, l'évêque, du haut de la chaire haranguait les fidèles en ces termes : *Vous avez devant vous les descendants de ceux qui ont crucifié Jésus. Fidèles à la coutume de vos ancêtres, armez-vous de pierres, et, avec l'aide de Dieu, lancez-vous contre les Juifs et vengez courageusement l'injure du Sauveur autant qu'il se peut.* »

Puis il donnait sa bénédiction à la foule qui, ainsi excitée, se ruait contre les maisons des Juifs, à coups de pierres et de bâtons. Ces carnages duraient une semaine.

Les chrétiens avaient fait de ce rite une sorte de mystère religieux qui commentait l'Evangile. Ce cruel usage fut aboli au XIII[e] siècle par l'évêque Guillaume qui menaca d'excommunication tous les clercs qui inquiéteraient les Juifs. Ceux-ci, pour lui manifester leur reconnaissance, lui remirent une importante somme d'argent, et s'engagèrent à payer chaque année le dimanche des Rameaux, une taxe spéciale pour les ornements de la cathédrale [2].

(1) Voir Léon BERMAN, Histoire des Juifs de France et BÉDARRIDE, Les Juifs en France, en Italie et en Espagne, Paris 1867, page 136.

(2) Voir Léon BERMAN, Histoire des Juifs de France, des origines à nos jours, *Paris, Lipschutz,* 1937, in-12.

*
**

Les rois, les seigneurs et les municipalités joignaient avec empressement ces griefs religieux à leurs griefs économiques, pour persécuter davantage et impunément les Juifs installés sur leurs territoires. Ils étaient ainsi en mesure de s'enrichir à peu de frais puisque chaque massacre ou expulsion de Juifs était suivi d'un pillage général de leurs biens et de la reprise, sans bourse délier, des gages qu'ils détenaient.

L'ignorance des esprits et les préjugés populaires donnèrent lieu également aux plus sanglantes persécutions du Moyen Age. L'accusation de l'empoisonnement des puits par les Juifs et les massacres qui s'ensuivirent, — nous les avons étudiés en Alsace, mais ils se généralisèrent dans toute la France, — eurent pour origine le fait inexplicable à cette époque, que lors des épidémies de la Peste et autres maladies, la mortalité juive était particulièrement faible comparée à celle de la population non juive. L'imagination populaire, pour trouver une explication à ce fait curieux, accusa alors les Juifs d'empoisonner les puits pour faire périr les chrétiens, tout en se préservant eux-mêmes en s'abstenant de boire l'eau de ces puits.

On sait aujourd'hui que ce qui a sauvé la race juive des épidémies du Moyen Age, ce sont les nombreuses lois de la Bible, qui en inculquant aux Juifs des notions d'hygiène, eurent pour résultat de fortifier leur santé et leur résistance contre les maladies. Une des habitudes de ce peuple est la tempérance la plus constante dans le domaine de la consommation de l'alcool, dont les excès sont inconnus, même dans les centres juifs où la misère est grande, et où, en conséquence, la tentation de l'alcool devrait être particulièrement forte [3].

*
**

On dit aussi bien souvent que la persistance du peuple Juif à demeurer lui-même et son refus de s'assimiler aux nations où ses enfants se sont vus dispersés, ne sont pas la moindre cause de l'aversion qu'il inspira aux populations.

(3) Nous devons au Docteur LEGRAIN, spécialiste bien connu en matière de toxicomanie un enseignement d'importance qu'il a puisé dans sa longue expérience clinique; pendant plus de vingt années qu'il dirigea le service spécial des Alcooliques de Ville-Evrard, et où une dizaine de mille d'intoxiqués ont défilé sous ses yeux, c'est par quelques unités seulement qu'il compta les Juifs, ce qui lui permit de confirmer la réputation de grande sobriété de la race juive, qui s'est perpétuée à travers les siècles.

Mais cet isolement fut-il volontaire ? Les Juifs désirèrent-ils ne se mêler à aucun peuple et demeurer étrangers aux Etats qui les avaient asservis ? Furent-ils vraiment décidés à ne fusionner avec aucune des populations avec lesquelles ils se trouvèrent successivement en contact, se mettant ainsi en perpétuelle révolte contre la loi de la solidarité ?

Nous ne le pensons pas; bien au contraire, notre étude des Juifs en Alsace nous a montré la résolution déterminée des villes de refuser presque continuellement d'ouvrir leurs portes aux Juifs, ne faisant d'exception que pressées par le besoin d'argent. Et encore, dans ce cas, recommandaient-elles aux populations d'éviter les Juifs, de ne pas avoir avec eux de rapports trop fréquents, « *ce qui occasionne,* dit l'ordonnance de police affichée à Strasbourg en 1780, *une communauté et familiarité très dangereuse entre les chrétiens et la nation juive, diamétralement contraires auxdits anciens réglements* ».

C'est donc l'attitude des villes, des seigneurs et du peuple, fermement décidés à repousser les Juifs, qui fut la cause principale de leur non assimilation aux nations qu'ils côtoyaient, et de leur isolement, non pas volontaire, mais forcé; isolement que l'Eglise elle-même soulignait, en les obligeant à porter des vêtements distinctifs.

De plus, tandis que les Juifs appartiennent à la race sémite, les chrétiens d'Occident sont au contraire issus de la race aryenne ou indo-européenne. Ces deux races devaient fatalement se heurter à la fois par leurs qualités et leurs défauts.

Les peuples chrétiens sont sédentaires; les Juifs, continuellement sous le coup de l'expulsion, inquiets des mesures que le pouvoir prendrait contre eux le lendemain, ne pouvaient se fixer dans un endroit déterminé, à perpétuelle demeure. Errants un peu partout en nomades, sans trève ni repos, leurs pérégrinations continuelles, quels que fussent leurs malheurs, ne pouvaient manquer de contribuer à exciter les défiances et les craintes des populations chrétiennes.

Aussi les Juifs, loin d'abandonner leurs usages et leurs mœurs, devant l'hostilité des indigènes qui ne les incitait guère à faire corps avec eux, s'appliquèrent-ils à suivre les prescriptions rigoureuses de la Loi de Moïse, code politique et religieux, dont l'esprit particulariste s'efforce de fermer le peuple juif à toute influence extérieure de la part des autres nations. Ils ne parlaient que la langue hébraïque, admettaient le divorce et la répudiation interdits par le droit canonique, défendaient le mariage de leurs enfants avec les enfants d'une autre race. Ils en arrivèrent à former un état dans l'état, parce

que la population indigène se refusait farouchement à les accueillir et à tenter un effort vers une assimilation progressive.

C'est alors que les Gouvernements, surpris et inquiets de l'existence, au sein du corps social, de cet élément essentiellement hétérogène et réfractaire à toute assimilation par l'attitude hostile de la population chrétienne, ne purent s'empêcher de voir d'un œil défavorable la présence dans leurs Etats, d'une communauté de personnes irrémédiablement en opposition avec la majeure partie de la population; de là les mesures que les rois ont dû prendre contre les Juifs, dispositions souvent excessives, constituant des lois injustes et sévères.

Nous ne parlons ici que de l'intervention royale, et non pas des mesures inqualifiables que les Seigneurs et les Villes, poussés par un esprit de lucre, furent amenés à prendre, mesures consistant à chasser ou à massacrer les Juifs pour s'emparer de leurs richesses, puis à les laisser revenir peu à peu et s'enrichir de nouveau, pour recommencer.

Comment s'étonner, devant une hostilité si générale, que les Juifs n'aient pu parvenir à s'assimiler aux nations qui leur accordaient une protection si illusoire. En conséquence, c'est renverser le problème que d'affirmer que les Juifs furent réfractaires à toute assimilation, malgré la bonne volonté des peuples chrétiens à les accueillir.

***

Le plus grand grief que l'on ait formulé contre les Juifs était la pratique de l'usure à laquelle ils se livraient. Nous avons eu, à différentes reprises, au cours de cette étude, l'occasion d'examiner à la suite de quelles circonstances ils furent contraints de se livrer au commerce d'argent, le seul qui leur fût ouvert, et les abus auxquels certains d'entre eux se laissèrent entraîner, ce qui poussa les populations à envelopper dans la même animosité et la même aversion, tous leurs coreligionnaires. Nous n'y reviendrons donc pas.

Certes, le peuple juif a ses grands défauts, notre étude les a soulignés; mais pourquoi ce peuple serait-il plus parfait que les autres races, dont pas une ne s'est encore montrée de tous points accomplie ? Et les reproches que l'on était en droit d'adresser aux Juifs ne justifiaient aucunement les cruelles mesures de répression qui, à toute époque de l'histoire, furent prises contre eux.

***

Nous espérons avoir abordé notre étude avec un esprit suffisamment affranchi de toute idée préconçue, de toute conclusion préétablie, en toute objectivité.

Une anecdote, rapportée par Joinville, montre les excès auxquels les esprits les plus sages peuvent se livrer lorsqu'ils ne sont plus guidés par la raison et la justice [4], et c'est par là que nous terminerons notre ouvrage :

« *Il* (St Louis) *me conta une grande dispute de clercs et de Juifs au Monastère de Cluny. Un chevalier, hôte du monastère, se leva et demanda au plus grand maître des Juifs s'il croyait que la Vierge Marie fût mère de Dieu. Le Juif répondit qu'il n'en croyait rien.* « *Vous êtes donc fou* », *répartit le chevalier, d'être venu sans croire à la Sainte Vierge et sans l'aimer dans sa maison* », *et il abattit le Juif d'un coup de bâton sur la tête. Ainsi finit la dispute,* conclusion très goûtée du roi, car « *si un bon clerc entend médire de la loi chrétienne. il doit la défendre avec l'épée, de quoy il doit donner parmi le ventre dedens, tant comme elle y puet entrer* » [5].

Nous espérons nous être gardés, dans un sens et dans l'autre, d'un excès de zèle aussi préjudiciable à l'intérêt de notre étude, et avoir appliqué dans son esprit, en étudiant la condition des Juifs d'Alsace dans l'ancien droit, la réflexion du Professeur Franz von Liszt sur la question juive :

« *Il faut étudier ce sujet sans amour et sans haine, si ce n'est l'amour de la vérité et la haine de sa déformation.* »

(4) JOINVILLE, Histoire de St-Louis; (Paris, Librairie Hachette, 1882), pages 22 et 23.

(5) JOINVILLE, op. cit., page 23.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Documents manuscrits.

A) Archives départementales.

Archives du Bas-Rhin.
Archives du Haut-Rhin.

B) Archives municipales.

Archives de Colmar.
— de Haguenau.
— de Molsheim.
— de Mulhouse.
— de Munster.
— d'Obernai.
— de Porrentruy.
— de Rosheim.
— de Rouffach.
— de Sélestadt.
— de Strasbourg.
— de Wetzlar.
— de Wintzenheim.
— de Wissembourg.

II. — Documents imprimés.

A) Auteurs.

ANCHEL (Robert). — Napoléon et les Juifs, *Paris*, 1928.

BÉDARRIDE (J.). — Les Juifs en France, en Italie, en Espagne, Paris, 1867.

BERMAN (Léon). — Histoire des Juifs de France, des origines à nos jours, *Paris, Lipschutz*, 1937.

BEUGNOT (Arthur). — Les Juifs d'Occident, Paris 1824.

DE BOURG. — Ordonnances d'Alsace; Recueil des Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Arrêts du Conseil d'Etat et du Conseil souverain d'Alsace, avec des observations par M. DE BOURG, Premier Président du Conseil souverain d'Alsace. Colmar 1775.

CAZENEUVE (L.). — Du franc alleu. Paris 1891.

DENISART. — Collection de la Jurisprudence, voir Juifs, 7e éd., Paris 1771.

DEPPING (G. B.). — Les Juifs dans le Moyen-Age, Paris 1845.
DOHM (C. G.). — De la réforme politique des Juifs (A Dessau dans la librairie des auteurs et des artistes, 1782. Traduction Jean BERNOULLI).
DRUMONT (Edouard). — La France juive, 35e éd., Paris 1886.
ESMEIN (A.). — Cours élémentaire d'Histoire du Droit français, 14e éd., Paris 1920.
FISCHER (Dagobert). — De Statu Judœarum, Strasbourg 1864.
—— Etude sur l'Histoire des Juifs dans les terres de l'évêché de Strasbourg avant et depuis la réunion de l'Alsace à la France, Metz 1867.
GRANDIDIER (Philippe). — Histoire de l'Eglise de Strasbourg (Strasbourg 1778).
GRÉGOIRE (Abbé Henri). — Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs (Ouvrage couronné par la Société Royale des Sciences et des Arts de Metz le 23 août 1788), Metz 1789.
GUYOT (Abbé Marie-Théodore). — Dictionnaire universel des hérésies, des erreurs et des Schismes, Paris 1855.
HAGANI (Baruch). — L'émancipation des Juifs. *Paris, Rieder,* 1928.
HEITZ (F. C.). — Les Sociétés politiques à Strasbourg pendant les années 1790 à 1795 (Strasbourg 1863).
HERZOG (Bernhard). — Chronicon Alsatiae (Strasbourg 1592).
ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises. (Paris 1822).
JOINVILLE. — Histoire de Saint Louis (Paris. Librairie Hachette 1882).
KINGLIN. — Mémoires de M. de Kinglin, prêteur royal de la ville de Strasbourg (Grenoble 1753).
KONIGSHOFFEN. — Chroniques (Strasbourg 1698).
LAGUILLE (R. P. Louis). — Histoire de la province d'Alsace depuis Jules César jusqu'au mariage de Louis XV. (Strasgourg 1727).
LEMANN (Abbé Joseph). — L'entrée des Israélites dans la Société française et les états chrétiens d'après des documents nouveaux. (Paris 1886, Librairie Victor Lecoffre).
LEROY-BEAULIEU (Anatole). — Israël chez les Nations. (17e éd. Paris, 1937).
LIBLIN (Joseph). — Chroniques de Colmar (Mulhouse 1867).
LUCIEN-BRUN (Henri). — Etude historique sur la condition des Israélites en France depuis 1789 (Thèse Lyon, 1900).
MERLIN. — Répertoire de Jurisprudence. Voir Juifs (5e éd. Paris 1827).
MIRABEAU (Victor). — Sur Moïse Mendelssohn, sur la réforme politique des Juifs. (Londres 1787).
MOSSMAN (Xavier). — Etude sur l'histoire des Juifs de Colmar (Paris 1866).
POTHIER. — Traité du contrat de mariage. (Paris 1771).
POUJOL (Louis). — Quelques observations concernant les Juifs en général et plus particulièrement ceux d'Alsace, pour fixer l'attention du gouvernement sur la législation des différents peuples à leur égard. (Paris 1806).
REINACH (Théodore). — Histoire des Israélites depuis la ruine de leur indépendance nationale jusqu'à nos jours (5e éd. Paris 1914).
REUSS (Rodolphe). — Histoire d'Alsace. (Paris 1912).
SCHEID (Elie). — Histoire des Juifs d'Alsace. (Paris 1882).

SCHOEPFLIN. — Alsatia Illustrata. (Trad. Ravenez; Mulhouse 1851).
STROBEL (A. S. Walth.). — Vaterlandische Geschichte (Histoire de la Patrie), Karlsruhe 1825.
ULRICH (J. C.). — Histoire des Juifs de Suisse. (Basel 1763).
VAULABELLE (G. de). — Histoire de Louis XVI. (Paris 1891).
WIENER (Max). — Regesten. (Hanovre 1862).

B) Revues et Périodiques.

Archives israélites.
Archives parlementaires (MADIVAL et LAURENT).
Docteur LEGRAIN : Rapports annuels sur le service des alcooliques de Ville Evrard. (Paris 1895 à 1912, Préfecture de la Seine, Service des aliénés).
Moniteur universel 1790.
Moniteur universel 1791.
Réimpression de l'ancien moniteur, 1789.
Nouvelle revue historique de droit français et étranger, 7e année 1883; Louis THUREAU : Notice historique sur le prêt à intérêt.
Revue Alsacienne Tome VII 1898; Auguste DIETRICH : Riquevihr au XVe siècle.
Revue des études juives : Tome XVI, 1888 : Rabbi Joselmann de Rosheim (Extraits de Journal).
—— Tome LXXXVII : P. GODCHOT, Les Juifs de Nancy et la révolution, 1929.

C) Recueils et Auteurs anonymes.

Bible. Ancien Testament.
Curiosités d'Alsace (Anonyme Strasbourg, 1651).

TABLE DES MATIERES

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE 1
INTRODUCTION 7

PREMIERE PARTIE

Condition des Juifs d'Alsace des origines au traité de Westphalie

CHAPITRE I : Des origines au XIVe siècle 19
CHAPITRE II : Les persécutions du XIVe siècle 26
CHAPITRE III : Situation des Juifs de Strasbourg jusqu'à l'annexion. 37
CHAPITRE IV : Situation des Juifs de Colmar jusqu'à l'annexion .. 44
CHAPITRE V : Sort réservé aux Juifs par les localités autres que Strasbourg et Colmar pendant cette période 49
CHAPITRE VI : Organisation interne et mœurs des Juifs d'Alsace, des origines au XVIIe siècle 56

DEUXIEME PARTIE

Les Juifs d'Alsace après l'annexion.

CHAPITRE I : Situation générale des Juifs d'Alsace au lendemain de l'annexion 65
CHAPITRE II : Attitude de Strasbourg envers les Juifs jusqu'à la fin de l'Ancien Régime 68
CHAPITRE III : Attitude des villes d'Alsace autres que Strasbourg envers les Juifs jusqu'à la fin de l'Ancien Régime 79
CHAPITRE IV : Condition juridique et sociale des Juifs au XVIIIe siècle 91
CHAPITRE V : Problème de la démographie juive 106
CHAPITRE VI : L'affaire des fausses quittances 116
CHAPITRE VII : Abolition du Péage Corporel 124
CHAPITRE VIII : Les Lettres Patentes de 1784 128

TROISIEME PARTIE

La Révolution et l'Emancipation des Juifs.

CHAPITRE I : Prodromes de l'émancipation 135
CHAPITRE II : L'œuvre de l'Assemblée Constituante 145
CHAPITRE III : Le décret du 28 septembre 1791 156

CONCLUSION 162

BIBLIOGRAPHIE 169

IMPRIMERIE SPÉCIALE DE LA LIBRAIRIE LIPSCHUTZ

ADDENDA

Bibliographie.

GINSBURGER. — Articles publiés dans la Revue des Etudes Juives et Souvenir et Science.

Archives de Colmar, noter comme suit les changements de références :

Page 26, note 1 — page 27, note 2	A A 172
Page 33, note 19 — page 44, note 1	A A 172
Page 45, note 4 — page 46, note 5	A A 172
Page 47, notes 8, 10 et 11	A A 173
Page 79, note 1	A A 174

Extrait de notre Catalogue (suite)

KASTEIN (Jos.). Nouvelle orientation juive ..... 5 »
LEVITTE (Simon). Le Sionisme. Quelques pages de son histoire .... 7 »
MAPOU (Abr.). Sion la bien-aimée ..... 25 »
MOCH (M.). Le mandat britannique en Palestine ..... 30 »
NORDAU (Max.). Ecrits sionistes. Avec préf. de B. HAGANI ..... 18 »
LA PALESTINE ÉCONOMIQUE. Un fort vol. in-4°. Nomb. photos ..... 30 »
PARDO (D.). Le problème palestinien et sa solution. Juifs, Arabes et Anglais en Palestine ..... 10 »
PARDO (D.). Prêtre, rois et diplomates au service du sionisme politique ..... 5 »
PASMANIK (Dr). Qu'est-ce que le Judaïsme ? ..... 6 »
PINSKER (L.). Auto-émancipation. Trad. franç. de SCHULSINGER ..... 12 »
ROUKHOMOVSKY (Suzanne). Palestine dernière heure ..... 10 »
SCHULSINGER (Jos.). Nécessité d'une doctrine ..... 10 »
— Kidousch ha-Schem. De la sanctification du nom. 5 »
SZOLD (Henrietta). Alia de la Jeunesse ..... 5 »

LITTERATURE

AISENSTADT (Dina). Le Bouclier de David. Contes de la vie Juive .. 9 »
BLOCH. Les Fils de Samson. Histoire juive (Relié) ..... 25 »
CLEMENCEAU (Georges). Au pied du Sinaï. Contes ..... 12 »
DANON (V.). Aron le Colporteur ..... 5 »
— Dieu a pardonné ..... 5 »
— Ninette de la rue du Péché ..... 6 »
FLEG (Edmond), Jézabel (Midrasch) ..... 30 »
GINSBURGER (Gr. Rab.). Leibele Hirsch. Contes pour la Jeunesse .... 15 »
JÉHOUDA. Le Royaume de Justice. Roman d'un chevalier juif. ..... 15 »
KAHN (Gustave). Images bibliques ..... 25 »
KAPLAN (Rabbin J.). Témoignages sur Israël, dans la littérature française ..... 18 »
KOMPERT (E.). Scènes du ghetto. Contes juifs pour la Jeunesse ..... 20 »
LICHTENSTEIN (J.). Racine, poète biblique ..... 25 »
MILBAUER (J.). Pilpoulim. Motas croisés tirés de la Bible, du Talmud, etc... ..... 6 »
MILBAUER (J.). Poètes Yidisch d'aujourd'hui ..... 15 »
NAVON (A.-H.). Tu ne tueras pas. Roman de mœurs judéo-espagnoles. 15 »
Hommage à André SPIRE (en souscription), édition ordinaire ..... 15 »
— — — — de luxe ..... 20 »
NORDAU (Max.). Contes pour Maxa. Illustrés par Maxa NORDAU .... 60 »
PERETZ (J. L.). Contes Hassidiques, traduits en français ..... 18 »
RYVEL et VEHEL. Le bestiaire du Ghetto. Folklore tunisien ..... 9 »
— En marge de la Bible. Récits tirés de la Genèse .. 6 »
SCHULSINGER (J.). La Génuflexion d'Alénou ..... 6 »
THEMANLYS (Pascal). Les Merveilles du Becht. (Vie et miracles du *Baal Chem Tob*, fondateur de la secte mystique des Chassidim. 10 »
ZANGWILL (I.). Flutter-Duck, ou le Canard agité .... 5 »

LANGUE HEBRAIQUE

DICTIONNAIRES hébreu-français et français-hébreu. 2 tomes en 1 volume relié ..... 40 »
LICHTENSTEIN. Ychi Or. Méthode de lecture, 2 vol. ..... 15 »
VENTURA. Cours complet d'hébreu, première partie ..... 15 »
— L'hébreu par la joie ..... 10 »
— Cours d'initiation à la lecture hébraïque d'après la méthode syncrétique. Orné d'illustrations ..... 6 »
— L'Année préparatoire d'hébreu (Av. illustrations). 2 volumes. 20 »

EVOLUTION SOCIALE

BAUMGARTEN (A.). La civilisation japhéto-sémitique ..... 5 »
JUNES (Dr). Y a-t-il une race juive ? ..... 5 »
LA QUESTION JUIVE vue par 26 éminentes personnalités ... . 15 »
LE STATUT DE KALISZ. Droits accordés aux Juifs par Boleslas le Pieux, en 1624, confirmés par Casimir le Grand en 1334 et par Casimir IV le Jagellon en 1447 et 1467. Calligraphié, enluminé et orné de nombreux hors-textes par Arthur SZYK. (Publié à 6.000 fr.) ..... 3.000 »
STEINHARDT et NEUMAN. Illusions et réalités juives. Considérations réalistes sur quelques problèmes juifs ..... 15 »

Extrait de notre Catalogue (suite)

BEAUX-ARTS

HEBRAICA. Documents d'art juif. Orfèvrerie et peinture. Album de 48 planches ..... 150 »

WEILL (Berthe). Pan !... dans l'œil, ou 30 ans dans les coulisses de la peinture contemporaine. Illustré par PICASSO, Raoul DUFY et PASCIN. (Tiré sur vélin) ..... 100 »

MUSIQUE. Gr. choix de disques hébreux et yidisch. (*Liste sur demande*).

SÉROUYA. Initiation à la peinture contemporaine (Illustré) ..... 18 »

MEDECINE

ASKENASI (Dr). Contribution des Juifs à la fondation des Ecoles de Médecine en France au Moyen Age ..... 15 »

BARAS (Dr). La Circoncision. Son historique et son importance au point de vue hygiénique ..... 12 »

LE MASLE (Dr). Le Professeur Adrien Proust. (Sur la jeunesse de Proust) ..... 5 »

MAIMONIDE. Traité des Poisons. Trad. française par le Dr I.-M. RABBINOWICZ ..... 15 »

RAPAPORT (Dr). La castration rituelle. L'état mental des Skoptzy .... 15 »

SIMON (Dr Is.). Asaph ha-Iehoudi, médecin et astrologue juif du Moyen Age. Avec une étude sur la médecine dans la Bible et le Talmud ..... 30 »

SOUBIRAN (Dr). Avicenne, prince des médecins ..... 20 »

OUVRAGES DIVERS

PHILOSOPHIE

BEAUCOUDREY (E. G. de). La psychologie et la métaphysique des idées-force chez Alfred Fouillée ..... 80 »

BEAUCOUDREY (E. G. de). Perception et courant de conscience ..... 30 »

PEDAGOGIE

BRONSTEIN (M.). Méthode d'enseignement des langues étrangères aux adultes, applicables à l'étude de l'hébreu ..... 30 »

OLLIVAUD-TAMIN (M^me^). Les origines intellectuelles du Jardin d'enfants. 20 »

DROIT

AGAPITIDÈS. Le Corporatisme en Italie. Av. préface de M. le Prof. W. OUALID ..... 25 »

MOTIN. Essai d'une théorie nouvelle sur la nature juridique de la reconnaissance volontaire des enfants naturels ..... 30 »

TANOVICEANU. Les mesures de sûreté ..... 20 »

LAROCQUE (Denise). La crise et les doctrines libérales françaises .. 30 »

ZANCAROL (Dr). L'évolution des idées sur l'avortement provoqué. (Etude morale et juridique) ..... 20 »

BELLES-LETTRES

BEAUVILLÉ (Guillemette de). Gasparo Gozzi, journaliste vénitien du XVIII^e^ siècle. Av. portrait et armoiries. (Couronné par l'Académie Française du Prix Montyon 1938) ..... 25 »

MEDECINE

BURSTEIN (Dr). Pouvoir immunisant et anti-toxique du sérum de cordon ombilical ..... 10 »

ABADI (Dr). Cinélyse et Eythrodialyse. Préface du Dr Maurice VILLARET. 25 »

SOLAKIAN (Dr). Les laits aigris et leurs bacilles ..... 10 »

STERN (Dr). Détermination des sexes par la fécondation artificielle. 10 »

TSIRICAS (Dr). Utilisation du carbone de bismuth pour le diagnostic et le traitement des gastralgies ..... 10 »

VALENSI (Dr). Contribution à l'étude du traitement de l'avortement. Accompagnée de 73 clichés ..... 20 »

PAHMER (Marcel). Equilibre vasculo-sanguin (Fièvre artificielle par ondes courtes) ..... 30 »

Demander notre Catalogue général n° 71 d'ouvrages sur le judaïsme. Important recueil bibliographique classé par ordre de matières et orné d'une quantité d'illustrations. Avec la liste des périodiques juifs du monde entier, classés par pays, et des ouvrages choisis en anglais et en allemand. France et Colonies : 6 fr. — Etranger : par mandat-poste : 8 fr. 50; par chèque postal (n° 233-72) : 7 fr.